

Point de vue d'un mec normal

Miscellanées Politiques N°3

*Recueil de textes écrits, modifiés, complétés et corrigés de
2007/2008 à 2024*

Robert GIL

Points de vue à développer

Page 3 Ce que je veux te dire :

Posons le décor – Le choix des mots – Sortons des concepts préétablis – Formons-nous, changeons tout – Doit-on laisser faire ?

Page 21 Parlons pognon :

Commençons par les monnaies alternatives – Socialisons, socialisons – Petite histoire de la banque de France – Vive le prêt sans intérêt – La fin des bourses – L'arnaque du système bancaire – La dette, encore et toujours - Et en Europe, qu'en est-il ? - Paradis fiscaux et évasion fiscale

Page 46 A votre santé !

Reprenons la main – Ce que j'en pense – Médecine, santé et profits – Inquiète toi de l'état de l'hôpital... - Construire un vrai projet... - Les promesses n'engagent... - Les vrais comptes de la Sécu

Page 69 En vrac :

Les PPP – Justice ou charité – Socialisme pour les riches, capitalisme pour les pauvres – Revenu maximum autorisé – Plus d'écran, moins d'imagination – Ce que je propose – Petite histoire simplifiée des retraites – Les charges sociales ça n'existe pas

Page 91 Héritons, oui, mais de quoi ?

Petite mise au point – L'héritage doit être collectif – Il n'y a pas de gentils exploités – Bakounine 1865 – Posons-nous la question

Page 102 Ecologie, vaste fourre-tout :

Être écolo – C'est quoi un parti écolo – Quelle écologie ? –

Page 111 L'Europe, le miroir aux alouettes

Introduction – Alors, en sortit ou pas ? – Souverainistes ou internationalistes ? – Une Europe à inventer – Sortit de la soumission américaine - Géopolitique du gaz et servilité européenne

Page 125 Dangereuse Amérique !

Etat des lieux – le visage de l'Amérique - Obama, Trump, Biden – Un peu d'histoire – L'Amérique face au défi Sino-Russe - Le nazisme et le fascisme ne sont pas leur ennemi

Page 149 Gauche ou droite ?

Ce que j'ai compris – La tentation de l'extrême droite – Gauche réformiste ou gauche révolutionnaire ? - Gauche radicale et analyses géopolitiques - Qui sont les « idiots utiles » du capitalisme ? - Gauche républicaine, émeutière ou révolutionnaire ?

Page 170 Pêlemêle

Pourquoi les pauvres votent contre leurs intérêts ? – Quand le gouvernement cherchait 10 milliards – Les patrons sont sympas – Notre république est une caste de privilégiés – Le fiasco du combat contre l'extrême droite – Créer de l'emploi ou des richesses ? –

Page 186 Au café du commerce

Page 197 Ce n'est qu'un au revoir...

Page 198 Téléchargements...

***« Le prix de ta liberté, c'est de mettre de l'argent de côté
pour tenir une grève aussi longtemps que nécessaire » ...***

Gelindo FORNASIER

Ce que je veux te dire

Si tu as lu mes deux premiers livres, tu es habitué à mes avants propos. Si tu débarques directement dans ce troisième volet de mes « Miscellanées politiques », je vais te décrire brièvement comment je vois le système capitaliste, et ceux qui le contrôlent. Tu vas également te rendre compte que j'utilise des mots présentés comme politiquement incorrect. Mais comment parler de bourgeoisie, d'exploitation, de patronat, de lutte des classes ou d'opprimé sans les nommer ? Difficile de combattre ce que l'on ne peut définir. Ils ont réussi à nous persuader que ces mots font exclusivement partie du vocabulaire communiste, alors qu'ils étaient couramment utilisés du 18ème jusqu'au début du 20ème siècle quand le communisme n'existait pas encore. Nos dirigeants ont réussi à ringardiser les mots qui les dérangent, à les stigmatiser afin que l'on se sente mal à l'aise de les utiliser. Et ça marche, ils disparaissent peu à peu... mais les conséquences de leur disparition sur notre réalité demeurent, elles, bien réelles !

Posons le décor :

Le but est de nous faire croire que le système capitaliste, libéral, néo-libéral, enfin, appelle le comme tu veux, que ce système dans lequel nous vivons est indépassable. A la rigueur faire quelques ajustements ici ou là, mais ce système est ce qu'il y a de mieux. D'ailleurs, nous diront-ils, « *la preuve c'est que la majorité des pays l'a adopté* ». A une époque la majorité des pays avait adopté le système féodal, puis le système monarchique, cela n'est en aucune façon la preuve que ces systèmes étaient ce qu'il y avait de mieux pour les populations. « *Être contre le capitalisme, c'est forcément être communiste* » : ce raisonnement binaire démontre le manque

d'imagination et le formatage des individus par la société. Pourquoi ne serait-il pas possible d'inventer une autre forme d'organisation de la société ? Je sais que ce n'est pas facile, mais ne rien faire sera encore plus difficile. Autant agir en amont que de réagir dans l'urgence. Le premier janvier 1789, 99% de tous ceux qui vivaient dans le royaume de France étaient persuadés que le système monarchique était immuable ... le 14 juillet de la même année tout a basculé !

Dans les pages qui suivent, je vais souvent parler des riches, des grands patrons, des actionnaires... si tu es commerçant, artisan ou patron d'une TPE tu n'as aucune raison de te sentir visé. Ces trois mots font appel à la notion de propriété. Le grand patron, l'actionnaire ou le riche possède une partie ou l'intégralité d'une entreprise et de ses moyens de production. Ils dirigent le travail, décident de ce qui doit être produit, de quelles manières cela doit être produit et comment les bénéfices doivent être distribués. Ils influent sur les décisions politiques. Ne mélangeons pas les torchons avec les serviettes ! Les revenus d'un « petit » patron sont plus proches du smicard que des PDG de Vinci, Total ou Danone. Malheureusement, questions sociétales le « petit » patron se sent plus proche de Lagardère, Bouygues ou François Pinault que du smicard qui vient lui acheter sa baguette de pain.

Pour illustrer ce décalage, voici un extrait d'un livre, « *décortiquer les ordonnances Macron pour mieux les combattre* », écrit par deux inspecteurs du travail, Richard Abauzit et Gérard Filoche en 2017, qui met en évidence la disparité du poids des entreprises dans le système économique : « *Ceux qui crient « vive l'entreprise », et croient ainsi la mettre « au-dessus » de la question du partage des richesses qu'elle produit, au-dessus des intérêts contradictoires entre exploités et exploités, sont vains. « L'Entreprise », ça n'existe pas, c'est comme crier « vive les poissons », il y a des requins et des sardines. En France mille entreprises produisent presque 50% du « PIB » et ce sont elles, et leurs dirigeants qui*

décident de toute l'économie, des investissements, des innovations, des licenciements, du chômage. Sur 1,2 millions d'entreprises existantes, 200 000 PME-PMI (20 à 249 salariés), ETI (250 à 5000 salariés) sont à 80% des sous-traitantes des « mille ». Enfin, un million, les TPE, ont moins de 10 salariés et sont dominées. Dans le partage de la production des « marges », ce sont les requins, « les gros » qui gagnent, les plus petits patrons « sardines », sont surexploités, pillés, tout comme leurs salariés. Le partage des fruits du travail des salariés des entreprises, des prix, des profits et des dividendes, se fait soit de façon régulée et civilisée soit de façon sauvage et brutale. Tout l'enjeu de l'actuelle « bataille du code du travail » est là ».

Le choix des mots :

Avant de commencer, je tiens à te préciser que je n'envie pas « les riches », je me contente de ce que j'ai et je me sens même privilégié par rapport à nombre de nos concitoyens. Beaucoup ont bien moins et d'autres toujours trop. C'est contre cela que je me révolte, ce n'est pas pour moi personnellement. Je ne supporte pas l'injustice et les inégalités qui nous sont présentées comme légitimes par la société. Souvent lors de discussions j'ai entendu « *si tu avais l'occasion tu ferais comme eux* ». Oui, comme chacun, je cherche à améliorer mon existence et mon environnement, mais cela ne passe pas par la soumission ou l'exploitation d'autrui. C'est l'angoisse de l'avenir et l'insécurité sociale qui génèrent ce mode de raisonnement. Une société différente conduirait à des schémas de pensée différents. Au-delà de cela, je ne fantasme pas sur la vie des plus riches que je trouve, dans l'ensemble, plutôt inintéressante, et destructrice pour une grande partie de l'humanité et de la planète. Accepter cette situation c'est accepter l'injustice et la prédation. Comment peut-on ensuite s'offusquer d'actes de

délinquance ou de petites fraudes au RSA, par exemple, commis par les plus pauvres, quand on ferme les yeux sur les abus des plus riches ?

Vouloir toujours plus pour dépenser en achat inutile ou pour « placer » en bourse, est le signe, à mon avis, d'une frustration. Les achats inutiles ne nous donnent qu'une satisfaction limitée dans le temps, et « jouer » à la bourse, c'est participer au grand casino mondialisé destructeur d'emploi, vecteur d'insécurité sociale, et de dégradation de la nature. Il y a des jeux plus intelligents, mais dans ce cas précis, on peut dire que l'intelligence n'est pas un marqueur de notre époque. Faire travailler son argent c'est en général supprimer du travail à ceux qui n'ont que ce moyen pour pouvoir vivre. Au vu de cela, je pense qu'au-dessus d'un certain seuil de revenu, il y a un phénomène d'aliénation à l'argent qui prend le dessus sur la raison. Il faut donc limiter les revenus pour le bien-être de tous. L'on peut constater que le salaire est complètement décorrélé du travail effectué et de son utilité au sein de la société, un travail qui touche à la santé, à l'éducation ou qui est socialement utile devrait être plus correctement rénuméré. Ce qui n'est souvent pas le cas. Si l'on considère que pour vivre décemment, dans notre pays, il faut un salaire de 1700 euros net, trois fois ce minimum donnerait la somme de 5100 euros par mois. Qu'en penses-tu ? Si tu es au-dessus de ce salaire maximum, je parle de toi ! Bien sûr, il est évident qu'entre une personne qui perçoit plusieurs millions d'euros par an et une autre qui gagne 8000 euros par mois, l'écart de richesse, et donc du pourcentage du gâteau que nous devons nous partager, est considérable. Cependant les politiques appliquées par tous les gouvernements depuis 50 ans vont toute dans la même direction : augmenter la part du gâteau des plus riches. Pour les autres, leur part ne fait que diminuer.

Voici maintenant une étude ⁽¹⁾ parue en octobre 2021 sur le site « Observatoire des inégalités », où tu retrouveras des tas de données :

- Le niveau de vie médian est de 1 771 euros mensuels. Il partage la population en deux : la moitié inférieure touche moins, la moitié supérieure davantage. C'est autour de ce montant que l'on peut situer les classes moyennes.
- On est pauvre quand on vit avec moins de 885 euros par mois, soit la moitié du niveau de vie médian. En moyenne, les Français les 10 % les plus pauvres ont un niveau de vie de 715 euros par mois.
- On est riche à partir de 3 542 euros, le double du niveau de vie moyen. Le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches est de 5 090 euros.

Pour faire partie des 1% les plus riches, il faut avoir au moins 171 000 euros annuels de revenu et pour faire partie des 0,01 % les plus riches, il faut avoir 3 274 000 euros de revenu. Au-dessus ce sont les milliardaires.

Petit aparté, nos députés font partie aujourd'hui des 3 % de Français les mieux payés, selon une note de l'Institut des politiques publiques...

Je suis persuadé que l'on peut construire une société plus juste, plus humaine, plus innovante en instaurant une échelle de salaires. En régulant les revenus de 1 à 3, on améliore le sort de près de 90% de la population car seulement 10% ont des salaires mensuels supérieurs à 5100 euros. Ce sont donc seulement 10% des français qui subiraient une telle réforme, et c'est à partir des 1% les plus riches que l'addition serait la plus douloureuse. Mais ces 10%, ce sont eux qui détiennent les places importantes au sein du système économique, financier et médiatique, et ces 10% sont des féroces défenseurs du système capitaliste. Ces 10% sont des pourvoyeurs et des relais de l'idéologie dominante.

Quant à nos milliardaires, ils ponctionnent outrageusement les richesses produites par nous tous. Ils ont de quoi vivre

pendant 50 000 ans et ne sont jamais rassasiés, et l'on retrouve parmi eux les fortunes les plus extravagantes ⁽²⁾. Mais les médias nous parlent tellement de millions et de milliards que ces sommes pharaoniques passent pour la normalité alors qu'elles restent l'exception. Si vous aviez économisé 8000 euros par jour depuis le 14 juillet 1789 vous ne posséderiez même pas 1% de la fortune de Bernard Arnault !

Je ne vois aucune raison de gagner des sommes exorbitantes, quelle que soit la profession que l'on exerce, sport et show-biz compris. Je constate également que ce sont les professions les moins utiles à la société qui sont les plus rémunérées : encore une aberration de notre système ! Peut-on accepter à l'heure actuelle que près de 10 millions ⁽³⁾ de nos compatriotes vivent sous le seuil de pauvreté, pendant que la fortune de Bernard Arnault, patron de LVMH, franchit la barre des 100 milliards d'euros ? Le patron de « Téléperformance », Daniel Julien, gagne en une journée ce qu'un employé mettra 4 ans et presque 8 mois à percevoir ⁽⁴⁾ ! Les entreprises du CAC 40 ont versé près de 100 milliards d'euros aux actionnaires en 2023 ⁽⁵⁾ et continuent à licencier ! On ne peut accepter de tels écarts, de telles aberrations, sans se poser quelques questions. Accepter c'est se rendre complice de ces injustices.

Le capitalisme est un système politique et économique reposant sur la propriété privée des moyens de production, le contrôle des moyens financiers, le libre-échange et la suppression ou la diminution constante de la fiscalité et des politiques de redistribution de l'Etat. Le seul but est la règle du profit maximum, aucune règle morale ne régit ce système politique. Un des principes les plus fourbes et sournois du capitalisme, c'est que pour prospérer, il doit détruire toute forme de solidarité, tout ce qui est collectif représente pour lui un danger. Tout doit être quantifiable et les rapports humains sont ramenés à une simple valeur marchande. C'est pour cela qu'il fait l'apologie de l'individualisme et de la méritocratie ⁽⁶⁾

en faisant croire que la collectivité représente un fardeau et un obstacle à l'épanouissement de chacun. Alors qu'en réalité c'est le chacun pour soi qui nous mène à la catastrophe. C'est la coopération, l'auto-organisation voulue et consciente qui peut permettre de construire une société où chacun apporte ce qu'il peut et où chacun reçoit ce qui lui faut. Bien sûr, il faut pour cela se désintoxiquer de plusieurs centaines d'années de formatage et sortir du carcan dans lequel des siècles de domination nous ont façonnés ... pas facile, mais indispensable !

Tout est fait pour encenser l'individualisme : le meilleur pâtissier, le meilleur laveur de vitres, le meilleur boulanger, etc, et dans de grands shows racoleurs on élit le meilleur acteur, le meilleur chanteur, le meilleur film, le meilleur ... mais on oublie les milliers de petites mains, les milliers d'anonymes qui ont permis ce résultat. Seuls, tous « ces premiers de la classe » ne sont rien : s'il n'y a pas toute l'organisation, l'intendance, les spectateurs, que deviennent-ils ? Le plus aberrant, c'est sans doute de décerner « le ballon d'or » au meilleur footballeur de la planète ! Le football est un jeu collectif qui se joue à 11 joueurs, plus les remplaçants et le staff technique contre une autre équipe composée des mêmes personnes ... qui est le meilleur ? Chacun à un rôle différent sur le terrain et en dehors. Seul, ce meilleur joueur ne peut pas grand-chose. Pour qu'il soit le meilleur, il faut qu'il y ait une bonne équipe autour de lui. Le Dynamo Parakou qui dispute le championnat du Bénin a sûrement de bons joueurs, mais même si l'on y ajoutait « le ballon d'or », je doute que ce club devienne « le meilleur du monde ». Mais le capitalisme veut absolument qu'il y ait des meilleurs et fait tout pour nous les imposer, alors que les meilleurs dépendent du travail et des compétences d'une multitude d'autres personnes. Le capitalisme nous cache toujours la partie qui le dérange et ne montre que ce qui lui est utile pour légitimer son discours. Le capitalisme est construit sur un mensonge.

La Grande Bourgeoisie est la classe sociale dominante du système capitaliste. C'est elle qui détient les moyens financiers, les moyens de production et d'échange, qui organise et dirige le travail. L'exploitation de la main d'œuvre lui a permis au fil du temps de se constituer un patrimoine immobilier et financier extrêmement important, qui lui assure des rentes conséquentes. Son poids économique lui permet d'influencer les décisions politiques. Elle contrôle la grande majorité des médias, et de ce fait oriente l'opinion d'une grande partie de la population. C'est cette bourgeoisie-là, qui est pour moi la clef de voute du système capitaliste. C'est cette Grande Bourgeoisie qui mène « la lutte des classes » contre tous ceux qui sont obligés de travailler afin de pouvoir subvenir à leurs besoins et faire vivre leur famille. Warren Buffet, milliardaire américain, en est pleinement conscient lorsqu'il dit sur CNN en 2005 : *« Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner ».*

La lutte des classes n'est pas un concept abstrait, c'est une réalité que malheureusement la grande majorité de ce que l'on peut appeler « la classe laborieuse », « le salariat », ou simplement « le peuple » n'arrive pas à concevoir. Cette classe salariale qui représente plus de 80% de la population, est complètement subordonnée à ceux qui possèdent les moyens de production. Elle est contrainte par les ordres, les procédures et les règles dictées par des lois établies afin de garantir l'accumulation des richesses de la bourgeoisie. La lutte des classes c'est la confrontation permanente entre la classe dirigeante qui possède le pouvoir et le reste de la population. Des révoltes dans l'empire romain, la révolution de 1848, la commune de 1871 en passant par les jacqueries des paysans au moyen âge, toutes ont été sauvagement réprimées par la noblesse ou les différents pouvoirs en guise d'avertissement. C'est pour cela que Karl Marx a écrit : *« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que*

l'histoire de luttes de classes ». La Grande Bourgeoisie a toujours eu peur du peuple, elle sait qu'elle est illégitime, et dans l'état actuel, où les inégalités et les injustices progressent, pour conserver sa position dominante, elle demandera à l'Etat de faire preuve de plus en plus d'autoritarisme... jusqu'au fascisme !

Une société moins inégalitaire serait aussi une société moins violente. Si chacun a de quoi anticiper l'avenir sereinement, si chacun a un travail qui lui assure de quoi vivre et de s'insérer socialement, alors automatiquement il sera plus détendu. Evidemment, il est illusoire d'éradiquer complètement la délinquance et le banditisme, il existera toujours des personnes qui violent les lois. Que ce soit dans la rue, dans les conseils d'administration du CAC40, ou dans les salons feutrés de clubs selects, une partie de nos compatriotes n'est pas honnête, c'est vrai. Heureusement, ils sont largement minoritaires. Malheureusement, ces personnes comptent dans leurs rangs celles qui possèdent richesse et pouvoir qui leur permettent d'influencer les décisions politiques et économiques à leur seul profit, au détriment de millions d'autres.

Les luttes, les grèves, les manifestations ne sont pas inutiles comme l'on voudrait nous le faire croire. Malheureusement, si les syndicats et autres organisations défendent les intérêts des salariés, cela se fait toujours dans le cadre du capitalisme et sans remettre en cause l'exploitation libérale du système économique. Les revendications comme la défense du service public peuvent apparaître comme corporatistes, du fait qu'elles ne remettent pas en cause l'organisation et la gestion des services publics. Bien sûr, c'est aussi une question de rapport de force. La pression sur un gouvernement n'est pas la même s'il y a 300 000 personnes dans la rue pendant 5 heures que s'il y a 10 millions de personnes pendant une semaine. Moins il y a de monde dans les manifestations moins elles sont

suivies car le nombre appelle le nombre. C'est un cercle vicieux.

Enfin, la lutte ne consiste pas à rester chez soi, pour « profiter » d'une journée de repos, mais à s'organiser sur son lieu de travail. La grève, pour être victorieuse, doit souvent se combiner avec d'autres pratiques comme le blocage économique. Les manifestations autoorganisées comme celles des Gilets Jaunes sont également des pistes à faire évoluer, comme le mouvement de tous ceux qui sont exclus du marché du travail, qu'il faut rallier à une cause commune. C'est en développant une organisation combative, que les grèves et les manifestations peuvent ainsi permettre de remettre en cause la nature du travail subi et l'exploitation capitaliste... Si quelqu'un a une meilleure idée ?

Sortons des concepts préétablis :

Inconsciemment, insidieusement nous avons été formatés, jusqu'à intérioriser que le système actuel est indépassable, il est impossible de faire mieux. Bien sûr, certaines améliorations sont possibles, mais toujours à l'intérieur du cadre prédéfini à notre intention. L'on nous fait croire qu'il n'y a aucun échappatoire, impossible de faire autrement, sinon tu penses bien que ceux qui dirigent la société pour notre bien auraient fait leur possible pour améliorer nos conditions de vie. Crois-tu sincèrement à cela ? Non, alors laisse tomber le discours officiel et commence à être critique envers les informations officielles et les concepts présentés comme indépassables. Quel que soit ton niveau de connaissance, il ne faut pas hésiter à débattre, à s'armer intellectuellement pour déjouer les pièges que nous tendent ceux qui dirigent la société et les médias. S'intéresser à la politique, s'intéresser à l'économie fait partie des clefs pour essayer de construire un monde plus juste, une société plus humaine. Mais surtout, ne te limite pas, ne t'impose aucune barrière, et méfie-toi, car nos

pensées ont été délimitées et façonnées par plus de 40 années de battage médiatique. Mais si nous imposons des limites à notre réflexion, nous ne changerons rien !

Même si l'on sait que les soi-disant infos ou débats des médias mainstreams ⁽⁷⁾ ne sont que de la propagande ⁽⁸⁾, la répétition quotidienne de leur message pénètre notre subconscient. C'est difficile, je sais, moi aussi je suis prisonnier de ce que l'on m'impose, mes idées ont été conditionnées depuis tant d'années, qu'automatiquement elles retournent sagement à l'intérieur de ce qu'il m'a été permis de penser. Parfois, je suis obligé de me secouer et de me dire « *Robert, tu déconnes* ». Il faut faire un effort pour reprendre conscience des réalités. Bien sûr il est souvent plus facile et réconfortant d'accepter le monde que l'on nous vend plutôt que d'analyser le monde réel où nous vivons. Mais ce n'est qu'une illusion, les réveils sont douloureux. Celui qui ne connaît le monde qu'à travers les médias, vit dans un monde qui finalement n'existe pas. Pour se réconforter, il adapte lui-même sa grille de lecture pour faire correspondre sa vie à la vérité qu'on lui propose. S'il ose voir le monde tel qu'il est, cela peut être brutal et engendrer de la frustration, du mal vivre, alors, il risque de se replier sur lui-même ou rechercher un refuge auprès d'habiles bonimenteurs. Parfois, bien sûr, il est plus rassurant d'ignorer les dysfonctionnements de notre société que de se poser des questions dérangeantes. Il est plus facile de continuer à vivre dans un monde virtuel.

On nous fait croire qu'un véritable système socialiste de gestion de la société est tout simplement ridicule, car il ne correspondrait absolument pas aux besoins des populations, et l'on ajoute l'air entendu que de toute façon il a fait les preuves de son inefficacité, en omettant toutefois de dire que chaque pays est une situation particulière et personne ne veut ressusciter l'URSS. De toute façon, le choix n'est pas entre le système capitaliste et le système soviétique, non il existe forcément d'autres voies, à inventer, et à améliorer au fur et à

mesure de leur mise en place. Tu penses que le serf du moyen-âge croyait qu'un autre système était possible ? Il est utopique de vouloir changer les choses en gardant la même structure économique, avec la dérégulation financière et la libre circulation des capitaux inscrites dans le marbre, ainsi que le modèle économique européen de libre-échange avec une banque centrale indépendante pour dogme. L'ancien président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker avait d'ailleurs déclaré en 2015 : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens.* ». Tout est dit !

Evidement l'UE ne sera pas d'accord pour que l'on fasse autre chose que ce qu'il est autorisé de faire dans le cadre européen du système capitaliste. S'il y a encore besoin d'une preuve, il n'y a qu'à regarder les conditions fixées par la Commission Européenne pour pouvoir prétendre au plan de relance, à la suite de la crise du Covid : réformer les indemnités de chômage et des retraites. C'est exactement le même chantage que faisait le FMI aux pays du tiers monde, chaque prêt était conditionné à des réformes structurelles. N'oublions pas que c'est la même caste capitaliste qui dirige l'UE et l'économie française ! L'UE n'a été qu'un accélérateur. Les classes dominantes n'ont pas attendu l'Europe pour détricoter l'Etat social français, et même sans l'UE la feuille de route de la Grande Bourgeoisie française était déjà toute tracée. L'Union Européenne est un excellent paravent derrière lequel les gouvernements se cachent pour nous faire croire qu'ils ne peuvent absolument rien, qu'ils sont obligés de prendre ces décisions antisociales, anti démocratiques et anti populaires : ce ne serait pas de leur faute ! Nos bons patrons français voudraient bien prendre des décisions en notre faveur, des décisions plus justes, mais l'Europe les en empêcherait ! L'UE est construite sur les dogmes du néolibéralisme dont le principe est de détruire toutes les protections sociales pour pouvoir exploiter sans entrave ni

contrainte les classes populaires partout en Europe. Nos gouvernements ne sont pas victimes, ils sont complices !

Comment a-t-on pu croire qu'un assemblage de pays capitalistes, dirigés par des capitalistes dont le modèle suprême est le néo libéralisme allait créer une Europe sociale ? Les promoteurs de cette entourloupe ont profité du souvenir de la guerre, encore vivace parmi les générations du traité de Maastricht ⁽⁹⁾, pour faire ressonner les trompettes de la paix dans le cœur des citoyens européens. L'arnaque a été parfaite, nous nous sommes fait avoir. La seule alternative possible est de sortir du capitalisme, certes ce ne sera surement pas facile, mais attendre comme je l'entends parfois que les conditions idéales soient réunies pour être sûr de pouvoir réussir ... enfin, bref, tout faire pour ne rien faire est la pire des solutions. Considérer comme des vérités quasi divines les clichés rabâchés à longueur de temps et de médias depuis plusieurs décennies comme « *le travail coûte cher* », « *si tu embêtes les riches ils vont partir alors que c'est eux qui nous donnent du travail* », « *il va falloir payer la dette* », « *il faut en finir avec les fonctionnaires* » et toute une flopée d'affirmations présentées comme des vérités et du bon sens, alors oui, on ne peut pas faire autrement. Fin de la discussion.

Formons-nous, changeons tout :

Le changement est difficile, il bouscule nos habitudes, il remet en cause tout ce qui paraît indépassable, parce que l'on nous a dit que c'était indépassable. Il faut oser, comme disait Rosa Luxembourg : « *il n'y a que ceux qui ne bougent pas qui ne sentent pas leurs chaînes* ». Lorsque la grande majorité de la classe politique et des médias sont « pour » ou « contre » tel ou tel projet, ou telle ou telle loi, prends le temps de réfléchir, de t'informer et tu constateras que bien souvent leur « pour » ou leur « contre » ne vont pas forcément dans le sens de

l'intérêt commun, mais presque toujours sert des intérêts particuliers. Il faut concevoir une société, où nous ne serons plus soumis au stress d'être obligés de quémander nos moyens de subsistance en allant se « prostituer » au pied d'un patron et du capital, en acceptant toutes les humiliations. Une société où l'on pourra participer aux décisions concernant notre avenir ou les modalités de notre travail par exemple. Une société où les tensions entre individus seront apaisées et où l'on établira des règles pour que chacun ait droit à une sécurité économique et sociale. Une société où chacun sera partie prenante, s'il le souhaite, de l'avenir en commun que l'on construira ensemble. Trouves-tu normal les sommes folles qui gravitent dans l'industrie du cinéma, du show-biz et du sport et que nos écoles et nos hôpitaux soient à l'abandon ?

Il faut repenser le monde, il faut repenser la société, il faut repenser la représentation politique, l'homme ou la femme providentielle n'existe pas, chacun doit faire sa part. Je ne crois pas que des élections, organisées régulièrement dans le cadre d'un système qui contrôle absolument tout, aussi bien le côté institutionnel de notre organisation politique que notre système de pensées et nos vies, puissent changer quoi que ce soit au rapport de force entre le capital et le travail. Un changement ne peut se faire qu'à la suite d'une prise de conscience politique collective et de grands mouvements sociaux qui souhaitent une rupture avec l'existant. Je sais, ce n'est pas pour demain, mais parfois l'histoire entraîne le présent dans un futur que l'on ne soupçonnait pas. En 1916, Lénine pensait qu'il ne verrait pas la révolution de son vivant ; en 1917 tout a basculé. Mais même si les conditions du changement sont présentes à un moment donné, il faudra quand même une action consciente et réelle pour accoucher d'un nouveau monde. Penser que le capitalisme s'effondrera gentiment tout seul est une douce rêverie, les classes dirigeantes ne nous donneront pas gentiment les clefs de la maison en nous souhaitant bonne chance. Je pense qu'elles

sont absolument prêtes à tout pour garder le pouvoir, même au pire des choses. Oui, le changement peut se faire de façon violente, mais c'est une thérapie par laquelle il faut parfois passer. Le capitalisme ne s'écroulera pas tout seul, il faut l'aider. Les réformistes, eux, font durer indéfiniment l'agonie des peuples en leur prescrivant quelques remèdes et en leur facturant l'ordonnance.

Pour moi, il est clair que l'on ne peut pas laisser notre avenir dans les mains de ceux qui nous mènent droit au devant de crises de plus en plus graves, que ce soient des crises financières, sanitaires, écologiques, humaines ; il est temps que le maximum de personnes le comprennent et s'impliquent à tous les niveaux, suivant leurs moyens, dans la vie politique au sens large. On ne peut plus fermer les yeux, rentrer la tête dans les épaules et attendre que ça se passe, je pense que nous aurons à rendre des comptes à nos enfants ou à nos petits-enfants. On ne peut plus dire, je ne savais pas, ça ne marche plus, à moins d'être un décérébré du bulbe, les excuses ne sont pas recevables. Il faut donc rechercher comment marchent « les choses », il faut s'instruire et se perfectionner constamment, sans avoir peur de ses propres erreurs, à condition de les corriger. Il faut optimiser son approche du fonctionnement du monde, indispensable pour coller au réel. Il faut être conscient de ce qu'il faut changer et de ce qu'il faut garder, sans dogmatisme mais sans se fixer de limites. Karl Marx disait « *On ne crée pas une révolution basée sur l'ignorance* », comme on ne crée pas une entreprise sans étude de marché et de plan de financement, en attendant de voir ce qui se passe. A nous de nous éclairer suffisamment sur l'analyse de la société, pour que le changement s'effectue en notre faveur, et non, une nouvelle fois au profit du capitalisme et de ses avatars : fascistes, libertariens, libéraux ou néolibéraux. Changer les conditions de vie et l'environnement de l'homme, c'est changer l'ensemble de la société, c'est donc se changer soi-même.

Plutôt que d'aller chasser, l'homme de Cro-Magnon n'a jamais envisagé d'aller faire ses courses au supermarché !

Doit-on laisser faire ?

Penses-tu que des personnes possédant des fortunes extravagantes qui les mettent, eux et leurs descendances, à l'abri du besoin pour plusieurs milliers d'années, et dont le seul but est d'accroître indéfiniment cette richesse, soient des personnes saines de corps et d'esprit ? Si tu avais de quoi vivre sereinement avec ta famille, d'élever tes enfants sans difficulté, de pouvoir te projeter dans l'avenir, est-ce que ton seul désir, ton objectif ultime serait de mettre tes voisins « sur la paille », de leur dérober ce qu'ils ont pour seulement posséder plus, même si tu n'en as pas l'utilité ? Non, je ne le pense pas, je ne l'envisage même pas. Et pourtant, c'est ce que font les 0,1% qui possèdent plus que nécessaire et dont le seul objectif est de posséder plus à n'importe quel prix, sans se soucier des conséquences de leurs actes. Je pense sérieusement, que ces personnes sont des psychopathes qu'il faut enfermer et faire soigner. Non, l'homme n'est pas un loup pour l'homme, 99% de la population ne demande qu'à vivre tranquillement, les loups ce sont les psychopathes qu'il faut enfermer !

Bien sûr, on peut se dire que pour nous personnellement les choses ne vont pas si mal. On peut continuer à vivre sur notre îlot, à l'écart des soubresauts de la société, en ignorant, ou en faisant semblant d'ignorer, les colères et les dysfonctionnements qui s'accumulent ici et là, loin de notre regard, loin de notre petite vie. On peut se contenter de ce que nous dit BFM, Cnews, LCI, Arte ou TF1, on peut croire ce que nous disent leurs experts. Evidemment, nous ne sommes pas obligés de douter de la bonne parole des médias mainstreams. L'on peut penser que leurs présentations et leurs analyses de ce qui se passe dans la société sont

forcément vraies. Quels intérêts auraient-ils à nous mentir ? Oui, on peut, c'est à la fois rassurant et juste assez angoissant pour que l'on ne fasse rien. Tout est fait pour que l'on accepte de faire ce que l'on nous dit de faire sans se poser trop de questions. La balle est dans ton camp ...

J'espère que ces mises au point, te faciliteront la lecture de ce livre, et que tu replaceras les mots, riches, patrons, actionnaires, capitalisme ou Bourgeoisie dans le sens que je leur donne. J'espère également d'avoir décrit correctement le concept de « lutte des classes », que j'ai aussi essayé d'expliquer dans mon livre précédent. Je t'ai aussi fait un topo de la façon dont je vois la société afin de comprendre mes positions et analyses personnelles. De mon côté, je suis prêt à entendre toutes les remarques et objections que tu me feras.

A la fin de chaque chapitre, à chaque fois que je l'ai jugé nécessaire, tu trouveras des notes de bas de page qui t'enverront aux sources de mes propos, afin que tu puisses vérifier que ce que je dis ne relève pas de mon imagination. Je te conseille de consulter ces notes qui t'apporteront des informations importantes. Dépêche-toi de les consulter avant qu'elles ne disparaissent du net ...

Merci à toi, et bonne lecture.

« Il ne peut y avoir révolution que là où il y a conscience »
... Jean JAURES

(1) Observatoire des Inégalités, le 07/10/2021 : « L'essentiel des inégalités de revenus : quels chiffres retenir ? ». (2) Forbes, le 08/04/2021 : « Le classement des 10 Français les plus riches », et sur Oxfam France, le 08/10/2021 : « Inégalités : pourquoi les 1% les plus riches du monde sont un problème selon Oxfam ». (3) Le Point, le 14/11/2023 : « La pauvreté et les inégalités s'accroissent en France, selon l'Insee ». (4) Basta, le 28/05/2021 : « Notre palmarès des « profiteurs de crise » les plus cyniques parmi les grands

patrons du CAC40 ». (5) La Tribune.fr, le 08/01/2024 : « Les entreprises du CAC 40 ont versé près de 100 milliards d'euros aux actionnaires en 2023 ». (6) En mai 2021, le quotidien américain The Financial Times plaçait la France en tête des pays comptant le plus de milliardaires par héritage. Près de 80% de ces très grandes fortunes françaises sont en effet héritées, selon les données de Forbes citées par le journal. (7) Un media mainstream est un média qui relaye les messages de propagande capitalistes et impérialistes, en les présentant comme de l'information objective. (8) Sud Radio sur You Tube, le 26/04/2021 : « Nicolas Vidal, fondateur du site Putsch : "Il n'y a plus de débat dans les médias !" ». (9) Entré en vigueur le 1er novembre 1993, le traité de Maastricht institue une Union Européenne entre les 12 Etats membres de la Communauté (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni). Il est le traité fondateur de l'Union européenne. Il structure l'Union européenne.

Parlons pognon

Tu as entendu l'expression « l'argent est le nerf de la guerre », donc l'on ne peut pas continuer à laisser la finance aux mains d'une petite caste qui ne nous veut pas forcément du bien... ou plus précisément, qui veut tout notre bien ! Il faut donc se réapproprier progressivement la monnaie et ne plus la laisser exclusivement entre les mains des banques. L'argent est une drogue dure qui corrompt et avilie la personne humaine, il est impératif d'en prendre le contrôle.

Commençons par les monnaies alternatives :

Entre 1923-1933, Worgl, dans le Tyrol autrichien, a été la première expérience de monnaie parallèle. Aujourd'hui il existe près de 40 monnaies locales ou alternatives en France dont « les abeilles » dans le Lot et Garonne ou « L'eusko » au pays basque. Dans toute l'Europe se développent des systèmes de monnaies complémentaires. A l'échelle mondiale ce sont plusieurs milliers d'initiatives de ce genre qui fleurissent dans de nombreux pays comme le Japon, le Brésil ou les USA ; et que dire du « WIR » Suisse utilisé par près de 100 000 PME ! A Lyon, Veolia pourra payer partiellement ses salariés en « Gonettes », une monnaie locale ⁽¹⁾, et ses factures pourront être acquittées en tout ou partie avec cette monnaie.

Dans cet ordre d'idée, pourquoi ne pas créer une monnaie alternative « nationale ». Cela permettrait de se réapproprier la création monétaire qui a été confisquée par le système financier, et de redonner à l'argent son rôle principal, c'est-à-dire un rôle d'échange. L'argent ne doit pas « travailler » et faciliter la spéculation comme c'est le cas aujourd'hui, où seulement moins de 5% des transactions financières sont

consacrées à l'économie réelle ! L'argent doit servir au bien public !

Voilà une proposition qui peut paraître farfelue, mais qui est en fait peut-être pleine d'avantages. Evidemment cette monnaie ne serait pas convertible et servirait seulement à l'intérieur de nos frontières, ce qui de fait favoriserait le commerce national. En cas de friction trop forte avec l'Europe, ce pourrait également être une porte de sortie, du moins un moyen de pression important. Cela permettrait aussi de contrôler certaines fraudes. Il faudrait également empêcher la libre circulation des capitaux et avoir un contrôle strict de toutes les banques privées. Il faut donc se poser la question sur l'avenir de ces banques. C'est pourquoi je propose un système de banques socialisées.

Pour financer et entreprendre de grands travaux (logements, ferroutage, hôpitaux, écoles, alternatives écologiques ...), nous pourrions prévoir de payer une partie de ces investissements avec cette monnaie ainsi créée. Nous pourrions aussi payer de cette façon une partie du salaire des fonctionnaires et des élus. Sa valeur serait égale à celle de l'euro et ne circulerait et serait acceptée que sur le territoire français. L'administration de cette monnaie alternative serait d'office confiée à un organisme de banque et de crédit public, car se réapproprier une partie de la création monétaire c'est bien, mais pour éviter certaines dérives il faut aussi en contrôler la gestion. Les entreprises privées pourraient avec cette monnaie payer une partie des salaires de leurs employés, dans des conditions à définir.

La gestion en serait donc confiée à une grande banque publique dite socialisée comme décrite dans le texte suivant « Socialisons, socialisons ». Je pense que ce type de gestion la rendrait indépendante des appétits du capitalisme, et de fait soumise à la seule souveraineté populaire. Et en souvenir d'une époque où l'Etat contrôlait sa monnaie, à une époque

où la dette n'existait pratiquement pas, pourquoi ne pas appeler cette monnaie : Le Franc ! Voilà, je lance le débat en espérant que chacun le fera évoluer afin de jeter les bases d'une société qui commencerait à rompre avec le modèle capitaliste, afin de se réapproprier notre avenir et celui des générations futures ! Quel montant de cette monnaie devrait-on imprimer chaque année ? sur quels critères ? Je laisse le débat ouvert... et plus généralement, sur la libre circulation des capitaux, sur le rôle que doivent avoir les banques privées, en admettant que les banques privées aient un rôle, et dans quelles mesures avons-nous besoin de banques privées ? Ne pas oublier qu'en 2008, lorsque ces fameuses banques ont eu des problèmes, c'est l'État, donc nous, qui sommes allés à leur secours à coup de milliards d'euros. En 2020, c'est une crise sanitaire que nous avons affronté. En 2008 et en 2020 notre système économique et financier a été malmené, alors une monnaie alternative nationale pourrait être un véritable « amortisseur social » pour la prochaine crise.

Socialisons, socialisons :

Pour mettre fin à la vente à la découpe de la France, de nos services publics et des entreprises qui ont été financées par nos impôts, je propose la socialisation des biens communs et des banques. A l'inverse des nationalisations qui ne protègent en aucun cas des privatisations décidées par des gouvernements élus et soumis à des intérêts particuliers, la socialisation rend pérenne l'avenir de tout ce qui est public, le mettant à l'abri des trahisons politiques. Je propose, par exemple, que tout ce qui est commun soit contrôlé et géré :

- --- à 50% par les représentants élus des personnels de ces services et entreprises publiques

- --- à 30% par les élus du parlement au prorata des différents groupes politiques représentés
- --- à 20% par des représentants d'associations d'usagés

Peut-être qu'une autre répartition serait plus judicieuse. Peut-être qu'un autre type de gouvernance serait mieux adapté. Pour moi c'est surtout une volonté de rechercher une autre forme d'organisation et de gestion. Quand je parle des élus du personnel, ceux-ci doivent être révocables et doivent respecter les décisions qui se prennent dans les AG des établissements. Evidemment, pour un véritable changement, il faut changer la société, car tant que l'on veut évoluer à l'intérieur du cadre, les aménagements ne seront au mieux que temporaires, en admettant que la caste au pouvoir les autorise.

Avec ce type de gestion tous les biens publics qui ont été constitués et créés de 1933 à 1982 avec notamment : Air France, SNCF, Renault, Crédit Lyonnais, Société Générale, AFP, Alstom, Saint Gobain, Usinor Sacilor, Rhône-Poulenc, Crédit commercial de France, et EDF-GDF, soit un total d'une cinquantaine de groupes, n'auraient sans doute jamais été privatisés. Ajoutons à cela, des groupes où les participations publiques étaient majoritaires comme Aerospatiale-Matra, la Société d'étude Marcel Dassault, la Banque Rothschild ou la Banque Worms, la BNP et des groupes d'assurances comme le GAN et la CNP ... sans oublier France-Telecom, Thomson-Multimédia, la Société Marseillaise de Crédit, le Crédit Lyonnais ... tous ces biens seraient encore également à nous et constitueraient un patrimoine que nous pourrions léguer à nos enfants et dont malheureusement il ne reste plus grand-chose depuis la grande braderie inaugurée au milieu des années 1980, et dont les socialistes ont une grande part de responsabilité. Pendant ce temps les recettes de l'Etat diminuent, le chômage augmente ainsi que la sacro-sainte

dette. Alors, avec ce type de gestion les autoroutes n'auraient jamais été privatisées, il n'y aurait pas eu tant de suicides chez France Telecom ⁽²⁾, Gaz de France nous appartiendrait toujours, l'hôpital public serait en bien meilleure santé, et l'Education Nationale loin du burn-out.

Ceci est la preuve qu'il est temps d'agir, et de socialiser tout ce qui est commun ! Il faut changer de logique, jusqu'à présent pour se financer, l'Etat regarde ce qu'il y a dans les caisses et ensuite « il fait avec », alors que la bonne démarche est de définir ce qu'il faut pour faire fonctionner correctement « le pays » suivant les besoins des citoyens, et ensuite faire rentrer dans les caisses l'argent nécessaire.

Petite histoire de la banque de France :

La banque de France est créée le 18 janvier 1800, c'est une société au capital de 30 millions de francs souscrits par le premier consul Napoléon, des membres de son entourage et les plus riches familles françaises. Les 200 actionnaires les plus importants constituent son assemblée générale. En contrepartie de son privilège d'émettre la monnaie de la nation, la banque de France assure gratuitement le service de caisse du trésor et consent à des avances à l'Etat lorsque la situation des finances publiques l'exige.

En 1936, le gouvernement du Front Populaire donne aux pouvoirs publics des moyens d'intervention plus directs dans la gestion de la banque. Sur les 20 conseillers du conseil d'administration, 2 sont nommés par l'assemblée générale, un par le personnel et 17 désignés par l'Etat.

En 1945, la banque de France est nationalisée, et se voit attribuer un rôle de service public. Le capital de la banque est transféré à l'Etat le 1er janvier 1946.

Les réformes de 36 et 45 ont retiré toute part de gestion aux intérêts privés, mais n'ont pas diminué le rôle de gouverneur de la banque vis à vis des pouvoirs publics, ni réduit son autonomie de gestion.

En 1971, R. Nixon supprime la convertibilité du dollar ? ⁽²³⁾ : c'est l'abandon de l'étalon or. Désormais les monnaies varient entre elles suivant l'offre et la demande. Il n'y a aucune contrepartie métallique à la monnaie émise !

En 1973, l'article 25 de la loi stipule que ⁽²⁴⁾ : « *Le Trésor Public ne peut être présenteur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France* ». C'est-à-dire que l'Etat, à travers le Trésor Public, ne peut pas vendre ses titres d'emprunts à la Banque de France pour se financer, il doit donc les vendre ailleurs sur le marché privé ou à des institutions. Par cet article la banque de France abandonne donc son rôle de service public. L'Etat reste quand même le seul propriétaire des actions de la banque.

En 1976, sans aucune justification économique Raymond Barre décide que l'Etat paiera les intérêts de sa dette au-delà du taux d'inflation. Il place ainsi l'Etat au service des créanciers !

En 1992, l'article 104 du traité de Maastricht interdit aux banques centrales et à la BCE d'accorder des découverts et des crédits à toutes les autorités publiques.

En 1993, F. Mitterrand et J. Chirac, en application du traité, décideront que l'Etat doit obligatoirement passer par les banques privées pour se financer, en interdisant les prêts directs de la Banque de France à l'État. Pour les banques privées c'est le jackpot !

En 1998, la banque de France est intégrée au SEBC (système européen de banque centrale). Les banques privées obtiennent donc un monopole sur le crédit public : pour elles

c'est le jack pot ! La dette qui en découle est une pure création au service du capital financier.

Aujourd'hui, agissant dans le cadre de l'Eurosystème, la Banque de France s'occupe entre autres des dossiers de surendettement, mais surtout, elle conserve et gère les réserves de change en or et en devises de la France pour le compte de la BCE.

Pour finir je ne peux m'empêcher de vous faire part d'une citation de Mayer Amschel Rothschild « *Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurais pas à me soucier de ceux qui font ses lois* » ...

Vive le prêt sans intérêt :

Le prêt avec intérêts, l'abandon de l'or comme contrepartie de la monnaie émise et l'abandon de la création monétaire aux banques privées font parties des principaux problèmes de notre civilisation. La doctrine « faire travailler son argent », est vraiment le plus grand tour d'illusion jamais inventé ! Le chômage augmente, il n'y a plus de travail, mais nous faisons « travailler » notre argent sans nous rendre compte que c'est ce « travail » qui détruit nos emplois ! L'argent travaille à nous appauvrir, à nous détruire, à faire de nous les esclaves de cet argent que l'on croit faire travailler ! Je pense que si un de vos ancêtres avait emprunté 1 gramme d'or à la naissance de Jésus Christ, vous devriez rembourser aujourd'hui aux descendants une masse d'or supérieure à tout l'or qu'il y a sur la terre ! Avec ce système, l'enrichissement se fait automatiquement et uniquement en fonction du temps qui passe. En donnant suffisamment de temps au « système », l'accumulation de richesses entre les mains de ceux qui ont le pouvoir d'émettre de la monnaie devient tel qu'il arrive un moment où la situation se trouve totalement déséquilibrée. C'est complètement hallucinant ! C'est ce qui a fait dire à

Henry Ford ⁽³⁾ « *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* »

Lorsque vous contractez un prêt, vous ne payez les premières années pratiquement que les intérêts ; donc si vous voulez rembourser votre prêt au bout de quelques années, il vous faut presque rembourser l'intégralité du prêt, puisqu'au début vous n'aviez remboursé que les intérêts ! Si ce n'est pas de l'escroquerie ce n'en est pas loin ! En 2008 on a sauvé les banques avec de « l'argent magique » alors j'espère qu'à la prochaine crise, on ne lèvera pas le petit doigt, et qu'ensuite on socialisera tout le secteur bancaire, compagnies d'assurance comprises, en préservant les épargnes des citoyens dans la limite prévue par la loi.

D'autre part, le mécanisme principal de la création monétaire repose sur le crédit bancaire. La monnaie est donc créée lorsqu'une banque accorde un crédit à un client. Elle crée la monnaie correspondante en créditant le compte de son client. Cette création monétaire est scripturale, c'est-à-dire qu'elle se fait via des écritures comptables et non par l'impression de nouveaux billets. En fait, quand une banque crée de la monnaie en accordant un crédit, elle crée par la même occasion un dépôt bancaire en mettant à disposition de son client la monnaie ainsi créée. Ce sont donc les crédits qui font les dépôts, un mécanisme en contradiction avec la croyance populaire qui veut que ce soient les dépôts qui fassent les crédits ! Il est impératif que le système de banque et de crédit soit mis sous contrôle de la population, l'expropriation et la socialisation des établissements existants est un acte de salut public ! Aux Etats-Unis, de plus en plus d'économistes demandent le contrôle des grandes banques ⁽²⁵⁾ : « *Les grandes banques se sont emparées du système de régulation financière et sont à l'origine des inégalités. Nous devons casser leur emprise.* »

La fin des bourses :

La bourse, temple du système capitaliste, permet en toute légalité la spéculation et la vente de promesses à court terme. C'est le principe d'une minorité qui s'enrichit sans travailler en ruinant les épargnants et en détruisant nos emplois. L'augmentation du prix des actions est directement liée aux licenciements, aux baisses de salaires et aux délocalisations. Alfred Capus à la fin du XIX siècle avait parfaitement compris l'aberration d'un tel système « *On est volé à la Bourse comme on est tué à la guerre, par des gens qu'on ne voit pas* ».

Maintenant les entreprises ne vont plus en bourse pour lever des fonds, mais pour se faire dévaliser. Sous la contrainte des « marchés », c'est-à-dire des conglomérats financiers et l'appétit sans fin des actionnaires qui demandent des dividendes de plus en plus démesurés : ce n'est plus la Bourse qui finance les entreprises mais les entreprises qui financent la Bourse.

La valeur des actions est complètement fictive et ne repose pas sur la santé de l'entreprise. Le matin la valeur des actions de l'entreprise « Duchmol » grimpe de 5%, à midi elle baisse de 10% pour remonter de 15% en soirée. Est-ce que les salariés ont fait grève le temps de midi, est-ce que les produits fabriqués pendant la pause déjeuner étaient de moins bonne qualité, et le soir tout le monde s'est retroussé les manches pour produire deux fois plus ?

En fermant la Bourse, nous mettrions les spéculateurs à la porte ! On menace de la fuite des capitaux celui qui oserait faire ça, car l'idéologie actionnariale a fini par faire oublier que les capitaux propres, ce sont les entreprises qui les secrètent par leurs profits ... et qu'ensuite elles vont se faire dépouiller à la Bourse. L'autofinancement, le crédit bancaire affilié à un système de crédits citoyens et solidaires sous forme d'obligations constituent un mode de financement tout à fait viable de l'économie.

Une fois la Bourse fermée, où iraient les supers cerveaux supers formés et leurs supers rémunérations issues de la spéculation des salles de marché ? Eh bien, soit ils iraient exercer leur nuisance ailleurs soit ils mettraient leur « supposée intelligence » au service de la société ! Parce que l'on peut se demander sincèrement quelle est leur utilité. Quelle est l'utilité de personnes qui mettent tout en œuvre pour enrichir une minorité au détriment d'une majorité ? Quelle est l'utilité de personnes qui détruisent l'économie d'un pays ! Aucune !

Comment appeler des gens qui pour gagner de l'argent et permettre à certains d'avoir des rendements à 15 ou 20 % font perdre leur emploi à des milliers de personnes. Préférer faire travailler de l'argent plutôt que faire travailler des individus n'a aucun sens. Accepter de faire des profits en misant sur la misère du plus grand nombre ou spéculer sur les denrées alimentaires pour affamer les plus pauvres devrait être considéré comme un délit. Chaque fois que le cours du cacao perd vingt centimes à la tonne, à Londres ou à New York, il y a des dizaines de milliers de gens qui redescendent en dessous du seuil de pauvreté dans les pays producteurs.

L'oligarchie financière les récompense avec une partie des gains obtenus grâce à leur cupidité et à l'absence de toute considération humaine ! La place de tous ces traders est sur le fauteuil d'un psy ou sur les bancs d'un tribunal. Pour accepter de faire cela, il ne faut avoir aucun sens moral et des pulsions criminelles !

La bourse est aujourd'hui un système de prédation et de rente qui ponctionne une forme d'impôt privé sur les entreprises et donc indirectement sur les travailleurs et les citoyens ⁽²⁷⁾. Et cette nuisance ne s'arrête pas là, puisque la nature même du système boursier force parfois les entreprises à se cannibaliser pour maintenir leur cours. Loin d'être un système qui favorise la fameuse gestion en bon père de famille, la

bourse favorise la vision à court terme et l'absence de stratégie profonde. L'important étant d'aller dans le sens du vent des cours boursiers. Ce système n'arrive même plus à financer les activités les plus essentielles comme la production de médicaments. L'industrie pharmaceutique qui est l'une des plus rémunératrices pour les actionnaires est sans doute l'un des secteurs les plus abîmés par ce système. Les délocalisations qui ont rendu nos pays totalement dépendants d'importations, dans un secteur aussi important pour la qualité de vie de nos concitoyens, sont une preuve de cette nuisance. Durant toutes les années 80-90, les élites françaises et occidentales ont tout fait pour faire renaître le monstre qui avait produit la crise de 1929. Le mélange entre les banques de dépôt et les banques d'investissement étant l'erreur la plus grossière de ces années folles nouvelle version. La bourse, rejeton du capitalisme est une machinerie de production de dividendes.

L'arnaque du système bancaire :

A une époque, pour financer leurs investissements, routes, infrastructures, constructions d'écoles, d'hôpitaux, etc., s'ils n'avaient pas assez de recettes fiscales, les Etats empruntaient à leur banque centrale sans intérêt, ou seulement symbolique, et remboursaient au fur et à mesure, suivant l'activité économique du pays. Naturellement, pour éviter les risques d'inflation dus à une dépense trop forte, les États se devaient de gérer correctement les finances de leurs pays respectifs. Au-delà du fait qu'à l'époque la monnaie était basée sur l'or détenu par le pays, est-ce que les politiciens de l'époque étaient plus compétents ou plus honnêtes ? L'Assemblée Nationale jouait-elle son rôle de contre-pouvoir plus efficacement que les députés croupions d'aujourd'hui ? Les partis d'opposition étaient-ils plus combattifs ? Les militants mieux formés ? Les citoyens plus attentifs ? Je ne

sais pas, peut-être un mix de tout cela, mais cette formule a prouvé que ça fonctionnait. Si l'on avait continué à emprunter à notre banque centrale, la dette serait, aujourd'hui, quasi nulle !

Depuis 1973, sous la pression du lobby bancaire, les gouvernements, au lieu de solliciter leurs banques centrales pour financer leurs activités, doivent emprunter aux banques privées, et bien entendu, avec intérêts. Donc les États se sont endettés. Les dettes des États augmentant, les banquiers ont commencé à spéculer sur les dettes des pays, ce qui a contribué à augmenter les intérêts des dettes. Ensuite les États ont été obligés d'emprunter plus pour pouvoir payer ces intérêts, ce qui au final a contribué à appauvrir ces mêmes États, et à les mettre à la merci des institutions financières.

Face à cette situation, n'importe quel gestionnaire un peu sensé aurait abrogé les lois qui interdisaient à l'État d'emprunter sans intérêt à sa banque centrale. Mais ils n'en ont rien fait. Ce qui en dit long sur la complicité des politiciens avec les banquiers. Les banquiers ont donc pris le pouvoir, les politiciens y ont trouvé leur compte. Ensuite de loi en loi, de montage financier en montage financier, ils ont rendu le système de plus en plus opaque. Un de leur coups de maître est que grâce à l'effet levier du ratio Cook, ils peuvent multiplier l'argent. Créer de l'argent à partir de nos emprunts. Avec le ratio Cook, et maintenant le ratio de solvabilité Bâle 3 ⁽⁴⁾, une banque possédant 10 millions en fond propre peut en prêter 100. C'est ainsi que la fameuse économie de marché fonctionne. Et c'est grâce à des lois, bâties sur mesure pour eux, que les banquiers peuvent continuer à prêter de l'argent qu'ils ne possèdent pas ! Ces lois les autorisent à investir de l'argent qui n'existe pas. De l'argent qui n'est qu'un jeu d'écriture sur des écrans d'ordinateurs, mais qui n'est adossé à aucune valeur réelle.

Pensez-vous que lorsqu'un banquier vous prête de l'argent il le prend dans le coffre de sa banque ? Et que s'il n'en a pas suffisamment, il vous dise « *désolé, actuellement je n'ai pas assez d'argent pour vous en prêter, repassez dans un mois* » ? Eh bien pas du tout. Comme nous l'avons vu le mécanisme principal de la création monétaire repose sur le crédit bancaire. La monnaie est donc créée lorsqu'une banque accorde un crédit à un client. Elle crée la monnaie correspondante en créditant le compte de son client. Berthold Brech disait « *il y a pire que braquer une banque, c'est d'en fonder une* », vous allez voir qu'avec ce qui suit il avait raison. La police ne devrait pas arrêter les braqueurs, mais plutôt mettre les banquiers en prison !

Donc, les banques ne sortent pas l'argent de leurs caisses, puis, prétextant une créance vis à vis de leurs clients, les banques transforment ces dettes en actifs, jusqu'à ce qu'elles soient remboursées. Avant cela ce n'était pas des actifs mais des passifs ⁽⁵⁾. Ce système repose sur les dettes contractées par les clients des banques, particuliers, entreprises ou Etats. Mais comme au départ les banques ne donnent pas un centime et que ce ne sont que des chiffres sur un écran d'ordinateur ou sur un relevé de compte bancaire, logiquement, vous ne devez rien aux banques, mais, bien sûr, dans la réalité, vous devez rembourser à ces banques de l'argent qu'elles ne vous ont jamais prêté... mais avec intérêts, évidemment ! Au mieux, on appelle cela du racket, au pire du blanchiment d'argent ! Normalement les deux sont punis par la loi. La banque fait donc semblant de vous prêter de l'argent, mais vous, vous ne pouvez pas faire semblant de rembourser, car dans ce cas vous serez puni par la loi. Vous devez donc rembourser avec de l'argent réel, issu de votre salaire ou des bénéfices de votre entreprise. Les banquiers peuvent vous voler en toute impunité, car des lois ont été votées pour légaliser cet holdup ! Si un futur candidat à l'élection présidentielle prévoit de fonder une grande banque nationale

socialisée et de demander des comptes à toutes les banques privées, je vote pour lui, je vous conseille de faire de même !

La dette, encore et toujours

Sur la dette, voir Miscellanées politiques N° 1 page 29.

Depuis des décennies on nous rabâche les oreilles avec un discours culpabilisateur bien connu « *les caisses sont vides, les français vivent au-dessus de leurs moyens* ». Ceci dans le seul but de nous faire accepter la diminution des dépenses publiques et de justifier les baisses d'impôts qui vont avec. Ces arguments destinés à nous faire accepter les mesures d'austérité mélangent allégrement les comptes de l'Etat et ceux de la France. D'une part les recettes fiscales de l'Etat sont d'un peu moins de 300 milliards, alors que la France « gagne » plus de 2300 milliard d'euros ⁽⁶⁾ : c'est le PIB. D'autre part le mot de dette « publique » regroupe l'ensemble des dettes contractées par l'Etat, les administrations, les collectivités locales, mais aussi la Sécurité Sociale. On entretient un flou artistique, car le budget de l'Etat et des collectivités est financé par l'impôt et celui de la Sécurité Sociale par les salaires.

La dette publique représente environ 110% du PIB contre moins de 20% en 1973 ⁽⁷⁾, mais cette façon de présenter la dette par rapport au PIB laisse à penser que s'il fallait rembourser la dette d'un seul coup, la France serait ruinée. Ce raisonnement est idiot, c'est comme celui qui emprunte pour acheter un appartement ou une voiture, si on lui demande de rembourser d'un seul coup la totalité de son emprunt, il est ruiné ! Il est malhonnête de parler de dette sans examiner les avoirs. On n'est pas en faillite simplement parce qu'on est endetté, mais seulement quand on a plus de dettes que d'avoir. La France possède des actifs qui sont supérieurs à la dette, évidemment ce qui est inquiétant, c'est que l'État à

travers les privatisations, est en train de dilapider son patrimoine. C'est comme si après avoir bradé votre voiture neuve, vous en preniez une en leasing et que vous faisiez un crédit pour acheter l'essence !

Le déficit budgétaire de l'État n'est pas comme on veut nous le faire croire parce qu'il y a trop de dépenses, notamment à travers la fonction publique, mais plutôt par l'affaiblissement délibéré des recettes de l'État. Ce phénomène a été reconnu par le rapporteur général de la commission des finances de l'assemblée nationale : les dépenses stagnent et les recettes diminuent ⁽⁸⁾. Contrairement à un chef de famille, l'État a le pouvoir de fixer lui-même ses revenus, donc quand on limite soi-même ses propres recettes, il faut bien trouver d'autres sources de financement : c'est l'emprunt. Et à qui emprunte-t-on sous forme d'obligations du Trésor, aux plus riches évidemment ; si au lieu de faire payer les plus riches par les impôts, le gouvernement contracte des emprunts auprès d'eux, cela ne peut qu'aggraver le déficit.

La dette de la France vient des années 80. Les dépenses publiques n'ont cessé de croître, jusqu'en 1996, alors que les recettes publiques n'ont cessé de décroître jusqu'à aujourd'hui. Depuis les années 1980, la fiscalité sur les ménages les plus riches est passée de 65% à 41%, la fiscalité sur les entreprises après calcul des crédits d'impôt comme le CICE et le CIR, le taux implicite des PME passe de 23,7 % à 13,9 %, et respectivement de 17,8 % à 7,7 % pour les grandes entreprises des grands groupes du CAC40 ⁽⁹⁾. Evidemment, la baisse des cotisations sociales des entreprises est à l'origine du déficit de la Sécurité Sociale et de la réforme des retraites. La dette permet un transfert des richesses vers les plus riches, payé par l'ensemble de la population. Les uns hériteront de la dette, les autres de l'argent de la dette, le système et les inégalités seront ainsi perpétués.

Si en France on ne change pas une idéologie perdante, de l'autre côté de l'atlantique, Stephanie Kelton professeur d'économie à l'université Stony Brook de New York et cheffe de file de la MMT (la Théorie moderne de la monnaie) invite à opérer une « révolution copernicienne » ⁽¹⁰⁾ en suggérant que les dépenses publiques et la fiscalité devraient être utilisées pour parvenir au plein emploi et à la stabilité des prix. L'Etat doit fixer le montant nécessaire pour financer ses besoins et les services publics, et ensuite faire rentrer dans ses caisses la quantité de monnaie nécessaire via des impôts ou des obligations d'État selon le besoin. Venant d'une personne sûrement bardée de diplôme, ça paraît crédible, mais cette « révolution » est largement abordée (depuis plus de 20 ans) dans les tracts distribués par des syndicats lors de manifestations à Paris ou ailleurs, comme quoi, la bonne logique populaire ... il ne lui manque parfois que le « logo » d'une grande université pour être prise au sérieux. L'envers du décor, c'est que ce « logo » adoube aussi des théories complètement délirantes qui sont malheureusement adoptées par des gouvernements... je pense aux théories de Milton Friedman, testées avec le succès que l'on sait dans le Chili de Pinochet ⁽¹¹⁾.

Depuis 2000, les baisses régulières d'impôts ont amputé les recettes de l'État. Si les budgets successifs avaient seulement été conçus comme celui de 2000, le budget de l'État aurait été en excédent ⁽¹²⁾ ces dix dernières années ! Mais dans le seul but de réduire les impôts sur les sociétés et les plus-values, payés par les plus riches, l'État s'est privé d'une recette de 40 à 60 milliards par an ! De plus, si l'on supprimait les cadeaux fiscaux, le budget de l'État ne serait pas loin de son équilibre, ajoutons à cela que l'État prend à sa charge, en plus de ses dépenses courantes propres, la compensation des exonérations de cotisations sociales par exemple. Cette seule compensation payée par le budget de l'État s'élève à 30 milliards d'euros. Pour affronter la crise sanitaire, l'État garantit

jusqu'à 300 milliards d'euros, soit 15 % du PIB, de prêts que consentent les banques aux entreprises ⁽¹³⁾. On aurait pu envisager qu'il y ait, dans les services publics, une intervention directe de l'État pour créer des emplois et soutenir l'activité, que les hôpitaux, l'Éducation Nationale, puissent bénéficier d'une partie de l'aide. Or, ce n'est pas du tout le parti pris. C'est un choix politique dicté uniquement par l'idéologie. Il n'y a qu'à écouter dans les médias les Agnès Verdier-Molinié, Christine Lagarde, Xavier Pietri, Dominique Seux, Nicolas Doze ou François Lenglet reciter bêtement leur catéchisme ⁽¹⁴⁾ du parfait petit capitaliste... sans aucuns arguments, mais comme ces gens ont leurs entrées particulières dans tous les médias de l'hexagone, ils n'ont pas besoin d'arguments, ils doivent simplement reciter inlassablement la « docta économique » de ceux qui les emploient !

Il est grand temps d'inverser la tendance débutée dans les années 1980 : celle de la baisse de l'investissement public. Des investissements massifs que seule la collectivité peut prendre en charge doivent être réalisés pour construire ou améliorer des logements, des établissements éducatifs ou de santé et pour investir dans le ferroutage et la transition énergétique. Il est urgent de sortir de la logique néolibérale et d'engager des montants importants pour répondre à nos besoins structurels. Il faut tirer les conséquences du recours à l'austérité budgétaire mise en place en Europe depuis 2010. Nous souffrons du chômage, de la dégradation des services publics et du dérèglement climatique et non d'un excès de dette publique. Ce ne doit pas être aux marchés financiers de juger les politiques budgétaires des pays et de distribuer des bons et mauvais points. Les politiques budgétaires doivent uniquement être guidées par les besoins de la population et il est grand temps de savoir si les dettes actuelles ont été contractées dans ce but. Si ces dettes n'ont pas été contractées pour servir l'intérêt général, il est anormal de

supprimer des services publics et d'augmenter les impôts des classes moyennes pour les rembourser. La dette sert à compenser le manque à gagner de l'Etat et les cadeaux faits aux grandes entreprises. Par exemple, les niches fiscales et sociales c'est 200 milliards d'exonérations ⁽²⁶⁾ !

L'option de demander des comptes aux banquiers et aux financiers n'est jamais envisagée. Ce sont les grands groupes du CAC 40 et les grosses fortunes qui font les bonnes affaires. Eux sont imposés à moins de 10% au total, alors qu'un salarié ou une petite entreprise est obligé de payer plein pot. Les niches fiscales permettant des allègements d'impôts et les niches dites sociales, c'est-à-dire permettant des allègements de cotisations, représentent à elles seules plus de 100 milliards ! Ensuite les niches « diverses et variées » atteignent près de 80 milliards, c'est à dire l'équivalent de la fraude fiscale. Parait qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses ... on nous aurait menti ? Mais alors vraiment à l'insu de notre plein grès, car quiconque prend le temps de se renseigner comprend l'énorme arnaque que l'on nous fait ingurgiter !

Et en Europe, qu'en est-il ?

Qui dit crédit, dit taux d'intérêts, lesquels sont déterminés en fonction du risque. Donc plus le pays est en difficulté et plus les taux d'intérêts sont élevés. Mais plus le taux d'intérêt est élevé, et plus le pays a du mal à rembourser, on entre ici dans le domaine de la spéculation ! Pour évaluer les risques on fait appel à des agences privées, les fameuses agences de notation, et c'est en fonction de la note attribuée, le fameux triple A, que le prêteur définit le taux de l'emprunt. Donc pour garder son triple A et emprunter moins cher on a recours à des politiques d'austérité, et pour rassurer les marchés on comprime les dépenses publiques, et on offre le secteur public aux appétits insatiables des investisseurs privés. C'est exactement le mécanisme donc se sert le FMI envers les pays

de sud pour les dépouiller. Il faut tout faire pour rassurer les marchés, toujours inquiets et insatiables. Notons que les agences de notation font partie intégrante du système capitaliste.

Mais pourquoi emprunter à des banques privées, alors que l'on pourrait emprunter à bon marché à la BCE ? Et bien comme nous l'avons vu, les diverses reformes de 1973 à 1983 ont fait que l'Etat doit obligatoirement passer par les banques privées pour se financer. L'Europe n'aide pas les pays mais les banques, la BCE rachète des titres aux banques mais pas aux Etats. L'Europe a créé le Fonds Européen de Stabilité Financière, pour soi-disant aider les Etats de la zone euro en difficulté, mais, les prêts consentis sont soumis à des contraintes budgétaires et sociales dictées par les marchés. Les politiques d'austérité frapperont l'ensemble de la population sauf les plus riches qui eux sauront préserver leurs intérêts. Pour vous donner une idée, les cinq hommes les plus riches de la planète ⁽¹⁵⁾ pèsent plus de 700 milliards d'euros, soit autant que le FESF censé défendre la zone euro contre la spéculation. C'est dire la puissance qu'ils possèdent. Comme quoi vouloir améliorer ou moraliser le capitalisme est vain : il faut tout simplement changer de système !

L'Europe est, sans doute, la bonne échelle pour concentrer les ressources humaines et techniques nécessaires afin de porter et développer des projets communs, mais le problème c'est que l'Europe est une construction pensée pour gérer le système capitaliste. Ce n'est pas en associant une multitude d'Etats gérés par la Grande Bourgeoise, et l'aristocratie de ces différents pays, que l'on va créer une Europe sociale. Je rappelle que le président de la Commission Européenne de 2014 à 2019 a été Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg. Le Luxembourg est un véritable paradis fiscal, malgré la négation de la commission européenne qui reconnaît seulement que le pays entretient « une certaine attractivité en termes de fiscalité » ... merveilleuse langue de

bois ! La vérité est que dans cette construction partisane, la France, comme le reste des pays européens, passe peu à peu sous la tutelle d'une institution supra nationale : l'UE. La guerre en Ukraine et la « super chef » van der Leyen en sont un parfait exemple. S'il faut dénoncer le modèle de construction européenne et rejeter les traités européens, il faut également se rendre compte que tant qu'un grand pays Européen, comme la France, n'aura pas rompu lui-même avec le capitalisme, il est vain de vouloir réformer l'Europe toute entière. Il faut une Europe au service des populations, reposant sur la solidarité. La création d'un service bancaire unique, public, et socialisé avec une banque centrale prêtant directement aux Etats serait déjà un pas important dans la bonne direction.

Mais en attendant, l'on peut également, se poser la question de savoir si rembourser la dette est juste ? Voici, une information que vous pouvez consulter en totalité sur le site du CADTM ⁽¹⁶⁾ : *« Aujourd'hui, la grande majorité de la population européenne et mondiale pense qu'il faut toujours rembourser une dette. Derrière cette idée, un argument moral simple et apparemment imparable : si on a emprunté de l'argent, c'est normal de le rembourser, sinon c'est de la malhonnêteté ou du vol. Pourtant, c'est mal connaître le droit international que d'affirmer qu'une dette publique doit toujours être honorée. D'une part, parce qu'une dette est un contrat entre deux parties et, comme tout contrat, il faut que certaines conditions soient respectées pour qu'il soit valide. D'autre part, de nombreux pactes et traités internationaux affirment très clairement que les droits humains sont supérieurs aux droits des créanciers. Globalement, il y a un type de dettes publiques dont le paiement peut être suspendu et 3 types de dettes qui peuvent être annulées.*

- 1) *Les dettes insoutenables : dettes dont le remboursement empêche le gouvernement de tenir ses*

obligations en matière de droits fondamentaux (droit à l'éducation, à la santé, ...)

- *2) Les dettes odieuses : dettes des dictatures ou dettes utilisées contre les intérêts de la population et lorsque le créancier le sait ou est en mesure de le savoir*
- *3) Les dettes illégales : dettes qui ne respectent pas la Constitution ou les lois en vigueur en matière contractuelle*
- *4) Les dettes illégitimes : dettes qui ne profitent pas à l'intérêt général mais bien à une minorité privilégiée*

La Commission de droit international de l'ONU a déclaré en 1980 : « On ne peut attendre d'un État qu'il ferme ses écoles et ses universités et ses tribunaux, qu'il abandonne les services publics de telle sorte qu'il livre sa communauté au chaos simplement pour ainsi disposer de l'argent pour rembourser ses créanciers étrangers ou nationaux. Il y a des limites à ce qu'on peut attendre d'un État, de la même façon que pour un individu ».

Ajoutons pour finir l'appel d'économistes qui proposent d'annuler la partie de la dette détenue par la BCE ⁽¹⁷⁾, pour « *investir dans la reconstruction écologique et sociale* ». Ils rappellent que ces montants s'élèvent, pour l'ensemble de l'Europe, à près de 2 500 milliards d'euros. D'après ces économistes, près de 25% de la dette publique européenne sont aujourd'hui détenus par les banques centrales. Bien sûr, Christine Lagarde a tenté de clore le débat ⁽¹⁸⁾. L'annulation de la dette détenue par la Banque Centrale Européenne, qu'elle préside, est « *inimaginable* ». Elle serait « *une violation du traité européen qui interdit strictement le financement monétaire des États* ». On peut dire à Christine Lagarde qu'un traité n'est pas une loi physique et encore moins divine, il a été écrit par des hommes et des femmes. Donc, rien n'empêche de modifier un traité, surtout s'il est absurde ! Evidemment, je ne suis pas idiot, ce traité n'est pas absurde pour tout le

monde, il est à l'image des différentes crises qui traversent le capitalisme. Si les crises ne rapportaient à personne ⁽¹⁹⁾, il n'y aurait pas de crise !

Paradis fiscaux et évasion fiscale :

Nos dirigeants occidentaux, sont prompts à dénoncer les pays qui sont une menace pour la démocratie, ils sont capables de voter des sanctions pour les faire plier, et si cela ne suffit pas, une intervention armée n'est jamais exclue. Pourtant, il existe des pays qui sont une réelle menace pour la démocratie, qui plongent des populations dans la précarité, qui bafouent les droits de l'homme, qui n'ont aucune éthique morale, et chose extraordinaire ne possèdent ni la dissuasion nucléaire, ni de forces armées, car ils ne risquent rien, nos champions épris de justice et de liberté ne leur veulent aucun mal ... ce sont les paradis fiscaux !

Panama Papers, LuxLeaks, Swissleaks, Pandora Papers... La liste des scandales d'évasion fiscale n'a cessé de s'allonger ces dernières années. Révélées par des consortiums de journalistes et de médias, ces affaires fracassantes ont mis au grand jour l'ampleur des mécanismes de soustraction à l'impôt des grandes entreprises et des plus fortunés. Si la fin du secret bancaire en Europe et l'échange automatique de données ont permis des avancées, les multinationales ont pu profiter des largesses offertes par les Etats pour transférer une partie vertigineuse de leur richesse vers des juridictions peu scrupuleuses.

À travers le monde, de nombreux pays se sont spécialisés dans la défiscalisation partielle ou totale des revenus de capitaux appartenant à des citoyens d'autres pays. Destinations favorites de ces transferts dont les multinationales américaines sont les championnes (avec près de la moitié de leurs profits réalisés à l'étranger concernés) :

l'Irlande, les Pays-Bas, les Îles Vierges ou encore les Îles Caïman. On peut également citer, la Suisse, l'Autriche, le Liechtenstein, Monaco ou le Luxembourg. Evidement pour l'UE les paradis fiscaux sont plutôt, la Russie, le Vanuatu, Antigua-et-Barbuda, Trinité et Tobago, les Palaos, les Îles Turques et Caïques... ouf, ça nous donne bonne conscience, l'honneur est sauf !

Les paradis fiscaux permettent, et favorisent la corruption, en offrant la possibilité de mettre à l'abri l'argent détourné des grosses fortunes et des multinationales, qui échappent ainsi à l'impôt. L'Observatoire européen de la fiscalité publique, ce lundi 23 octobre 2023, son rapport sur l'évasion fiscale mondiale ^(20,21,22). La centaine de chercheurs qui l'a réalisé estime à 1 000 milliards de dollars (soit près de 950 milliards d'euros) la somme que les entreprises transfèrent dans les paradis fiscaux, cela représente une partie faramineuse de leurs bénéfices (35%). Quant aux milliardaires, ils ne paient que 0 à 0,5 % d'impôts sur leur fortune, c'est dû à l'utilisation quasi systématique de sociétés écrans, alors qu'une taxe à 2 % rapporterait 250 milliards de dollars chaque année. Les évadés fiscaux restent le plus souvent impunis et profitent des failles de la fiscalité internationale pour réaliser leurs opérations. L'évasion fiscale est une pratique opaque, chiffrer son coût est un exercice complexe, voire quasi impossible. Cependant, plusieurs estimations ont été réalisées.

En 2013, le syndicat Solidaires-Finances publiques estimait que le montant de la fraude fiscale en France se situait entre 60 à 80 milliards d'euros. Une somme conséquente puisque le déficit de l'Etat s'est élevé à 85,6 milliards d'euros en 2014, selon Bercy. Cela représente un montant supérieur au budget de l'Éducation nationale (52 milliards d'euros en 2020), l'un des postes de dépense les plus importants de l'Etat.

Une estimation réalisée en novembre 2020 par le réseau international Tax Justice Network, avait calculé qu'à l'échelle

mondiale les pays perdent au total plus de 427 milliards de dollars d'impôts chaque année en raison de l'évasion fiscale des entreprises et des personnes. C'est l'équivalent de près de 34 millions de salaires annuels d'infirmières chaque année, soit le salaire annuel d'une infirmière par seconde.

« Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents. » ... Maurice ALLAIS économiste et physicien français, prix Nobel d'économie en 1988

(1) Capital, le 25/03/2021 : « A Lyon, Veolia pourra payer partiellement ses salariés en gonettes, une monnaie locale ». (2) France Info, le 20/12/2019, « Suicides à France Télécom : l'article à lire pour tout comprendre de cette affaire emblématique de la souffrance au travail ». (3) Henry Ford, né le 30 juillet 1863 à Dearborn et mort le 7 avril 1947 dans la même ville, est un industriel américain de la première moitié du XX^e siècle et le fondateur du constructeur automobile Ford. (4) La finance pour tous. Ratio de solvabilité bancaire. Mise à jour le 05 février 2020. (5) La finance pour tous. Le bilan d'une banque. Mise à jour le 15 mars 2019. (6) Le Monde, le 29/01/2021 : « Le PIB français a chuté de 8,3 % en 2020, du jamais-vu ». (7) La finance pour tous, « La Cour des comptes alerte sur le niveau de la dette publique ». Publié le 15 juillet 2020. (8) Vie Publique, le 15/05/2019 : « Le budget de l'Etat en 2018 : résultats et gestion ». (9) La Tribune, le 11/03/2019 : « Fiscalité : des écarts encore considérables entre les PME et les grandes entreprises ». (10) Le Vent Se Lève, le 11/04/2021 : « Stéphanie Kelton : « Pour garantir le plein emploi, sortir du mythe du déficit ». (11) Solidaires, le 20/01/2020 : « Chili, berceau (et tombeau ?) du néolibéralisme ». (12) France Info, le 11/09/2019 : « La France est-elle vraiment en déficit depuis plus de 40 ans ? ». (13) Basta, le 18/05/2021 : « Derrière le succès des « prêts garantis par l'État », une bonne affaire pour les grandes banques ». (14) Acrimed, le 21/05/2021 : « « Dette Covid » : faites ce que vous voulez, mais remboursez ! ». (15) Oxfam France, le 14/01/2024 : « Les cinq hommes les plus riches du monde ont plus

que doublé leur fortune depuis 2020 tandis que la fortune cumulée de près de cinq milliards de personnes a baissé ». (16) CADTM, le 16/10/2020 : « Quels sont les 4 types de dettes publiques qui ne se remboursent pas ? ». (17) France info, le 05/02/2021 : « Une centaine d'économistes appellent à annuler les dettes publiques détenues par la BCE pour "investir dans la reconstruction écologique et sociale" ». (18) Nouvel Obs, le 07/02/2021 : « Annulation de la dette publique : pourquoi tant de passions pour choisir la couleur des rideaux ? ». (19) La Tribune, le 01/02/2021 : « Comment la dette publique augmente la richesse des milliardaires en période de crise ». (20) L'humanité, le 23/10/2023 : Évasion fiscale : « 1 000 milliards de dollars dans les paradis, selon un nouveau rapport ». (21) One.org, le 28/07/2023 : « Evasion fiscale : comment des milliards disparaissent chaque année ? ». (22) La Tribune, le 23/10/2023 : « Les multinationales ont délocalisé 1.000 milliards de dollars de bénéfices dans les paradis fiscaux en 2022 ». (23), Vie Publique.fr le 25/06/2019 : « Qu'appelle-t-on le système de Bretton Woods ? ». (24) Légifrance.gouv.fr : « Loi n°73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France ». (25) Les crises.fr, le 12/03/2024 : « Contrôle des grandes banques : de plus en plus d'économistes se joignent à la lutte ». (26) LVSL, le 19/02/2024 : « Niches fiscales et sociales : plus de 200 milliards d'exonérations très opaques ». (27) Blog LeBonDosage, le 17/06/2024 : « Remettre la finance à sa place. »

A votre santé !

Tu dois te rendre compte qu'à l'allure où l'on détruit l'hôpital public, d'ici quelques années il sera difficile de se faire soigner en France si l'on n'en a pas les moyens. Vouloir faire des économies en matière de santé en livrant nos hôpitaux à des administrateurs gestionnaires-comptables dans le but de rationaliser les dépenses va à l'encontre du bien commun. C'est l'ensemble de la population qui payera le prix de cette idéologie dans les années à venir.

Reprenons la main :

La sécu nous appartient, c'est l'argent de notre travail, c'est donc à nous de le gérer, ni le gouvernement, ni le Medef n'ont à intervenir. Le gouvernement n'a aucun droit de baisser ou de supprimer des cotisations, c'est-à-dire de baisser nos salaires, et nous devons poursuivre en justice toutes les entreprises ou les administrations qui ne payent pas l'intégralité de nos salaires ! Pour faire face aux prochaines épidémies ou autres catastrophes il faut que chaque entreprise, chaque administration possède une commission d'hygiène et sécurité, réellement décisionnaire. Un système de protection sociale n'est pas un coût, c'est une richesse !

J'approuve entièrement Gérard Filoche lorsqu'il déclare : *« J'ai une position tout à fait tranchée et révolutionnaire : je suis opposé à tout le système de complémentaires, d'assurances prévoyance, et de mutuelles multiples. Je suis contre ce millefeuille absurde, couteux, et injuste. Absurde parce qu'il est complexe, lourd, bureaucratique. Couteux parce que les frais de gestion sont augmentés de façon scandaleuse : alors que la gestion de la « Sécu » coûte environ 4,5 % de frais, celle des autres systèmes coûte autour de 25 %. Il existe maintenant 1100 mutuelles, ça n'a aucun sens, plus aucun*

rapport avec le mutualisme des origines. La seule vraie grande mutuelle doit redevenir la sécurité sociale, avec des cotisations uniques et proportionnées pour toutes et tous. Ceux qui cherchent toujours des simplifications devraient s'en réjouir non ? Des économies seront réalisées et on pourra enfin rembourser la lunetterie et la dentisterie, entre autres. Et ce sera plus juste pour tout le monde, ce sera le retour à l'égalité équilibrée de tous devant l'accès aux soins. Je le dis aussi pour toutes les cotisations des « indépendants » type RSI : elles doivent toutes revenir à la Sécu, aux caisses de protection sociale. Que les salariés des Mutuelles se rassurent à propos de l'emploi, ils seront ré embauchés à la Sécurité Sociale ! Que nul ne s'inquiète, cela dégagera d'énormes économies de frais de gestion pour le bien de tous, salariés et usagers ! il faut en revenir à une gestion par les représentants des salariés et assurés eux-mêmes, avec des élections à toutes les caisses sociales. Puisqu'il s'agit du principal des trois budgets de la nation, celui qui génère le moins de dette et de déficit, il doit être contrôlé et géré par ceux qui sont concernés : cela donnerait naissance à un « parlement social ». Les syndicats pourraient faire campagne tous les cinq ans, défendre leurs programmes sociaux et ça leur donnerait un rôle constructif réel et définirait leur représentativité. ».

Depuis le 1er janvier 2020, tous les travailleurs indépendants ont basculé vers le régime général de la Sécurité Sociale ⁽¹⁾, mais ça ne change rien au problème de fond soulevé par G. Filoche, ni au discours récurrent du Medef sur les charges patronales. Il faut, paraît-il « alléger ou supprimer les charges sociales », mais les charges sociales ça n'existe pas ⁽²⁾ ! Les charges sociales sont des cotisations sociales salariales et patronales que l'entreprise nous doit et qui font partie de notre salaire. Baisser ces cotisations c'est baisser notre salaire. Les exonérations rapportent des milliards au Medef et une illusion sur notre fiche de paye, car s'il n'y a plus de cotisations sociales on peut dire adieu à l'ensemble de la sécu, (maladie,

accident, maladie professionnelle), à nos retraites et à toute politique familiale. Les milliards de réduction des cotisations patronales ⁽³⁾ ajoutés à la réduction de la dépense publique ne feront qu'aggraver la situation de millions de salariés, de précaires et de privés d'emplois. Le salarié qui comprend qu'il faille baisser les « charges » des entreprises, pense au final qu'il est trop payé, et il milite donc pour une réduction de son salaire.

Alors oui, il est temps de reprendre les choses en main, et de faire une Sécu universelle ⁽⁴⁾ qui donne une protection universelle à tous, indépendante du Medef et du gouvernement. Finis les Black Rock et tous les financiers qui lorgnent avidement sur nos cotisations. Finies les pressions patronales et celles des politiques à leurs bottes. La sécu est un système anticapitaliste géré par la communauté des salariés et des assurés et donne la preuve qu'une économie n'a pas besoin de capitalistes pour être bien gérée ! Et en cas de crise sanitaire, la Sécurité Sociale prouve qu'elle est indispensable !

Enfin, la preuve que tout n'est qu'une question de choix politiques. L'OMS, l'Organisation Mondiale de la Santé, souligne, à propos de Cuba, qu'il est possible pour un pays du Tiers-monde aux ressources limitées, de mettre en place un système de santé performant et d'offrir à l'ensemble des populations, « une protection sociale digne de ce nom, s'il y a la volonté politique de placer l'être humain au centre du projet de société ». Même BFM business, en mai 2015, notait : « *Aujourd'hui, Cuba est capable de fabriquer un tiers des molécules présentes dans les médicaments du monde* ⁽⁵⁾. *Mais le pays est isolé. Vendre ses traitements à l'étranger reste difficile* ». Je pense que ça donne à réfléchir, non ? La gratuité de la santé est inscrite dans la constitution cubaine, en dépit d'une situation économique difficile, du fait de l'embargo imposé par les États-Unis depuis 1962 au mépris du droit international, mais les USA n'en ont rien à faire du

droit international, seul les règles américaines comptent ! Malgré tout, Cuba est capable de fabriquer un tiers des molécules présentes dans les médicaments du monde ⁽⁴¹⁾. Ça donne à réfléchir, non ?

Ce que j'en pense :

Et si plutôt que de payer les gens au mérite ou pour ce qu'ils rapportent aux plus riches on les payait pour leur utilité au sein de la société. Sûr qu'au regard de ces critères, le personnel de l'hôpital à qui nous confions nos vies, le personnel des EPADH où l'on finit nos jours et ceux des écoles qui instruisent nos enfants reverraient leurs rémunérations à la hausse. L'on se rendrait enfin compte que la Santé et l'Education sont les piliers de notre avenir, et que l'une comme l'autre manquent cruellement de moyens et de personnels. A l'opposé, les financiers, les PDG du CAC40, les hauts fonctionnaires, les présentateurs TV, ceux du show-biz et du sport verraient leurs revenus fondre comme neige au soleil. Ils arrêteraient de se prendre pour le centre du monde et remettraient les pieds sur terre.

Est-il normal que des cliniques privées soient financées par l'assurance maladie ⁽⁶⁾, qui assure 90 % des recettes des établissements privés, les 10 % restant étant assurés par les complémentaires ? L'argent public ne devrait-il pas prioritairement financer le public ? La sécurité sociale ne devrait-elle pas jouer un rôle solidaire plutôt que de financer les dividendes des actionnaires ?

Dans certaines régions, il manque des médecins ⁽⁷⁾, des dentistes, alors ne serait-il pas judicieux, comme cela se fait pour d'autres professions, comme les professeurs de l'Education Nationale, d'envisager une répartition homogène sur tout le territoire ? Il n'y a pas que la région parisienne ou la Côte d'Azur qui ont besoin de médecin. Les médecins,

dentistes, chirurgiens sont formés grâce à de l'argent public, donc pourquoi ne devraient-ils pas pendant 10 ou 15 ans être nommés sur des postes définis d'après une carte sanitaire nationale, et exercer suivant les tarifs de la sécurité sociale ? Il est temps pour améliorer la vie de toute cette France que l'on nomme périphérique de réoccuper le territoire par des hôpitaux de proximité, ouvrir ou réouvrir des écoles dans des petites villes ou des villages, construire des EPADH dignes de ce nom et totalement gratuites pour que « l'or gris » ne soit plus synonyme de dividendes pour les actionnaires d'organismes privés.

L'épidémie du coronavirus prouve que nous avons besoin d'un service sanitaire réparti sur tout le territoire, et qu'il y a également urgence à se réappropriier toute la chaîne des médicaments, et du matériel médical : recherche, conception, distribution. Toute cette industrie doit être socialisée, c'est une question de salut public. Au printemps 2020, les gens confinés, le soir à leur fenêtre, ou sur leur balcon, applaudissent les soignants pour leur dévouement. Mais c'est peut-être en étant à leur côté, dans la rue, lorsqu'ils demandaient plus de moyens, qu'il aurait fallu être présent. Cela aurait été plus utile. Macron a annoncé un « plan massif d'investissement pour notre hôpital, mais attention il n'a pas prononcé le mot « public », pour quelqu'un dont le seul logiciel est celui du libéralisme, ce plan massif peut très bien signifier des aides accrues aux entreprises et établissements privés ! D'ailleurs, la suppression de lits dans les hôpitaux n'a pas cessé ⁽⁸⁾ malgré l'urgence sanitaire. La crise sanitaire a mis au jour des difficultés structurelles qui ne datent pas d'hier, et la cours des comptes estime ⁽⁹⁾ que le chiffre de « taux d'occupation des réanimations » présenté par les autorités est « opaque ».

A force de rogner sur les moyens, de vouloir gérer l'hôpital public sur des critères comptables ⁽¹⁰⁾, on a vu des soignants porter des sacs poubelles en guise de blouse. Le manque de

gel, de masques mais surtout de personnel, met l'hôpital sous tension. Si l'on n'avait pas fermé plus de 70 000 lits depuis les années Sarkozy, les urgences et les services de réanimation n'auraient jamais été débordés. S'il existait une meilleure répartition des établissements médicaux et des médecins sur le territoire, la réactivité serait meilleure, les malades pourraient être pris en charge plus rapidement et efficacement. Autre problème, quand l'hôpital doit être « rentable » et est géré par des administrateurs-comptables, n'ont-ils pas la tentation de déclarer morts du Covid des patients qui ne le sont pas ? Car, les morts du Covid donnent droit à plus de moyens pour combattre l'épidémie.

En récupérant seulement 50 milliards parmi le pognon de dingue que l'on distribue aux grandes entreprises privées, et qui ne servent qu'à fabriquer des chômeurs et enrichir des actionnaires, l'on peut embaucher suffisamment de personnels soignants et d'instituteurs pour améliorer le fonctionnement de ces services publics. Cela permettrait également de commencer à lancer de grands travaux comme la construction d'hôpitaux, d'écoles, d'EPADH. Cela donnerait du travail à de nombreuses entreprises du bâtiment, et comme on dit : quand le bâtiment va, tout va ! Mais au-delà de ça, c'est surtout une réorganisation complète de la gestion des services publics qui doit être remise sur la table. Trouvez-vous normal que ce soit l'hôpital public qui assure le suivi des patients ⁽¹¹⁾ des cliniques privées ?

Il est temps d'avoir une grande structure de santé publique socialisée, y compris les grands groupes pharmaceutiques, et mettre fin au système des brevets médicaux, de manière à consacrer le plus rapidement possible les avancées de la recherche au service du plus grand nombre. Il faut répartir des centres hospitaliers sur tout le territoire, parce que la prochaine épidémie sera peut-être pire que le Covid. Il est plus facile de circonscrire une épidémie dans des petites structures que dans les immenses hôpitaux que l'on construit.

Il faut en finir avec les restrictions budgétaires, ce sont les conséquences d'une absence de politique de santé qui est hors de prix. Pour rappel, il y a vingt ans la France occupait la première place ⁽¹²⁾ au classement OMS des systèmes de santé. En 2020 elle était 20^{-ème} ⁽⁴⁴⁾ !

Le financement doit être fait sur la base d'un budget global à la hauteur des besoins tels qu'évalués par les personnels soignants. Il faut aussi réorganiser la médecine autour de maisons de santé locales, mêlant spécialistes, généralistes, dentistes, professions paramédicales, et instaurer l'obligation pour tous les personnels médicaux, à la fin de leurs études, d'exercer durant un certain temps dans un de ces centres de soins, ou à l'hôpital, en contrepartie de la prise en charge du coût de tout ou d'une partie de leurs études par le ministère de la Santé. C'est juste une question de ... bon sens !

Enfin, pour mettre un terme aux fantasmes de certains sur la fraude, dans un bilan de 2019 ⁽¹³⁾, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (Cnam) rappelle que les assurés représentent plus de la moitié des cas de fraude. Pourtant, ils ne sont responsables que de 22% du montant total des préjudices recensés... Sur les 261,2 millions d'euros de fraudes « détectés » et « stoppés » en 2018 par l'Assurance Maladie, les trois quarts (soit 130 millions d'euros) sont en fait dus aux « tricheries » des professionnels et des établissements de santé. Ainsi, 47% de ce montant est imputable aux professionnels eux-mêmes, et 30% aux établissements de soin. Les professionnels de la santé sont donc les premiers fraudeurs, même si cela est le fait d'une minorité. En 2018, l'assurance Maladie a déposé 180 plaintes auprès du Conseil de l'Ordre des médecins. Certaines condamnations aboutissent sur des interdictions d'exercer pendant plusieurs mois. Dans les cas les plus graves, des peines de prison sont prononcées, mais dans l'imaginaire collectif, encore une fois c'est la fraude des plus pauvres qui est jugée la plus préoccupante.

Médecine, santé et profits :

S'il est un domaine où la notion de rentabilité devrait être relativisée, c'est bien celui de la santé. Il est loin le temps où le docteur Jonas Salk, créateur du premier vaccin contre la poliomyélite, déclarait à un journaliste lui demandant à qui appartenait le brevet ⁽¹⁴⁾ : « *Eh bien... au peuple. Il n'y a pas de brevet. Peut-on breveter le soleil ?* » Depuis, les droits de propriété intellectuelle et les brevets sont passés par là, tout doit être source de profit. La privatisation de la santé représente des milliards de bénéfice pour les multinationales, il faut donc créer la pénurie dans le secteur public et démanteler peu à peu tout le système de protection sociale. Enlever les moyens matériels et humains à l'hôpital public afin de pouvoir le discréditer auprès de la population.

C'est grâce à de l'argent public, celui des contribuables, que le personnel soignant, médecin, kiné, chirurgien peut se former et poursuivre des études au sein de l'hôpital public. Ces études demandent énormément de travail, et une grande disponibilité, lorsque les étudiants exercent leur internat. Nous avons besoin de personnel de santé, et donc, après trois ans d'études, ce qui correspond à une licence, les étudiants devraient être rémunérés sur la base du Smic par exemple. En contrepartie d'une formation gratuite et d'une aide financière pendant leur formation, l'installation professionnelle devrait être soumise à des règles afin qu'il y ait une bonne répartition sur l'ensemble du territoire. Cela permettrait d'avoir un vrai service public de Santé. Ce personnel « devrait » quelques années de service à la collectivité, et ensuite il pourrait s'installer à sa guise, où bon lui semble.

La liberté d'installation des médecins est responsable de véritables déserts médicaux, et provoque une multiplication d'actes inutiles et favorise les dépassements d'honoraires. Peut-être que la création de centres de santé publics où les médecins seraient salariés éviterait tous ces surcoûts, et

favoriserait une meilleure occupation de territoire. Le numerus clausus a également favorisé la pénurie. L'on apprend aussi, qu'en 2018, les industriels pharmaceutiques ont ainsi versé quelque 1,36 milliard d'euros d'avantages ⁽¹⁵⁾ aux professionnels de santé. Et les représentants des firmes pharmaceutiques viennent jusque dans les services faire du lobbying auprès de futurs médecins. Il y a un mélange des genres qui est très dangereux pour l'ensemble de la population, nous ne sommes pas sûrs d'avoir le meilleur traitement, mais seulement celui issu du meilleur vendeur.

Les dépassements d'honoraires pratiqués par les professionnels de santé libéraux favorisent le renoncement aux soins ainsi que l'augmentation du coût des complémentaires santé. La coexistence entre Assurance Maladie et complémentaires santé est non seulement porteuse d'inégalités mais elle engendre de plus des surcoûts, les dossiers étant traités deux fois avec, pour les complémentaires santé, des frais de gestion près de six fois supérieurs ⁽¹⁶⁾ à ceux de l'Assurance Maladie. Le remboursement des soins à 100 % par l'Assurance Maladie permettrait donc d'en finir avec le renoncement aux soins et contribuerait à réduire significativement les coûts de gestion... et celui des actionnaires !

C'est la libéralisation du système de Santé, les prix des médicaments ⁽¹⁷⁾ de plus en plus élevés, et parfois déremboursés qui entraînent la hausse des tarifs pour le patient, en particulier via l'augmentation du prix des mutuelles. Le recul de la dépense publique en matière de Santé est nocif pour la collectivité, qui paiera de plus en plus cher pour des soins de plus en plus médiocres. La sécurité sociale ne devrait pas rembourser, ou à certaines conditions, les interventions dans les cliniques privées. Les dessous de table, véritable racket, doivent être punis par la loi ! Il faut porter les hôpitaux publics au top de la technologie et de la recherche. L'égalité et la qualité des soins doivent être assurées sur l'ensemble du

territoire par des établissements publics. Il faudrait également encourager les professionnels qui luttent contre les inégalités sociales comme ce fut le cas, en 1970, pour Bernard Jeault, jeune dentiste d'Autun. Avec quatre collègues prêts comme lui à mettre en parenthèse l'exercice en libéral et la réussite matérielle, ils sont prêts à socialiser le matériel et accepter une paye plus modeste. L'ordre national des chirurgiens-dentistes n'apprécie guère, et suite à de long procès, Bernard Jeault est ruiné et interdit d'exercice ⁽¹⁸⁾ ... comme dans la mafia, on exécute ceux qui trahissent la cause !

Les laboratoires pharmaceutiques font tout pour entraver la concurrence et retarder l'arrivée sur le marché de médicaments moins chers. Sous prétexte d'améliorer les molécules de leurs remèdes, elles en prolongent le brevet et retardent l'arrivée de génériques. Ce qui a un coût sur les finances de la Sécurité Sociale. Quand un laboratoire investit un dollar, il reçoit en moyenne 14,5 dollars de chiffre d'affaires ⁽¹⁹⁾ ! Avec les fabuleux bénéfices qu'ils dégagent, les sept principaux groupes pharmaceutiques que l'on surnomme aussi « Big Pharma » pourraient permettre l'accès à la santé des populations les plus fragiles. Mais ils préfèrent générer de gros profits, même si parfois de gros scandales ⁽²⁰⁾ les rattrapent. Les lobbyistes des labos ⁽²¹⁾ font pression sur l'office européen des brevets pour accélérer les procédures d'évaluation et d'autorisation des médicaments. Un système de santé privé est moins efficace et plus corrompu qu'un service public. Bien que les Etats-Unis soient le premier pays au monde pour la part des dépenses de santé ⁽²²⁾ par rapport au produit intérieur brut (16,9%) loin devant la Suisse (12,2%) et la France (11,2%), ils sont près de 30 millions à ne pas avoir de couverture maladie, l'accès aux soins est inégalitaire suivant les revenus, et l'espérance de vie plus faible.

La récente crise du coronavirus, n'est sans doute que le prémice de ce qui peut nous attendre les prochaines années. La Recherche va être primordiale pour notre connaissance

des virus. Il faut sans doute repenser la gouvernance des instituts publics comme l'INSERM pour les mettre à l'abri de potentiels conflits d'intérêts ⁽²³⁾. Je ne suis pas un spécialiste de la Santé et de la Recherche, toutefois, je pense que les établissements publics comme l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale ou les IHU : Instituts Hospitaliers Universitaires doivent être indépendants les uns des autres, concernant le type de recherches qu'ils développent, tout en collaborant régulièrement et étroitement sur les résultats qu'ils obtiennent. Dans ce domaine plus qu'ailleurs, comme il s'agit de Santé Publique, la socialisation de ces établissements est un atout d'indépendance de tout pouvoir politique, pour ne pas canaliser la recherche médicale uniquement dans les secteurs à la mode ou les plus rentables. En Recherche plus que dans n'importe quel domaine, ce qui n'est pas rentable aujourd'hui, peut être indispensable demain. On a arrêté en 2004 les recherches sur le coronavirus ⁽²⁴⁾ ... faute de moyens et d'intérêts immédiats. La recherche française investit beaucoup moins que de nombreux pays européens, en pourcentage de son produit intérieur brut. La mise au point des vaccins contre le Covid n'a été possible que grâce aux découvertes réalisées en amont en biologie moléculaire, notamment dans des laboratoires publics français de recherche fondamentale.

La santé devrait logiquement être un enjeu d'intérêt public. Or l'on voit qu'ici plus qu'ailleurs il s'agit d'intérêts privés, d'argent, et de profits complètement déconnectés du bien-être des populations. Tout le système de Santé, médecins, laboratoires, cliniques, s'est construit avec de l'argent public notamment grâce à notre système de protection sociale, mais aussi grâce aux infrastructures mises à sa disposition et à la formation de professionnels compétents. Il faut que la santé soit un secteur à part, d'où le profit et la rentabilité sont exclus. La Recherche et la fabrication des médicaments et des vaccins, les soins et les suivis hospitaliers ainsi que les structures, tout doit être socialisé. Notre système est basé sur

la solidarité nationale, mais depuis de nombreuses années tous les gouvernements successifs le détruisent un peu plus. Espérons que les différents professionnels de santé qui sont élus à l'assemblée ou nommés dans les ministères n'ont pas pour seule devise le « serment d'hypocrite ⁽²⁵⁾ ».

Inquiète-toi de l'état de l'hôpital avant d'en avoir besoin :

Il faut rationaliser les dépenses de l'hôpital public pour faire des économies. En clair les hôpitaux publics dépensent trop, il faut donc leur fixer des quotas, et les sanctionner en cas de dépassement. En réalité on établit de véritables « tickets de rationnement » : c'est-à-dire que lorsqu'un hôpital aura épuisé son volume de soins autorisés, il ne pourra plus fonctionner ! Si vous voulez vous faire soigner, soit vous attendez l'année d'après, soit vous allez dans... une clinique privée ! Ces mesures n'ont pas du tout vocation à réduire les dépenses de santé, mais seulement de limiter le champ de l'hôpital public et de la Sécurité Sociale. Le seul but est d'offrir aux cliniques et aux assurances privées un marché très juteux : bienvenue dans le monde de la concurrence libre et non faussée !

Pour mettre en place cette concurrence, on a instauré la tarification à l'acte : le T2A ⁽²⁶⁾. En sachant qu'à terme le but est que le secteur public se charge des cas les plus lourds et qui n'intéressent pas les cliniques privées, le secteur rentable au privé pour rémunérer grassement les actionnaires, le secteur non rentable à la charge de l'hôpital public et de la Sécurité Sociale ! C'est la fameuse socialisation des pertes et privatisations des bénéfices ! Des personnes ayant subi des interventions ambulatoires dans des établissements privés se retrouvent ensuite à l'hôpital public en cas de complication. Alors que l'hôpital public prend en charge les patients les plus lourds, contraints à une durée d'hospitalisation plus longue, les établissements privés à but lucratif réalisent 64 % des actes ⁽²⁷⁾ de chirurgie ambulatoire les plus communs.

Avec la T2A on a créé un pseudo marché, à partir d'un coût moyen national fixé par une échelle des coûts, révisée chaque année. Ce qui conduit à ce que 50% des hôpitaux soient, par définition, en déficit. C'est une des principales causes des graves problèmes que traverse l'hôpital public. Le matériel acheté par l'hôpital public (scanner, IRM ...) ne devrait pas être géré pour être rentabilisé comme dans le secteur privé, le matériel de l'hôpital est là pour être utilisé pour le bien public, pour soigner les patients, point barre ! En France, près de 100 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés ⁽²⁸⁾ ces vingt dernières années, et si les soins à domicile sont utiles et nécessaires dans certains cas, ils ne sauraient compenser des lits en unités de soins intensifs. Le libéralisme a créé dans la gestion de notre système de santé des pénuries massives et des milliers de personnels soignants sont au bord du burnout. Pour rappel, la crise du Covid-19 a commencé en Chine en décembre 2019, mais ici, les urgentistes et les pompiers sont en grève depuis plus d'un an pour alerter le gouvernement, et aussi la population, sur la dégradation de notre système de santé... en vain ! Lors du premier confinement, tous les soirs à 20H j'entendais mes voisins applaudir le personnel soignant. Malheureusement, je n'en ai reconnu aucun dans la rue lorsque ces derniers ont appelé à des rassemblements pour les soutenir et demander plus de moyens à l'hôpital public.

Il est utile de constater qu'un an après le début de la pandémie du Covid-19, aucun lit de réanimation n'a été créé, aucun personnel supplémentaire n'a été formé, et que l'on n'a toujours pas remis en cause le manque de moyens de l'hôpital public. Par contre, sur les routes, les radars ont été remplacés à un rythme soutenu par des tourelles aux flashes invisibles et par les très efficaces radars double face. Soit plus de 400 nouveaux appareils postés en 2020 ⁽²⁹⁾ ... Sans parler des radars autonomes et des voitures radars progressivement confiées aux mains de chauffeurs privés. Et un an après le

premier confinement, le ministère de l'Intérieur a publié un appel d'offres ⁽³⁰⁾ pour la fourniture de 170.000 balles de lanceurs de balles de défense, dont 10.000 « munitions de défense marquante visible ». Les priorités du gouvernement sont claires ! Si vous contestez ces choix, vous devrez faire face aux nouveaux arguments des « forces de répressions républicaines » !

La mort de l'hôpital public, au sens où nous l'entendons, est programmée. Elle est portée par ce mot d'ordre de la convergence entre le public et le privé. Le droit à la santé et à l'accès aux soins de qualité pour tous et toutes sont remis en cause. L'avenir du service public de santé s'annonce très sombre pour les personnels et les malades ⁽³⁸⁾. Mais l'avenir de grands établissements cotés en bourse s'annonce sous les meilleurs auspices, des cliniques de riches pour soigner les riches et ... pourquoi soigner les pauvres ? Le méritent-ils ? Nos gouvernants ne le pensent pas.

Construire un vrai projet de Santé Publique :

Un vrai programme de Santé Publique ne peut se faire qu'en rompant avec la logique du profit et de la rentabilité. La Santé suppose de faire passer les besoins de tous avant les intérêts de quelques-uns. Dès le départ, on s'aperçoit que dans un système capitaliste il ne peut y avoir de véritable programme de Santé Publique. Pour qu'il y ait égalité de Santé, quel que soit l'individu, il faut une gratuité intégrale des soins, sinon il n'y a pas d'égalité. Pour cela il faut une Sécurité Sociale Universelle qui prend en charge 100% des soins et des dépenses de santé. Dans la société actuelle la seule question que l'on met en avant est de savoir comment limiter les dépenses de santé financées par la Sécu. Alors que la seule question devrait être de déterminer quelle part des richesses produites doit aller au système de santé. Et que l'on ne dise pas qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses, car à chaque

crise, que ce soit pour sauver les banques ou les grandes entreprises du CAC 40, à chaque fois, l'on trouve l'argent nécessaire. Les ressources existent dans ce pays ; ce qui manque c'est la volonté politique.

La prévention des maladies est un aspect important d'un plan de Santé Publique, et encore une fois, il va valoir s'opposer à la logique du marché. Aucun « Plan Cancer » n'a de sens s'il ne se penche pas sur les conditions qui favorisent l'apparition des cancers, notamment l'exposition des salariés et de la population à des substances cancérigènes. Un « Plan Diabète » suppose de s'en prendre aux intérêts de l'agro business qui commercialise pour son plus grand profit les boissons et les aliments sucrés. Un « plan suicide et souffrance au travail » nécessite la remise en cause d'un « management » exigeant toujours plus de rentabilité et de productivité. Un « Plan Covid » devrait passer par l'attribution immédiate de moyens pour permettre à l'hôpital et aux Ehpad, de faire face à n'importe quelle urgence.

Nathalie Coutinet ⁽³¹⁾, spécialiste des politiques de Santé en Europe (maître de conférences à l'Université Paris-13 et membre des Économistes atterrés) note que dans cette crise sanitaire du Covid, de l'argent public a été trouvé pour l'industrie aéronautique, pour l'industrie automobile, pour les cafetiers. Ce sont des choix politiques. Il faut revenir à des budgets qui correspondent aux coûts et aux missions de l'hôpital public. « *La rémunération de l'hôpital est aujourd'hui inférieure à ses coûts de production car, depuis qu'elle a été mise en œuvre, la valeur des actes, établie par le ministère, a baissé* », pointe l'économiste. Selon elle : « *les taux de T2A devraient correspondre au coût effectif des soins, plus élevé à l'hôpital public à cause des missions de service public. Les cliniques privées lucratives n'ont pas de mission de service public à remplir, des services qui coûtent et ne rapportent rien. Elles accueillent plutôt des CSP+⁽³²⁾, des gens plutôt en bonne santé. En étant spécialisées sur les pathologies qui*

rapportent, elles représentent une concurrence totalement déloyale aux hôpitaux publics, ce qui crée aussi des problèmes de recrutement », explique-t-elle.

Le député Alain Bruneel pointe aussi les contradictions du gouvernement. *« Face à la pandémie, l'État a mis 500 milliards sur la table pour l'économie. On peut aussi trouver l'argent pour la Santé, par exemple via la taxation des bénéfiques des grosses entreprises qui distribuent des dividendes. Il faut aussi que l'État compense les décisions qu'il prend sur la Sécurité Sociale. Un exemple : dans la loi de financement de la Sécurité Sociale de 2019, l'État a décidé l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires. Ce sont trois milliards en moins pour la Sécu, non compensés »,* souligne-t-il. Mais toutes les mesures prises depuis 10 ans vont à l'opposé de ce qu'il faudrait réellement faire : les franchises, les remboursements de médicaments, l'augmentation des tarifs des complémentaires, la généralisation des dépassements d'honoraires, l'accroissement des forfaits hospitaliers, les fermetures de services et d'Hôpitaux de proximité, la transformation de l'Hôpital en entreprise avec notamment la tarification à l'activité. Cette gestion à flux tendu a fait que pendant la pandémie de Covid en 2020 et 2021, une déprogrammation nationale des soins dit « non urgents » a dû être décidée. Quelles en seront les conséquences en termes de Santé publique et sur les patients ?

Le système de financement de l'hôpital via la « tarification à l'activité » (T2A), mise en place en 2004, profite en fait aux cliniques privées, au détriment des hôpitaux. Ce modèle rémunère mieux les activités très techniques, comme la chirurgie, et moins le suivi des patients qui ont, par exemple, des pathologies multiples. Ce qui est le plus rentable est traité par les cliniques privées, ce qui coûte le plus cher est à la charge du public. Toujours le sacro-saint : privatiser les bénéfiques et socialiser les pertes. L'objectif poursuivi, c'est la

privatisation de la Sécurité Sociale et de l'Hôpital. Les actionnaires des gros groupes de cliniques privées ne sont pas là pour faire du social, il recherche avant tout une rentabilité avantageuse et sûre. Ces groupes ont été consultés dans le cadre du Ségur de la Santé via la Fédération de l'Hospitalisation Privée, quand les infirmiers du collectif Inter-urgences n'y sont pas ! La santé doit être avant tout un bien fondamental auquel tout le monde doit avoir droit. Dans une société démocratique, ce sont les citoyens qui devraient décider quelle part de ce qu'ils produisent va à la santé et de quelle manière. Or la question ne nous est jamais posée.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient :

Le 12 mars 2020, Emmanuel Macron affirmait ⁽³³⁾ la nécessité de laisser la Santé en dehors du marché. Un an plus tard, les orientations du gouvernement contredisent ce discours et aucune hausse de moyens n'a été accordée au système de Santé. Au printemps 2020, l'épidémie de Covid-19 saturait les hôpitaux et allait mener cinq jours plus tard au confinement de la France entière. C'est à ce moment qu'Emmanuel Macron dans un discours déclarait : *« Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre Etat-providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché »* ... Imposteur, charlatan, tricheur, hypocrite, menteur !

Le 25 mars à Mulhouse, il promettait un « plan massif d'investissement » pour l'hôpital. Pourtant, le 1er avril, Mediapart révélait une note de la Caisse des Dépôts et Consignations, commandée par le président de la République, allant dans le sens d'une marchandisation croissante de la Santé. Les propositions tendent vers sa privatisation :

encouragement des partenariats public-privé, développement de la santé numérique, mention faite de 700 start-ups, éloge d'assurances privées comme Allianz France et du consortium de lutte contre le Covid-19 soutenu « par AG2R La Mondiale, AstraZeneca, CompuGroup Medical, Johnson & Johnson, La Banque postale assurances, Malakoff Humanis, la plateforme de téléconsultation MesDocteurs et le groupe VYV ». Ensuite, c'est l'adoption le 23 octobre 2020 à l'Assemblée Nationale du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 qui établit le paiement d'un forfait de 18 euros en cas de visite aux urgences sans hospitalisation, ou encore la suppression⁽³⁴⁾ de 3 400 lits en 2019 et 4 000 en 2018. Entre 2003 et 2017, environ 69 000 places d'hospitalisation à temps complet ont disparu.

Le 25 juillet, un rapport était remis par l'ex-secrétaire générale de la CFDT Nicole Notat à Olivier Véran, au terme d'une consultation numérique des professionnels de santé et médico-sociaux, et de retours d'expérience dans le cadre du « Ségur de la santé ». L'une des principales conclusions du document qui préconise la création de 15 000 postes à l'hôpital n'a pas été suivie d'effet. Un an après le premier confinement, Stéphane Velut, chef du service de neurochirurgie du CHU de Tours alarme quant à l'état de l'hôpital dont la privatisation rampante menace le travail des personnels de santé et les soins apportés aux patients. L'hôpital n'a pas de moyens, pas d'espace, pas de lits libres et pas toujours de médicaments à disposition. C'est un monde en péril.

Mars 2021, ce sont encore les grandes déclarations⁽³⁵⁾ de la part du gouvernement : « *Les français ne nous pardonneraient pas de n'avoir pas pris toutes les mesures nécessaires* ». On croit rêver, alors qu'ils n'ont pris aucune décision pour soulager l'hôpital public. Dans les médias, on fait la leçon aux français pour qu'ils respectent les consignes et la distanciation sociale... car c'est aussi un peu de la faute des gens qui ne

respectent pas tous les gestes barrières, un peu comme le chômage qui est aussi la faute des chômeurs. Par contre aucune émission, aucun débat sur la nécessité de créer des lits avec le personnel adéquat, ou pour faire un bilan de l'état déplorable de certains établissements ou services hospitaliers. En revanche Sanofi a distribué quatre milliards de dividendes ⁽³⁶⁾ à ses actionnaires, et supprime 400 emplois dans la Recherche alors que ses bénéfices sont en hausse de 340% pour l'année 2020. Pour rappel, Sanofi a touché des dizaines de millions d'euros du CICE ces dernières années et plus de 150 millions d'euros ⁽³⁷⁾ de Crédit Impôts Recherche. Si vous êtes riches on vous distribue de l'argent public sans aucune justification ni contrepartie, par contre, si vous êtes chômeur... Eh oui, les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

En 2017, la France Insoumise et Mélenchon avaient une position sur une Sécurité Sociale Universelle proche de Gérard Filoche. Ce projet aurait dû lui assurer, si les gens avaient pris la mesure de cette proposition, d'être présent au second tour. Oui, mais voilà, Mélenchon il est violent ! Pourtant, les petites phrases de Macron ⁽³⁸⁾, même si elles sont dites avec le sourire sont mille fois plus violentes qu'une colère de Mélenchon. Récemment, suite au rapport du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance-maladie, l'idée d'une Sécu Universelle a été reprise par le gouvernement. Mais, je doute qu'un gouvernement appliqué à détricoter le système social français soit soucieux de sa pérennité. Sera-t-elle financée par des cotisations sociales ou par l'impôt ? A qui sa gestion sera-t-elle confiée ? Le but du gouvernement est-il d'en faire un instrument entièrement géré par ses soins suivant un budget préétabli soumis aux aléas budgétaires. Si l'idée est bonne, la philosophie de sa mise en place peut être désastreuse ⁽³⁹⁾ si des gens mal intentionnés s'en emparent. Il faut d'urgence que les salariés reprennent la main, et en finir avec les complémentaires santé et étendre la Sécurité sociale à tous ⁽⁴⁰⁾.

Les vrais comptes de la Sécu :

D'après le Docteur Christophe Prudhomme du SAMU 93 ⁽⁴²⁾

Pour les plus jeunes la Sécu reste une machinerie obscure qui leur a toujours été présentée comme un gouffre financier avec le fameux « trou », justifiant dans les discours des différents gouvernements qui se sont succédés depuis maintenant 40 ans des plans d'économie drastiques. Plus récemment, le ministre de l'Économie a annoncé un nouveau plan de restriction budgétaire avec une nouvelle saignée fixée à 10 milliards d'euros. Il est donc utile d'apporter quelques éléments d'explication pour mieux comprendre la situation, ce d'autant que les conséquences de ces restrictions budgétaires se font lourdement sentir pour les assurés sociaux, avec un système de santé à l'accès de plus en plus difficile tant en ville qu'à l'hôpital et des restes à charge de plus en plus importants, notamment du fait de l'augmentation du coût des assurances maladie complémentaires.

Lors de la présentation de la certification des comptes de l'Assurance Maladie un certain nombre de chiffres ont interpellé les représentants des assurés sociaux. Il s'agit notamment du remboursement de la dette gérée par un organisme appelé la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES). Cette dette a explosé récemment car le gouvernement lui a imputé l'intégralité du coût de la crise COVID, soit 136 milliards, alors que dans le même temps pour d'autres secteurs d'activité, notamment les aides aux entreprises, il a pris cette dette à sa charge. Ainsi l'an dernier 21,1 milliards ont été remboursés aux banques dont 18,3 milliards en capital et 2,8 milliards en intérêts. Cet argent provient des cotisations intitulées sur la fiche de paye CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale) et CSG (contribution sociale généralisée), qui de fait est soustrait au financement de la santé pour tomber dans la poche des

banques. Il faut rapprocher ce chiffre du fameux déficit de la Sécu qui a été en 2023 de 10,8 milliards.

Donc la Sécu rembourse chaque année deux fois le montant de son déficit et abonde les bénéfices des banques. Il y a donc une arnaque et un braquage de l'argent de la Sécu par les banques qui va s'aggraver du fait de la hausse des taux d'intérêt, ce qui nous a été confirmé par les responsables financiers de l'institution. Il est donc totalement justifié de demander que la dette COVID soit reprise par l'État et ne pèse pas sur les finances de la Sécu. Cela permettrait d'une part de supprimer le déficit de 10 milliards et les plans d'économie qui en découlent, et d'affecter les 10 milliards dégagés, comme cela avait été envisagé, à la prise en charge de l'autonomie, parent pauvre actuellement du système de protection sociale.

Oui, monsieur Macron, il y a urgence à simplifier la fiche de paye pour que nos cotisations sociales soient inscrites sur une seule ligne avec l'intitulé cotisation Sécurité Sociale, et permettent ensuite de payer, comme cela était prévu initialement lors de la création de la Sécu, l'ensemble des prestations, à savoir maladie, vieillesse, famille, accident du travail-maladie professionnel auquel doit s'ajouter aujourd'hui la prise en charge de l'autonomie. Le projet du gouvernement de simplifier la fiche de salaire ⁽⁴³⁾ ferait disparaître toute information sur l'affectation des cotisations sociales, rendant totalement opaque le futur bulletin de paie.

**« La cotisation sociale c'est de la création de richesse
immédiatement investie pour les citoyens, c'est le
meilleur système de création de richesse sans
actionnaires » ... Ambroise CROIZAT**

(1) Capital, le 06/01/2020 : « Indépendants : ce qui vous attend avec la fin du RSI ». (2) Gérard Filoche.fr, le 25/10/2011 : « Les « charges sociales » ça n'existe pas ». (3) Service-Public.fr, le 31/08/2021 : « Réduction générale des cotisations patronales (ex-réduction Fillon) ». (4) Frustration, le 22/10/2021 : « Pourquoi il faut d'urgence en finir avec les complémentaires santé et étendre la Sécurité sociale ». (5) BFM Business, le 11/05/2015 : « Cuba, l'eldorado des biotechs françaises ». (5) Sanitaire social.com, « Financement des Hôpitaux et Cliniques ». (6) Les Echos, le 05/11/2022 : « En crise, les cliniques privées réclament à l'Etat plus d'argent pour maintenir les soins ». (7) Disclose, le 17/06/2021 : « En campagne, l'alarmante pénurie de médecins spécialistes », et aussi sur Basta, le 05/01/2022 : « Déserts médicaux : la liberté d'installation des médecins accusée de « nuire à la santé des gens » ». (8) Var Matin, le 29/02/2021 : « Plus de 5.700 de lits d'hôpitaux ont été supprimés en 2020 malgré la crise sanitaire ». (9) RT France, le 26/09/2021 : « La Cour des comptes qualifie d'opaque le chiffre de taux d'occupation des lits en réanimation ». (10) A l'encontre, le 05/12/2020 : « France : « L'hôpital public reste dans la logique folle de la gestion commerciale ». (11) Basta, le 04/01/2021 : « Comment les soins en ambulatoire favorisent le secteur privé plutôt que l'hôpital public ». (12) Medcost.fr, le 30/06/2000 : « Rapport de l'OMS : la santé dans le monde 2000 ». (13) L'Express, le 02/01/2019 : « « La fraude est partout » : les professionnels de santé dans le viseur de l'Assurance Maladie ». (14) France soir, le 23/08/2021 : « Les Guignols et le "business plan" de "Big Pharma", rattrapés par la réalité ». (15) Capital, le 10/01/2020 : « Les sommes astronomiques versées par les laboratoires pharmaceutiques aux CHU en 2018. ». (16) Libération, le 25/09/2019 : « Dépenses de santé : les frais de gestion explosent dans les complémentaires ». (17) Sud-Ouest, le 29/11/2017 : « Voici les 10 médicaments qui coûtent le plus cher à la Sécu », et aussi, Le Figaro, le 12/06/2019 : « Un cancer du poumon coûte 20.000 euros par an à la Sécu ». (18) Le Monde Diplomatique, mars 2021, page 28 : « Quand les pauvres auront des dents ». (19) Basta, le 07/ 01/2020 : « Alors que l'hôpital se meurt, l'industrie pharmaceutique vend ses médicaments de plus en plus chers ». (20) Le Monde, le 15/10/2020 : « Big Pharma, labos tout-puissants » : big profits, big scandales ». (21) Basta et l'Observatoire des Multinationales, le 13/11/2018 : « Pharmas Papers : Lobbying à Paris, Bruxelles et Washington : l'énorme puissance de feu des labos ». (22) Sciences et avenir, le 13/03/2018 : « USA : des dépenses de santé deux fois plus élevées que dans d'autres pays riches ». (23) Marianne, le 04/06/2018 : « Direction de l'Inserm : le "potentiel conflit d'intérêts" de la ministre Agnès Buzyn avec son mari dénoncé jusqu'au Royaume-Uni ». (24) LCI, le 11/03/2020 : « Les recherches sur les coronavirus avaient-elles été abandonnées en France ? ». (25) France Assos Santé, le 01/02/2018 : « Dépassements d'honoraires à l'hôpital : ils sont rares mais restent (trop) élevés ». (26) Le Monde, le 13/02/2018 : « Qu'est-ce que la T2A, qui cristallise les tensions à l'hôpital ? ». (27) Basta, le 04/01/2021 : « Comment les soins en ambulatoire favorisent le secteur privé plutôt que l'hôpital public

». (28) Dans notre pays, la densité de lits d'hôpitaux est passée de 11,1 lits pour 1000 habitants au début des années 1980 à 6,0 en 2017, soit -46 %, presque une division par deux sur cette période de 37 ans. A titre de comparaison, le Japon possède 13 lits pour 1000 habitants, la Corée de 12, la Russie et l'Allemagne de 8, le Royaume Unis, l'Espagne, les USA et l'Italie sont aux environs de 3. Source, Médiapart, le 05/04/2020 : « Chute des capacités hospitalières depuis 40 ans : comparaisons internationales ». (29) Auto Plus, le 22/10/2020 : « Plan de relance des radars : ce qui vous attend en 2021... et après ». (30) Reporterre, le 23/03/2021 : « L'État veut maintenir l'ordre avec des LBD à munitions marquantes ». (31) Nathalie Coutinet est économiste de la santé, maîtresse de conférences à l'université Paris 13 et membres du CEPN (UMRCNRS 7234). Ses travaux portent principalement sur les stratégies des firmes, dans le champ de l'économie industrielle, et sur les transformations de l'assurance santé. (32) CSP+ est un sigle, employé essentiellement en marketing et en analyses économiques, pour désigner les catégories socio-professionnelles les plus favorisées en France. (33) RT France, le 18/03/2021 : « Un an après le premier confinement, la privatisation de l'hôpital toujours en marche ». (34) Basta, le 29/10/2020 : « Le gouvernement continue de supprimer des lits d'hospitalisation : la carte des hôpitaux concernés ». (35) BFM, le 12/03/2021 : « Les Français ne nous pardonneraient pas de voir des gens mourir dans les couloirs des hôpitaux » : un reconfinement « dur » en Ile-de-France évoqué au sein de l'Exécutif. (36) La Croix, le 05/02/2021 : « Critiquée pour son retard et ses suppressions de postes, Sanofi distribue 4 milliards à ses actionnaires ». (37) Putsch, le 14/05/2020 : « Sanofi : un scandale sur un vaccin contre le Covid19 distribué en priorité aux Américains ? ». (38) C-News, le 07/05/2019 : « Les 10 phrases qui ont marqué les 2 ans de présidence d'Emmanuel Macron ». (39) La CGT, le 29/11/2021 : « La Grande Sécu – un mensonge d'État ». (40) Frustration, le 22/09/2021 : « Pourquoi il faut d'urgence en finir avec les compléments santé et étendre la Sécurité sociale ». (41) BFM Business, le 11/05/2015 : « Cuba, l'eldorado des biotechs françaises ». (42) Commun Commune, Le Blog D'el Diablo, le 29/05/2024 : « LES VRAIS COMPTES DE LA SÉCU - Le Billet d'Humeur du Docteur Christophe Prudhomme ». (43) Libération, le 28/04/2024 : « Simplification de la feuille de paie ou des esprits ? ». (44) futura-science.com, le 04/05/2020 : « Quels sont les pays disposant du meilleur système de santé ? »

En vrac

Voici une petite série de textes indépendants les uns des autres, que je te livre pêle-mêle, mais dont les sujets méritent d'être abordés, et qui au final ont tous un rapport avec le monde et la société dans laquelle on vit.

Les PPP une manne pour le secteur privé :

C'est au Royaume-Unis de madame Thatcher qu'apparaissent les Partenariats Publics Privés ; rapidement, ce type de contrat est encouragé par l'OCDE et l'UE, qui y voient une opportunité pour permettre aux entreprises capitalistes de faire de l'argent avec ce qui relevait des obligations de l'Etat, et d'affaiblir les finances publiques. C'est une ordonnance passée sous le gouvernement Raffarin en 2004, qui sous prétexte de réduire l'endettement public, offre des rentes sur plusieurs décennies à des entreprises privées. En effet, avec ce système il est possible de confier à un opérateur privé la maîtrise d'ouvrage, le financement, la construction et l'exploitation d'un équipement contre versement d'un loyer pour une très longue durée, pouvant atteindre quarante ans. Les PPP ⁽¹⁾, c'est la façon distinguée de dire : désengagement de l'Etat au profit de grands groupes privés. Des chantiers, parfois pharaoniques, parfois inutiles, à la rentabilité incertaine pour la collectivité, vont pouvoir être lancés. Ce type de contrat peut être aussi utilisé par les municipalités, les collectivités territoriales, les universités, tout le monde a le droit d'assurer une rente aux actionnaires des grands groupes privés. Un des buts est de permettre la création de nouveaux marchés. Si les PPP ruinent les Trésors publics, je ne pense pas qu'ils ruinent les politiciens professionnels.

Le principe est le suivant : l'État ne voulant pas investir des sommes colossales dans la création ou l'entretien d'une

structure immobilière, laisse l'investissement au privé qui, en contrepartie, jouit d'un revenu régulier, au titre du remboursement de son investissement, sous forme de loyers ou de droit d'accès. Il s'agit de contrats attribuant des droits réels sur une longue durée, affaiblissant la décision publique au profit du secteur privé, au détriment de l'intérêt général. Donc, en « contrepartie » du financement par le secteur privé, la puissance publique verse un loyer sur la durée du contrat. Au final il s'agit plutôt d'une arnaque qui coûte cher aux contribuables. De plus, la refacturation des frais de fonctionnement de l'opérateur privé pendant 25, 35 ou 40 ans sont largement supérieurs au coût du bâtiment. De là, le privé tire de gros profits. Au départ, ce principe était réservé à de grands projets de structures relevant des compétences de l'Etat (autoroutes, ponts, viaducs, aéroports, etc.), mais on le développe de plus en plus pour de plus petits projets relevant des collectivités locales, et cela sans contrôle des citoyens, sans contrôle tout court. Ces dernières années la commande publique sous forme de PPP a explosé, et touche tous les domaines : éclairage public, télécommunications, hôpitaux, bâtiments scolaires, énergie, équipements sportifs, déchets, prisons, routes ... Comme pour la redistribution des dividendes, la France est championne d'Europe pour l'utilisation de ce type de contrat.

Il s'agit là d'une véritable rupture. Les PPP opèrent contre deux cibles abstraites : la figure de l'État et l'organisation démocratique de l'intérêt général. Les PPP violent aussi les principes fondamentaux de transparence, indispensable à toute vie démocratique, et permettent à quelques groupes de mettre la main sur tout un marché national, pour générer du profit. Sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, on a supprimé la loi française qui interdisait depuis 1985 de confier la conception et la construction d'un ouvrage à un même acteur, afin de limiter le poids des grands trusts. Depuis plus de 30 ans, l'Etat et les collectivités voient leurs ressources

s'amenuiser : fin de la taxe professionnelle, baisse d'impôts et niches fiscales pour les plus riches, baisse des dotations d'Etat aux collectivités, exonération de cotisations pour les entreprises, subventions et cadeaux comme le CICE aux grosses entreprises, j'en passe et des pires, on en arrive à la chose aberrante, que le secteur privé revient plus cher aux contribuables que le secteur public, nos impôts ne servent plus à financer le bien public mais à fournir de l'activité aux entreprises privées et des dividendes aux actionnaires. Donc, faute de rentrée d'argent, l'Etat et les collectivités se retrouvent exsangues et ne peuvent plus assumer des investissements lourds, mais c'est un choix politique.

Cette façon de fonctionner permet aux collectivités de faire passer un investissement sur une ligne comptable de fonctionnement, comme le prix d'un loyer, plutôt que de recourir à l'endettement. Mais au final l'endettement a bien lieu, vu qu'il faut payer un loyer aux entreprises qui ont fait les travaux et qui gèrent l'infrastructure, et ceci sur des décennies avec des pourcentages au final supérieurs à un prêt bancaire. L'endettement public est donc étendu sur une plus longue durée, et est plus onéreux. Comme les structures financées par les PPP n'appartiennent ni à l'Etat, ni aux collectivités qui y ont eu recours, ceux-ci argumentent qu'ils n'ont pas besoin de personnel pour faire fonctionner ces structures. Si ce genre d'arguments est ressenti positivement du côté de la population, il l'est également du côté des « capitalistes » qui vu les contrats négociés ont largement de « quoi mal payer le personnel, et très bien les actionnaires ». Il s'agit en fait d'un marché de dupes, dont au final le dindon de la farce est l'usager. Quoi qu'en dise la propagande, une gestion publique coûte moins cher ⁽²⁾ à la collectivité qu'une gestion privée. Il faut défendre l'investissement public. Il faut créer une banque publique d'investissement « socialisé », pour financer de grands travaux dont le pays a besoin : hôpitaux, écoles, EHPAD, ferroutage...

Bien entendu, il faut que ces organismes publics soient gérés de manière honnête et efficace, et pour cela, le texte « Socialisons, socialisons », page 23, est une piste intéressante. Les sociétés privées ont un objectif prioritaire qui est de gagner de l'argent et d'accroître de plus en plus leurs bénéfices, ce qui est absolument antinomique avec le bien collectif. Donc, à privatiser les organismes publics, nous allons, et cela est inévitable, vers une augmentation croissante des coûts pour le citoyen et une dangereuse dépendance de la communauté envers ces sociétés. Cela est anti démocratique. Les PPP ne servent pas l'intérêt général mais ne servent que l'intérêt privé !

Le livre « Partenariats public-privé, pillage et gaspillage » de Mathilde Moracchini et Hadrien Toucel paru aux éditions Bruno Leprince compile les faits et propose une analyse du bilan déplorable de ces contrats. Une initiative rigoureuse pour répondre, point par point, aux mythes qui entourent les PPP. Une lecture indispensable pour tout connaître de ces contrats et dénoncer un des risques majeurs, et une des armes les plus redoutables des transnationales à l'heure actuelle, pour placer en coupe réglée les vastes pans des économies nationales encore en gestion publique...

Justice ou charité :

Toutes les principales religions ont ceci en commun, c'est qu'elles prêchent l'aumône aux pauvres mais pas du tout l'abolition de la pauvreté, voilà une chose qu'elles partagent avec le capitalisme. On comprend que capitalisme et religion ont toujours fait bon ménage.

La compassion est une vertu capitaliste, la pitié est habilement mise en scène et évite toute réflexion politique. On exploite la sensibilité du citoyen afin que les bons sentiments remplacent la raison. Le téléthon, par exemple fait pleurer dans les

chaumières, mais ne pose pas la question de fond sur le financement de la Recherche et les profits exorbitants des industries pharmaceutiques pour qui la maladie est un marché comme un autre.

La charité ne fait qu'entériner l'existence de la souffrance et renonce à en corriger la cause. Il est plus facile de mobiliser l'émotion que de remettre en cause une politique. Au contraire cela sert souvent à la justifier. Chacun se donne bonne conscience en participant à ces grands shows médiatiques, et passe sous silence le pourquoi de la situation. Le lundi 1er février 1954, Henri Grouès, dit l'Abbé Pierre, lance sur Radio-Luxembourg un appel qui fera date. Le fondateur d'Emmaüs exhorte les Français à « *l'insurrection de la bonté* », déclenchant une pluie de dons pour les sans-abris. La preuve que l'appel de l'abbé Pierre ou celui de Coluche le 26 septembre 1985 pour fonder les restos du cœur, même s'ils portaient, on ne peut en douter, d'un bon sentiment, n'ont finalement rien changé à la situation des plus démunis. Quelques années plus tard, Martin Hirsch, haut fonctionnaire, président d'Emmaüs France est nommé par Sarkozy, aux « solidarités actives », par la suite, Marisol Touraine le nome à la tête des Hôpitaux de Paris : l'humanitaire, la solidarité et un soupçon d'opportunisme peuvent favoriser une belle carrière ... Mais, et les pauvres dans tout ça ?

Combien d'exclus qui bénéficient de charité ou qui vont manger aux Restos du Cœur, votent pour ceux qui les ont plongés dans la misère parce qu'ils trouvent que ce système qui « les aide », c'est super ! C'est pourquoi distribuer de l'aide sans expliquer aux individus les raisons de leur situation ne sert à rien. Pire, cela conforte le système, car ils pensent que c'est grâce au système qu'ils reçoivent de l'aide. Comme sur les bouteilles d'alcool, ou les paquets de cigarettes, sur lesquelles est inscrite une mise en garde, sur chaque paquet de pâtes, d'huile ou de conserve distribués, il faudrait mettre

une étiquette : « *le capitalisme tue, à consommer avec très grande modération* ».

Il faut revendiquer l'abolition de la misère, plutôt que de l'accompagner. Maintenir les pauvres dans leur sort par une charité institutionnalisée via le RSA, le RMI ou les diverses aides sociales, permet de passer sous silence les véritables flots d'argent qui sont distribués aux plus riches, et la mauvaise répartition des richesses. C'est au final l'ensemble des contribuables qui payent l'addition ! La redistribution ne doit pas se faire sous forme de charité spectacle ou charité business, la redistribution doit se faire par un partage équitable des richesses. De l'argent il y en a, il y en a même beaucoup, et en allant le prendre là où il se trouve on pourra sans difficulté subvenir aux besoins de l'ensemble de la population. Ce n'est pas qu'un choix économique, c'est surtout un choix politique !

Socialisme pour les riches, capitalisme pour les pauvres :

Le départ de la « crise des subprimes ⁽¹⁸⁾ », c'est parce que des petits malins ont vendu des maisons à des personnes qui ne pouvaient pas les rembourser. Et donc quand les banques se sont retrouvées face à ces milliers de défaut de paiement, ça a été la crise et le gouvernement US est venu à leur secours en leur versant des milliards de dollars. Les banques ont été sauvées, elles ont récupéré les maisons et les titres de dettes douteuses qu'elles avaient mélangés à de « bonnes » dettes. Le tout fut vendu, en lot, sur le marché international. Ces lots, contenaient des dettes solvables et des dettes « pourries ». Le procédé, pas très honnête, a rapporté gros à certains, et a semé la panique sur tous les marchés de la planète !

Si à la place de donner des milliards directement aux banques, l'Etat avait donné cet argent aux personnes

endettées pour qu'elles remboursent leurs dettes auprès des banques, les banques n'auraient pas eu d'impayés, et les emprunteurs auraient pu conserver leur maison. Les dettes pourries n'existeraient pas. Bénéf pour tous sur toute la ligne, c'est le « pour tous » qui a été le problème, c'est pour cela que l'on n'a pas privilégié cette solution. Faire des cadeaux aux « pauvres » est impensable dans l'esprit des néo-libéraux. Et pire, les pauvres qui n'auraient pas eu de « cadeaux » ne l'auraient pas accepté non plus.

Donc, on a fait ce que l'on fait dans tout système dit capitaliste, on a aidé les riches, en l'occurrence les banques, et on a saisi les maisons des pauvres, qui se sont retrouvés à la rue. La crise financière de 2008 en France et ailleurs a une nouvelle fois démontré, comme la crise du Covid de 2020, que les riches captent toujours l'argent en vertu du principe invariable de la privatisation des profits et de la nationalisation des pertes. Quand il s'agit d'indemniser les riches, l'argent est toujours magique, du moment qu'il vient de la poche des pauvres... Car dans un système capitaliste, le capitalisme ne s'applique qu'aux pauvres, les riches eux préfèrent un système socialiste ... ils ne sont pas fous ! Malgré tout, ils nous font croire que l'Etat providence profite aux pauvres et que les services publics coûtent cher !

Revenu maximum autorisé :

Dans notre société riche jusqu'à l'obésité, la pauvreté n'est pas seulement inacceptable, elle est surtout aberrante. Les « grands » patrons français gagnent l'équivalent de plusieurs milliers de SMIC par mois, et côtoient les 10 millions de français survivants sous le seuil de pauvreté. Les rémunérations de ces grands patrons sont les plus élevées d'Europe, sans compter les indemnités de départ de toutes sortes (parachutes dorés, primes de départ, retraites chapeau...) exorbitantes. Encore un effort et ils seront les

mieux payés de la planète, ce doit être leur objectif : devenir les champions du monde ! ...Cocorico !

Les patrons du Cac40, dont les revenus explosent, sont à juste titre montrés du doigt. Ils sont à la tête d'entreprises qui externalisent leurs coûts par la sous-traitance et l'exploitation de petites et moyennes entreprises. Quand les sous-traitants ne peuvent maintenir des coûts bas par des baisses de salaires, ou des délocalisations, le marché passe à quelqu'un d'autre : le seul critère est la rentabilité.

Comme il existe un SMIC, il faut établir un revenu maximum égal à X fois le SMIC, rien ne justifie les différences exorbitantes de revenus entre les citoyens d'un même pays, quels que soient les postes qu'ils occupent. Car si paraît-il les patrons méritent bien leurs salaires, est-ce à dire que les smicards ne le méritent pas ? On nous dit que si on ne les paye pas assez ils iront voir ailleurs. Mais peut être qu'ailleurs, personne ne les veut !

Les patrons ne font pas 35H, eux ! Faut dire qu'un patron, dès qu'il se lève, il se considère au boulot ; quand il se brosse les dents le matin, quand il déjeune avec sa secrétaire, qu'il va au théâtre avec un client, ou qu'il assiste à un match de tennis avec un fournisseur, il est au travail ! quand il passe un weekend sur un yacht ou une semaine aux Seychelles c'est pour réfléchir à une nouvelle stratégie de développement. D'ailleurs il est au travail 24 Heures sur 24 car l'appartement qu'il occupe dans le 16ème, et la voiture dans laquelle il se déplace, comme le chauffeur, sont payés par l'entreprise.

Ces personnes tirent leurs revenus de notre exploitation, leur pouvoir de notre crédulité et de notre soumission. Cet argent disparaît dans des montages financiers complexes, il sert à la spéculation financière, alimente les paradis fiscaux. Seule une partie minime est réinjectée dans le circuit. Quand on a la possibilité de s'acheter une Ferrari tous les jours et une

maison toutes les semaines, ce n'est pas un problème de salaire, c'est surtout un problème de santé mentale.

Il est urgent de fixer un revenu maximum, car pour gagner davantage ils sont prêts à tout. Licenciements, délocalisations, fraude fiscale, tous les moyens sont bons. Ce n'est pas qu'ils n'en aient pas assez, c'est qu'ils en veulent toujours plus. Et même si eux et leurs enfants sont à l'abri du besoin jusqu'à la fin des temps, ça ne fait rien, ils continuent à engranger ! Limiter les salaires, c'est leur rendre service ! Les inégalités de revenu ou de fortune sont des incitations à la délinquance. C'est encore plus vrai à l'échelle mondiale. Quand les 1% les plus riches du monde possèdent plus du double de la richesse de 7 milliards de personnes ⁽³⁾, le cocktail explosif de l'humiliation et la misère constitue un réservoir de choix pour les intégristes ou les terroristes de toute sorte. Lorsque l'on nous parle d'insécurité, en voilà une des causes. Les richesses sont là, il ne reste qu'à les répartir équitablement ...

Plus d'écran, moins d'imagination :

D'après les points de vue, les études et les analyses de Michel Desmurget ⁽⁴⁾ et Peter Winterstein ⁽⁵⁾. Cette étude date de 2014 donc, sans faire de catastrophisme, ça n'a pas dû s'arranger, vu la multiplication des écrans et l'utilisation excessive par un public de plus en plus jeune.

La télévision, comme le téléphone portable ou l'ordinateur, ont profondément bouleversé notre quotidien. Que pouvions nous bien faire avant leur arrivée ? Comment utilisions-nous les heures libérées par tous ces écrans ? Nombreux sont ceux qui pensaient que la télé, par exemple, allait être un outil pédagogique, facilitant l'accès à la culture et améliorant les connaissances de chacun. Mais au fur à mesure que le temps passait, l'euphorie cédait la place au désenchantement. Non seulement la télé n'éduquait pas, mais avait souvent une

influence néfaste sur les enfants, jeunes et moins jeunes, par un excès de violence et de clichés sur nos conceptions de la société. Le téléphone portable et l'ordinateur montrent les mêmes symptômes. Des études ont montré que leurs abus perturbaient le développement du langage et de l'attention, ce qui se traduisait par des difficultés à l'école. Encore plus inquiétant, les écrans se sont multipliés souvent sans aucun contrôle parental, et les écrans laissés à disposition le soir dans la chambre de jeunes enfants est carrément catastrophique. Tous les méfaits de la télé sont présents, avec en prime une overdose de sexualité, avec des clichés sur le sexe qui n'ont rien à voir avec la vie amoureuse. L'exposition aux écrans perturbe l'esprit critique, les enfants, les ados et les jeunes sont de plus en plus incapables de maintenir leur attention sur des textes longs ou sur des sujets qui paraissent compliqués, ils préfèrent des séquences courtes sans cesse renouvelées. Les enfants et les jeunes qui sont collés à leur écran deviennent plus malléables, plus influençables. Ils sont beaucoup plus perméables à la pub, ou aux messages que la société veut leur faire passer. La société est dirigée par les personnes qui dirigent l'économie et influent sur la vie politique, il est donc dangereux de les laisser « former » le cerveau de nos enfants. Le bourrage de crâne des enfants avec des modèles basés uniquement sur la doctrine capitaliste permet de leur inculquer toute l'idéologie libérale. Un enfant bien formaté deviendra un bon petit soldat, et aura moins d'armes intellectuelles pour s'opposer à sa propre exploitation.

Michel Desmurget est un chercheur français spécialisé en neurosciences cognitives. Il s'est penché sur les méfaits de la télé lorsqu'il a entendu sa fille de 30 mois chanter sans cesse une musique de pub. Il a rédigé un ouvrage, « TV Lobotomie », où il montre comment la télé non approuvée et sans une limite de temps de visionnage a des conséquences graves sur le développement physique et psychologique des

enfants. Plus tard, dans « La fabrique de crétin digital », il explique que la consommation du numérique sous toutes ses formes par les nouvelles générations est astronomique. En cumuls annuels, ces usages représentent autour de 1 000 heures pour un élève de maternelle (soit davantage que le volume horaire d'une année scolaire), 1 700 heures pour un écolier de cours moyen (2 années scolaires) et 2 400 heures pour un lycéen du secondaire (2,5 années scolaires).

Une étude ⁽⁶⁾ a confirmé l'impact négatif des écrans sur la scolarité des enfants. Les parents doivent être conscients que la fréquentation intense des écrans nuit gravement à la réussite scolaire. Il faut revoir nos rapports aux technologies, et redonner le goût de la lecture et des jeux de société. Il est aussi estimé, qu'au-delà du temps perdu devant un écran, les effets sur l'alimentation et le cycle du sommeil entre autres sont perturbés. Il faut être vigilant, et éduquer nos enfants afin qu'ils deviennent des citoyens capables d'affronter les réalités du monde qui les attendent avec suffisamment d'esprit critique plutôt que d'en faire des consommateurs passifs. Pour inventer un monde nouveau, nous aurons besoin d'eux.

« Un cerveau ne s'imprègne correctement des choses que s'il les découvre par le biais de plusieurs sens, c'est-à-dire l'audition, la vue, l'odorat et le toucher. Et, de ce point de vue, la télévision est une source d'information bien pauvre en comparaison avec le monde réel. » dit Winterstein. Il faut donc répondre à la TV par des actions fortes, sinon on arrivera à une société très pauvre en pensée et en créativité qui sera de plus en plus manipulable. Peter Winterstein démontre qu'en passant du temps devant l'écran, les dessins des jeunes enfants s'appauvrissent en détails et perdent de leur relief, quand ils ne sont pas carrément déstructurés. La télévision altère la capacité d'imagination de l'enfant et sa capacité à se représenter les choses. Voici une comparaison très intéressante entre les dessins d'enfants qui regardent la TV

moins d'une heure par jour et ceux qui la regardent plus de trois heures par jour :



Dessins d'enfants de 5 à 6 ans exposés à moins de une heure de télévision par jour.



Dessins d'enfants de 5 à 6 ans exposés à plus de trois heures de télévision par jour.

Avec une espérance de vie de 75 ans et à raison de 3h par jour passées devant des écrans, si rien ne change, nos enfants y auront passé 82 125 h, soit près de ...10 ans, oui 10 ans et pour certains ce sera de 15 à 25 ans. Imaginez, 20 ans immobile face à un écran, c'est cela la réalité !

Contrairement à certaines idées reçues, cette profusion d'écrans est loin d'améliorer les aptitudes de nos enfants. Bien au contraire, elle a de lourdes conséquences : sur la santé (obésité, développement cardio-vasculaire, espérance de vie réduite...), sur le comportement (agressivité, dépression, conduites à risques...) et sur les capacités intellectuelles (langage, concentration, mémorisation...). Autant d'atteintes qui affectent fortement la réussite scolaire des jeunes.

« Ce que nous faisons subir à nos enfants est inexcusable. Jamais sans doute, dans l'histoire de l'humanité, une telle expérience de décérébration n'avait été conduite à aussi grande échelle ⁽¹⁶⁾ »

Ce que je propose et ce que je pense

Il ne faut pas fixer un salaire minimum de façon aléatoire, il faut définir un salaire avec pour critère la capacité de vivre dignement avec ce que l'on gagne : 1300, 1500, 1700 euros ? Actuellement, le SMIC est seulement le salaire minimum, le montant brut horaire en dessous duquel un employeur ne peut descendre lorsqu'il rémunère ses salariés ... mais il y a tellement d'autres types de contrat, que le SMIC ne veut plus dire grand-chose.

Il ne faut pas fixer le nombre d'heures de travail de la semaine de façon aléatoire, il faut définir le nombre d'heures de façon à ce que l'on travaille tous, ou du moins la plus grande partie de la population afin que le chômage soit l'exception. Il n'est pas normal que certains fassent des heures sup en pagaille, des burn-out ou des dépressions, et que d'autres restent sans emploi. Le chômage n'est pas de la responsabilité des chômeurs, le chômage est la conséquence du système capitaliste qui dans sa recherche du profit à tout prix essaie de produire toujours plus avec toujours moins.

Il ne faut pas diminuer les cotisations patronales, mais au contraire en créer une nouvelle, basée sur le nombre de chômeurs. Cette cotisation serait modulable suivant l'importance des entreprises. Si le nombre de chômeurs augmente, la cotisation augmente, si le nombre de chômeurs diminue la cotisation diminue. S'il n'y a plus de chômeurs, cette cotisation disparaît. L'intérêt du Medef serait donc à ce qu'il y ait le moins de chômeurs possible. Comme nos hommes politiques le répètent : « contre le chômage on a tout essayé ». Depuis 2012 on a mis en place le CICE ⁽⁷⁾ qui nous coûte un œil pour un résultat proche de zéro. En réalité on a essayé tout ce qui ne contrarie pas le Medef !

Qu'est-ce que le travail ? J'aime bien cette analogie : un homme tond sa pelouse, c'est un loisir, un passe-temps, au pire une corvée, mais ce n'est pas un travail. Si cet homme

décide de faire tondre sa pelouse par une entreprise de jardinage, cela devient un travail. Si des employés communaux tondent un terrain appartenant à la mairie, donc à la collectivité, ce n'est pas ressenti par les administrés comme un travail, au pire c'est même ressenti comme « *ces fonctionnaires qui nous coûtent cher* », mais si la mairie confie cette tâche à une entreprise extérieure, ça devient du travail, et peu importe si ça coûte plus cher.

Le problème c'est aussi la qualité de vie au travail. Quand j'ai commencé à travailler dans l'industrie, les anciens avaient pour habitude de dire : « *Vite et bien ça ne va pas ensemble* », ils avaient l'impression de faire partie de l'entreprise, à l'époque, c'était un peu comme dans l'administration, c'était pratiquement l'emploi à vie, donc les gens prenaient soin de leur outil de travail, ils avaient l'impression qu'il leur appartenait. Si le travail était plus dur physiquement, il existait également des moments de décompression et de « déconnades », et il n'était pas rare que des discussions continuassent dans les vestiaires après le boulot ou au café du coin. Bien sûr je ne veux pas idéaliser une époque, les problèmes étaient nombreux aussi, mais j'ai l'impression qu'il y avait plus de solidarité qu'aujourd'hui. Aujourd'hui on est plus isolé, et si le travail est, en général, moins dur physiquement, il l'est plus psychologiquement, ce qui explique l'explosion des burnouts et des dépressions, qui étaient marginaux à une autre époque. Tout ça pour dire que s'il y a de la camaraderie, il y a plus de solidarité. Si l'on peut prendre part aux décisions, et si l'on peut se projeter au sein de notre société, cela change notre rapport au travail.

Quand vous donnez un coup de main à un copain pour déménager, ou quand vous faites des réparations avec votre cousin ou votre fils dans un appartement à aménager, vous ne regardez pas les heures, vous vous arrêtez pour boire une bière, pour discuter, mais vous bossez plus que dans votre entreprise. Pourquoi ? Parce que vous n'êtes pas dans les

mêmes conditions, pas dans le même état d'esprit, vous êtes intéressé par ce que vous faites. Donc ce n'est pas le travail le problème, mais la qualité de vie au travail.

Petite histoire simplifiée des retraites :

La survie des anciens, après une longue période de travail, a longtemps reposé sur la solidarité intergénérationnelle. Au moyen âge cela existait sous forme de corporations et d'une société d'entraide mutuelle. Sous l'Ancien Régime, 0,1 % de la population recevait une rente de la part du roi, prélevée sur le trésor royal. Fondée par Colbert, les marins, sous Louis XIV, furent les premiers à obtenir une compensation en période d'inactivité par une retraite par répartition, unique au monde ; quant au Privé, les sociétés de secours mutuelles furent créées en 1804 pour les ouvriers.

La première caisse de retraite française des fonctionnaires de l'Etat voit le jour en 1789 grâce à l'influence de la révolution. A partir de 1853 l'ensemble des fonctionnaires (civils et militaires) bénéficie d'une retraite et Napoléon III généralise le régime de pension par répartition, il fixe le départ en retraite à 60 ans et 55 pour les travaux pénibles. En 1905 la loi sur l'assistance au vieillard infirme et incurable est instaurée ainsi que la gratuité de l'hospitalisation. Une première tentative de droit à la retraite pour les salariés, ouvriers et paysans est tentée en 1910, malheureusement le grand nombre de travailleurs exclus de tout droit est très important, et le non versement de cotisations n'est assorti d'aucune sanction.

La 1ère guerre mondiale pousse en faveur du progrès social, mais le droit à la retraite ne touche que très peu de personnes, ceci dû au grand nombre de décès avant cet âge en cette période. La 2ème tentative de droit à la retraite est lancée en 1928, avec la création d'un régime obligatoire, mais celui-ci est immédiatement rejeté par les médecins,

agriculteurs, patronat et bizarrement par certains milieux ouvriers. La crise de 1929 change la donne et l'approche de ce droit ; en 1930 les textes de 1929 sont modifiés et obligent les salariés dont les rémunérations ne dépassent pas les 15000 frs à cotiser au régime d'assurance vieillesse. Seuls les VRP en sont exclus. Ceci était un régime mixte de capitalisation et de répartition, sa gestion préfigure le régime général de la sécurité sociale, celle-ci étant confiée, au choix de l'assuré, aux organismes comme les mutuelles, caisses patronales ou syndicales. La durée de cotisation était de 15 ans pour une pension proportionnelle et de 30 ans pour une pension complète.

En 1933 le bureau international du travail, créé en 1919, préconise le financement des retraites par l'Etat, les patrons et les salariés. En 1935 la loi américaine Roosevelt donne naissance à la « Social Security Act » dont découlera l'expression Sécurité Sociale. La charte de l'atlantique ⁽¹⁷⁾ établie en 1941 contient un paragraphe sur la nécessité d'une extension de la Sécurité Sociale à tous.

La mise en place du système français de répartition s'effectue en 1945, Pierre Laroque et Ambroise Croizat vont œuvrer à la mise en place de la protection sociale. L'ordonnance de 1945 stipule un âge de départ à la retraite à 65 ans, et à 55 ans pour les régimes spéciaux, notamment les cheminots. L'idée est que la France, au sortir de la guerre, est exsangue et a besoin de se reconstruire, mais lorsque la situation le permettrait, le départ à 55 ans sera la norme pour tous.

En 1948 des accords professionnels permettent au non salarié d'avoir accès au régime autonome d'assurance vieillesse. Les industriels et commerçants ont une caisse de compensation (Cancava) avec une série de caisses inter professionnelles locales. En 1949 le régime de retraite des agents non titulaires de l'Etat est mis en place et celle-ci deviendra « l'Ircantec ». Elle sera suivie en 1956 du Fond National de Solidarité. L'Etat

crée le minimum vieillesse, toute personne de plus de 65 ans a droit à un montant minimum. L'ordonnance de 1967 prévoit la création de 3 caisses autonomes dont la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV).

Les grosses réformes commencent en 82, où l'âge de départ passe de 65 à 60 ans pour 37.5 ans de cotisation, les partenaires sociaux décident d'harmoniser les régimes complémentaires sur les mêmes bases. 1991, le livre blanc : premier rapport posant les grands enjeux de la réforme des retraites. Avec la réforme Balladur de 1993 la durée de cotisation pour le Privé passe de 37.5 à 40 ans. Le salaire moyen de référence est calculé progressivement sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures. L'indexation est maintenant basée sur les prix et non sur les salaires. Cette réforme met en place le fonds de solidarité vieillesse. Une 2ème vague de réformes est faite en 2003, par le biais de la loi Fillon. Ses principales dispositions incluent un allongement de la durée de cotisation, des incitations à l'activité des « seniors » et la mise en place d'un système de retraite par capitalisation individuel, le PERP.

A partir de 2007 la durée de cotisation augmente pour la totalité des salariés (Public et Privé) d'un trimestre par an jusqu'en 2012. L'harmonisation de la durée de cotisation est portée pour le Public de 37.5 à 40 ans ou 160 trimestres, et comme pour le Privé, un système de décote et surcote est également mis en place. Seules les personnes ayant commencé à 14 et 16 ans peuvent prétendre à partir avant 60 ans, si bien sûr elles ont cotisé suffisamment. La possibilité de prolonger son activité jusqu'à 70 ans est instaurée en 2008. En 2013, le gouvernement socialiste au pouvoir prévoit de nouvelles réformes et notamment pour le Public de calculer le salaire de référence sur les dix dernières années à la place des six derniers mois. Pour les petites catégories de la fonction publique qui avait un petit salaire et progressaient très peu dans leur carrière la perte est importante.

Le travail de sape commencé par Balladur en 1993 et poursuivi sans relâche par tous les gouvernements a visiblement porté ses fruits et a détruit même dans « les têtes » l'idée de retraite pour tous, les caisses sont vides on ne peut plus payer ! En vingt ans on est passé de 70% des richesses produites pour les travailleurs (ceux qui produisent la richesse) et 30 % pour le capital (ceux qui fournissent les outils de production) à la répartition d'aujourd'hui de 60% et 40% ⁽¹³⁾ (ce qui représente entre 150 et 200 milliards par an qui disparaissent dans les poches des actionnaires ⁽¹⁴⁾). Ajoutons à cela les « exonérations de cotisations patronales », la politique systématique de bas salaires, d'emplois précaires, les plans de licenciement entraînant un chômage massif : le manque à gagner pour les cotisations est là !

Et maintenant c'est reparti, il va falloir bosser jusqu'à 67 ans !! Tout ça parce qu'une poignée de rentiers qui n'ont jamais travaillé de leur vie l'ont décidé ! Le gouvernement veut nous faire croire qu'il n'y aurait pas d'autres moyens de financer les retraites qu'en augmentant la durée de cotisation. Et que les salariés vont devoir jouer leurs retraites à la bourse par un système de capitalisation ! Cette escroquerie consiste à placer les cotisations prélevées aux salariés sur les marchés financiers dont on a pu apprécier la fiabilité. Ce sont les banques et les assurances privées qui s'occuperont de gérer ce « magot ». Cela confirme bien les déclarations, déjà anciennes, de Denis Kessler ⁽¹⁵⁾, ex-numéro 2 du MEDEF : « La liste des réformes ? C'est simple : prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! ». Macron et son gouvernement sont en train de mettre la touche finale à cette destruction avec un pseudo système à point universel, dont personne au gouvernement n'est capable d'en expliquer le calcul.

Les charges sociales ça n'existent pas :

Les néolibéraux clament sur tous les tons qu'il faut « alléger les charges sociales » sur les salaires. Mais cela n'existe pas les « charges sociales sur les salaires » ! C'est une pure invention idéologique ⁽⁸⁾, ce n'est que de la propagande. Dans aucun texte de loi, on ne lit qu'il y a des « charges ». Regardez vos feuilles de paie ⁽⁹⁾ : ce qu'il y a, c'est un « salaire brut » en haut et un « salaire net » en bas. Expliquez-le autour de vous : dans les deux cas, c'est du « salaire ». Un « salaire net » qu'on touche et que l'on consomme tout de suite. Et un « salaire brut » constitué d'une partie de « cotisations sociales » : c'est une part de salaire socialisée, mutualisée, mise dans un pot commun et redistribuée à chacun selon ses besoins. C'est-à-dire que chacun cotise pour celui qui est dans le besoin lorsqu'il est malade, en accident du travail ou maladie professionnelle, au chômage, en charge de famille nombreuse, en difficulté de logement, ou encore en retraite. C'est un prélèvement volontaire et progressif, avec redistribution égalitaire. Les libéraux haïssent cela ⁽¹⁰⁾.

Sur le bulletin de paie, le salaire socialisé, prend deux formes : les cotisations dites patronales et les cotisations dites salariales. Mais la distinction entre cotisation patronale et salariale est une tromperie car c'est l'ensemble du salaire qui rémunère notre force de travail. Les patrons parlent de charges salariales, alors que comme notre salaire net, l'ensemble des cotisations ne sortent pas de leur poche, mais est le fruit de notre travail. Les retraités, les chômeurs, les malades ne sont pas payés en contrepartie de leurs cotisations passées, ils ne récupèrent pas « leurs propres » cotisations. L'utilisation de ces cotisations est déterminée par un choix politique, celui de la distribution de la richesse actuelle. Le salaire socialisé n'est pas une épargne que l'on récupère. Les cotisations sont proportionnelles au salaire mais les prestations sont déterminées selon les besoins de chacun.

Les politiques de réduction des cotisations, par les exonérations de cotisations ou par la fiscalisation, sous prétexte de soulager les « charges » des entreprises, ont pour conséquence de réduire nos salaires !

Le salaire socialisé repose sur un mécanisme opposé au fonctionnement normal du capitalisme. La valeur de la force du travail sur laquelle se fonde le salaire obéit aux lois du marché capitaliste. Mais la redistribution du salaire socialisé repose sur des critères qui préfigurent la logique socialiste « à chacun selon ses besoins », en rupture avec le dogme libéral qui prétend que le sort de chacun est fonction de l'effort individuel. Une partie du salaire est payée individuellement aux salariés, c'est le salaire net. L'autre partie formée des cotisations est versée dans « un pot commun ». Il est conçu pour satisfaire les besoins de tous en raison de la maladie, de la maternité, des charges familiales, du chômage ⁽¹¹⁾, de l'invalidité, de la retraite ; c'est un salaire indirect appelé aussi salaire socialisé, il représente environ 40 % du salaire. La cotisation n'est pas un prélèvement, une charge, un impôt, une taxe, une épargne, une assurance, un placement pour le futur, c'est du salaire, c'est notre salaire ! Le patronat n'a jamais accepté de payer des salariés « hors emploi ». Il voudrait un salaire « nu », ne payer les travailleurs que pour la seule période où ils vendent leur force de travail, la période où ils sont sous la subordination directe de leur employeur.

La retraite par répartition est anticapitaliste. Le retraité est un salarié placé hors de la subordination de l'emploi. Il dispose librement de son temps sans contrainte patronale et il perçoit un salaire financé par les employeurs, pas spécifiquement ceux qu'il a eu durant sa vie professionnelle, mais par le patronat d'aujourd'hui. Il faut s'opposer à toute réduction de salaire durant l'activité professionnelle. Il en est de même pour le salaire du retraité, il ne doit pas être réduit par rapport à celui perçu auparavant.

Le système de retraite par répartition, ce n'est pas une épargne (ouf, car sinon nos retraites seraient parties avec Madoff ou Lehmann-Brothers) mais c'est une part de salaire versée en temps réel par ceux qui travaillent chaque mois pour assurer la retraite des aînés. En temps de crise, c'est ce salaire mutualisé qui résiste le mieux, cent mille fois plus que les fonds des assurances et des banksters. Le système par répartition démontre l'inutilité de l'accumulation financière pour financer les retraites et ouvre la perspective d'une gestion solidaire et non capitaliste. Nous n'accepterions pas de notre employeur, ni du gouvernement, qu'ils décident de l'utilisation de notre salaire direct. Nous devons aussi rester maîtres du salaire socialisé. Ni l'Etat ni les patrons n'ont à s'immiscer dans la gestion des caisses de Sécurité Sociale. Les seules légitimes pour gérer notre salaire collectif sont nos représentants démocratiquement élus et révocables.

Si vous entendez un salarié dire : « *mon patron me licencie parce qu'il a trop de charges* ». Demandez-lui s'il pense que son salaire est trop élevé ? Expliquez-lui que son « brut » est du salaire indirect ou différé ? Même s'il ne le touche pas tout de suite, sa vie en dépendra tôt ou tard. Demain à l'hôpital. Demain au chômage. Demain en retraite...

Peu à peu nous glissons vers un système à l'anglo-saxonne, mais il faut savoir que l'espérance de vie ⁽¹²⁾ est inférieure de trois ans aux Etats-Unis qu'en France, la mortalité infantile pratiquement le double et quant à l'espérance de vie en bonne santé après 60 ans si vous n'avez plus les moyens d'avoir une mutuelle... c'est encore autre chose !

« Je vous demande d'être révolutionnaires. Ayez le courage d'aller à contre-courant. Et ayez aussi le courage d'être heureux. » ... Le Pape FRANCOIS

(1) Le Monde, le 05/11/2015 : « Partenariats public-privé : un dispositif de plus en plus décrié ». (2) Basta, le 19/03/2012 : « Gestion de l'eau : quand le service public est plus efficace que le business privé ». (3) Oxfam France, le 19/01/2020 : « Davos 2020 : Nouveau rapport d'Oxfam sur les inégalités mondiales ». (4) Michel Desmurget, né en 1965, est un chercheur français spécialisé en neurosciences cognitives. Il a rédigé un ouvrage, TV Lobotomie - la vérité scientifique sur les effets de la télévision (publié en 2011), qui dénonce les effets délétères de la télévision sur la santé et le développement cognitif, en particulier chez l'enfant. (5) Les dessins de ce texte sont extraits d'une étude publiée par un pédiatre* allemand, Peter Winterstein, et son collègue Robert J. Jungwirth. Cette étude a porté sur environ 1900 enfants et visait à déterminer l'impact des images sur les très jeunes enfants. Pour cela, les chercheurs ont simplement demandé aux enfants de dessiner un bonhomme... (6) Nouveles Obs, le 06/07/2021 : « Exclusif : La fréquentation intense des écrans nuit gravement à la réussite des élèves ». (7) Marianne, le 29/08/2018 : « Budget 2019 : pendant que les aides sociales baissent, le coût du CICE explose ». (8) L'Anticapitaliste, le 18/04/2010 : « Le salaire socialisé : kezaco ? ». (9) You Tube, le 15/03/2016 : « Bien lire une fiche de paye, par F. Lepage & G. Tanguy ». (10) Regard.fr, le 04/12/2013 : « Le temps des rentiers ». (11) Nouvelle Vie Professionnelle, le 14/05/2019 : « Automatisation :14 % des emplois actuels disparaîtraient d'ici 20 ans ». (12) INSEE. Espérance de vie et indicateurs de mortalité dans le monde. Données annuelles 2020-2025. (13) Le Monde Diplomatique, janvier 2008 : « Partage des richesses, la question taboue ». (14) Le Monde, le 14/05/2018 « CAC 40 : un partage déséquilibré des bénéfices ». (15) La Tribune, le 27/05/2013 : « 70 ans après, que reste-t-il du programme du Conseil national de la résistance ? ». (16) « La Fabrique du crétin digital » de Michel Desmurget aux éditions Seuil. (17) Wikipédia « Charte de l'Atlantique ». (18) La finance pour tous, mise a jour le 04/01/2024 : « La crise des subprimes (2007-2008) ».

Héritons, oui, mais de quoi ?

Voici un sujet sensible, et je suis sûr que tu as encore besoin de temps pour réfléchir à la question. Pourtant ne penses-tu pas que l'héritage est l'une des causes des inégalités ? Sinon le supprimer, au moins le limiter drastiquement est à mon sens le seul moyen, pour ne pas perpétuer ces inégalités. La propriété collective des moyens de production est la solution pour régler les principaux problèmes de l'humanité : inégalités, pauvreté, exploitation, sous-développement, dégradation du milieu naturel, guerres... et le renversement du capitalisme par la socialisation de l'économie est le seul remède pour mettre au pas les puissances d'argent, leurs partis et leurs médias, qui veulent préserver leurs privilèges.

Petite mise au point :

A ceux qui me disent, « *et bien commence par toi-même* », je réponds oui, sans problème, dès que l'on aura un héritage collectif, mais ne l'appliquer qu'à moi, actuellement, ne changerait en rien le fond du problème. Si dans un système capitaliste je me dépossède moi-même ou que je dépossède mes enfants, cela ne fera pas avancer le problème d'un iota. Jouer à un jeu dont je ne maîtrise pas les règles et dont les arbitres sont corrompus, et en plus m'imposer des handicaps, c'est un peu comme si avant d'aller faire un footing, je me tirais une balle dans chaque pied ! De toute façon, quand je parle d'héritage, il n'est pas question de te priver de l'armoire normande de ta grand-mère !

Je te propose de réfléchir sur cette citation de Gramsci : « *Plus l'histoire d'un pays est ancienne, plus nombreuses et pesantes sont ses couches stratifiées de paresseux et de parasites qui vivent du « patrimoine des ancêtres », de ces retraités de l'histoire économique* », et sur celle-ci de Léon

Blum : « *Je vise en ce moment la propriété capitaliste telle que nous l'avons toujours et constamment définie et pense que nous pourrions envisager dès à présent l'interdiction absolue de toute succession en ligne collatérale. Dans une succession, excepté la ligne descendante directe, il n'y aurait pas d'autres héritiers que la nation, et dans la ligne descendante directe elle-même, la transmission successorale serait limitée à une génération.* »

L'héritage doit être collectif :

Avant toutes choses, il est utile de préciser que le but des classes dirigeantes est de détruire tout héritage collectif et d'en finir avec la notion de service public. La peur de l'avenir rabougrit notre intellect et nous empêche d'être imaginatif et inventif. Ces atouts pourraient être mis au service de la collectivité. Une grande partie de notre énergie est absorbée par le besoin d'accumulation au nom d'une prétendue sécurité, et de la part que l'on cèdera à nos enfants pour les « aider » à bien démarrer dans la vie. Il faut faire fructifier notre patrimoine, veiller à en conserver sa valeur. Devant l'incertitude du lendemain, on ne nous laisse pas le choix. J'ai pu constater que cette façon de penser va à l'encontre de nos envies et nous emprisonne dans un système de pensée purement capitaliste. Certaines personnes entreprennent des travaux dans leur maison ou leur appartement, parce que ces transformations vont donner de la valeur à leur bien. Je trouve cela profondément triste. Que l'on fasse des travaux pour nous faciliter la vie et que l'on trouve cela plus beau ou plus pratique est une chose compréhensible : mais pour donner de la valeur ? Il y a encore plus absurde : lorsque mes enfants sont partis de la maison, j'ai supprimé une chambre pour avoir un plus grand espace à vivre. Un voisin qui avait exactement le même appartement et dont les enfants étaient partis depuis longtemps m'a dit « *C'est drôlement bien comme tu as fait,*

c'est plus agréable. Je ferais bien pareil, mais à la revente tu vas perdre entre 12 et 15 000 euros ». Donc cette personne vit et va continuer à vivre pendant des années dans un appartement qu'il laisse en état dans l'optique de le vendre plus cher, ou de le léguer à ses enfants à sa mort. Il préfère vivre dans un appartement qui ne le satisfait pas pendant 20 ans, ce qui représente une perte de 2,10 euros par jour plutôt que de vivre plus agréablement. Quoi dire ?

L'héritage perpétue les inégalités, les amplifie et conditionne notre cerveau. Pour que tous les citoyens naissent libres et égaux, il faut donc limiter les effets de l'héritage. Il faut donc plafonner l'héritage, pour à terme le supprimer. Parce qu'au final, à qui appartiennent réellement les richesses accumulées toute une vie ? A notre compagnon, qui nous a aidé durant notre vie commune ? A la collectivité, qui a financé les infrastructures et les services que nous avons utilisés ? Aux locataires qui se sont privés de beaucoup de choses pour payer leur loyer ? Aux employés et salariés et aux clients qui ont participé à la prospérité des entreprises ? Au final « nos richesses », ne sont pas que le fruit de nos cerveaux et de nos bras, elles sont le résultat d'un « effet collectif » qui va bien au-delà de notre petite personne.

La terre de la nation devrait appartenir à la nation et donc à nous tous. Aucune terre du pays ne devrait être privée, l'Etat devrait seulement les louer pour une durée déterminée : 49, 69, 99 ans, accompagné d'un contrat précisant les droits et les devoirs de chacun des partis, à savoir ce qu'il est possible de faire ou de construire sur ces parcelles. Cela éviterait la spéculation sur les terrains et permettrait la gestion des permis de construire en respectant le principe de mixité sociale, d'aménagement du territoire et respect des normes environnementales. Rien ne justifie la privatisation du sol national. Peut-on encore parler de nation lorsque celle-ci n'est plus constituée que de biens privés ? C'en serait également

fini de la spéculation foncière, de ces milliers de logements vides, alors que certains dorment à la rue !

L'héritage le plus inestimable est l'héritage collectif : le plus important est de léguer à nos enfants des systèmes de santé et d'éducation performants et gratuits, de leur assurer et pérenniser un système de retraite leur assurant un bon niveau de vie. Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, c'est le tissu social qui protège les plus faibles. Des millions de morts, dont les noms sont encore gravés sur les monuments, ont combattu pour ce à quoi ils croyaient, ne faisons pas en sorte qu'ils ne soient morts que pour les banquiers et les industriels, comme aurait dit Boris Vian.

Évidemment l'héritage des moyens de production est la principale des inégalités. La richesse produite par les ouvriers est transmise aux descendants de leur exploitateur, qui à leur tour, exploiteront leur travail et légueront à leurs descendants cette richesse décuplée, et ainsi de suite. Qui a le plus de mérite, celui qui apporte l'argent, celui qui trouve l'idée ou ceux qui permettent de la faire vivre en investissant leur force de travail ? L'argent sans travail n'est rien, et une idée, si géniale soit-elle, ne peut exister que par la force du travail ! Et pourtant, celui qui travaille, celui qui produit est celui qui a le moins de droit. Par quelle aberration ? Les grands moyens de production doivent être autogérés par les salariés, les multinationales sont des monstres qui ne respectent aucune législation et font pression sur les états, les entreprises deviennent des zones de non droit. Pour que vive la devise « Liberté-Egalité-Fraternité » il faut que les moyens de production échappent à tout héritage. On peut s'interroger sur la propriété privée lorsqu'elle a comme résultat de priver d'autres individus du minimum vital. Il est temps qu'ensemble nous trouvions les solutions à cette inégalité qui pervertit l'esprit et fait préférer la cupidité à la solidarité !

Si l'on s'accroche à l'héritage c'est parce que la société ne nous donne pas d'autres choix. Si chacun savait pouvoir compter sur la solidarité de l'ensemble de la communauté en cas de problème, nous prendrions la vie autrement, avec sérénité et sans angoisse du lendemain. Nous nous accrochons bec et ongle à « notre » héritage, parce que dans le monde actuel c'est un moyen de survie et une manière d'aider nos enfants à affronter un monde de plus en plus inégalitaire. C'est à ce niveau que nous devons appréhender le problème de l'héritage. Effectivement dans l'état actuel des choses l'héritage est important, mais cela ne nous empêche pas de réfléchir à ce que représenterait l'héritage dans un autre modèle de société. Je pense, que nous accumulons et que nous avons besoin de posséder par peur. Peur de ne pas avoir assez, peur d'être abandonné par la société. Sans cette peur l'héritage peut être vu sous un autre angle.

Il n'y a pas de gentils exploités :

De tout temps, ce qui est commun est vécu comme une atteinte aux intérêts du capital. Au 18ème siècle, en Angleterre, en Allemagne et en France, des lois ont été votées sous l'impulsion des capitalistes. Le glanage, et le ramassage du bois ont été interdits. Les pâtures communes ont été vendues pour empêcher ceux qui avaient une vache, une chèvre ou deux moutons de les y faire brouter, ou d'y cueillir de l'herbe pour leurs lapins. Tout ceci, pour rendre plus difficile la vie des plus pauvres ⁽¹⁾, afin de forcer ceux qui habitent à la campagne de partir à la ville pour se vendre dans les grandes fabriques de la fameuse révolution industrielle. Qu'il n'y ait pas assez de travail pour tous n'est pas un problème, le surplus fera du stock pour ce que Marx appelait « l'armée de réserve du capital ». Les nouveaux arrivants s'entassent dans des logements insalubres, et comme ils n'ont rien pour vivre, ils sont obligés de travailler pour ceux-là même qui ont privatisé

et interdit l'usage des biens communs. L'armée de chômeurs fait baisser le « coût » du travail, l'exploitation des femmes et des enfants fait également baisser les salaires des « hommes ». Et oui, le capital n'a pas attendu que des immigrés ou des migrants arrivent pour baisser les salaires. A une époque, les capitalistes faisaient voter des lois contre les « communs » dans chaque pays, aujourd'hui les capitalistes font voter des lois contre les droits du travail et pour la destruction des services publics dans toute l'Europe, et sur toute la planète. Le seul problème auquel les salariés ont à faire face, c'est le capital, les capitalistes et la Grande Bourgeoisie.

Si nos conditions se sont améliorées depuis le 19eme siècle, ce n'est pas que les capitalistes soient devenus plus « gentils », non ce sont les luttes de nos anciens qui ont permis que l'on ait une vie plus facile. Nos exploiters ne deviennent gentils que lorsque le bruit et la fureur de notre mécontentement les poussent à faire des concessions et à devenir gentils. Actuellement la destruction du code du travail et des services publics n'a pas d'autre but que de nous précariser et de nous faire accepter des conditions de travail de plus en plus dégradées et de moins en moins rémunérées. Les services publics, la gestion de notre système de protection et de notre régime de retraite représentent des centaines de milliards d'euros pour les banques et les assurances privées. Elles n'ont aucune intention de passer à côté de ce pactole.

Si le monde idéal n'existe pas, on peut essayer de s'en approcher, pour cela il faut faire l'effort de comprendre et d'analyser objectivement, la situation actuelle, de ne pas se contenter du « prêt à penser » que nous servent les médias. Il est facile de plaisanter sur certains « politiques » parce qu'ils n'ont pas la carrure et que ce qu'ils disent n'est pas possible, à vos yeux, ou de railler les syndicats. Mais qu'avez-vous à proposer ? Vous êtes-vous déjà engagés, avez-vous déjà

participé à ce que vous critiquez ? Ce n'est pas facile de se réunir, de discuter, de réfléchir, de se soutenir, de parler, de ne pas se laisser faire, de construire des luttes, mais ce n'est pas non plus la mer à boire. Critiquer ce que l'on ne connaît pas est facile, mais y participer pour voir vraiment comment ça se passe, à quelles pressions on est soumis, au temps que l'on y passe, est beaucoup moins facile. Les gens qui s'engagent et qui se battent méritent votre respect, malgré les couacs et les échecs. Si l'on avait été moins indifférents au combat des soignants de l'hôpital public, peut-être que nous n'en serions pas là. Nous les avons applaudis de nos balcons pour les remercier de leur engagement pendant les crises sanitaires, mais combien ont été à leurs côtés dans la rue lorsqu'ils demandaient plus de moyens ?

Les biens publics sont notre héritage et si l'on dit que lorsque tout sera privatisé, nous serons privés de tout, ce ne sont pas des paroles en l'air. Battons-nous pour les laisser à nos enfants, à nos petits-enfants, sinon, nous aurons des comptes à leur rendre, et il faudra beaucoup d'imagination pour se trouver des excuses.

Extrait d'un texte de Bakounine ⁽²⁾ de 1865 :

« L'égalité et la justice réclament uniquement : une organisation de la société telle que tout individu humain naissant à la vie y trouve, en tant que cela dépendra non de la nature mais de la société, des moyens égaux pour le développement de son enfance et de son adolescence jusqu'à l'âge de sa virilité, pour son éducation et pour son instruction d'abord, et plus tard pour l'exercice des forces différentes que la nature aura mises en chacun pour le travail. Cette égalité de point de départ, que la justice réclame pour chacun, sera impossible tant qu'existera le droit de succession.

La justice, autant que la dignité humaine exigent que chacun soit uniquement le fils de ses œuvres. Nous repoussons avec indignation le dogme du péché, de la honte et de la responsabilité héréditaires. Par la même conséquence nous devons rejeter l'hérédité fictive de la vertu, des honneurs et des droits, celle de la fortune aussi. L'héritier d'une fortune quelconque n'est plus entièrement le fils de ses œuvres et, sous le rapport du point de départ, il est privilégié.

Abolition du droit d'héritage. Tant que ce droit existera la différence héréditaire des classes, des positions, des fortunes, l'inégalité sociale en un mot et le privilège subsisteront sinon en droit, du moins en fait. Mais l'inégalité de fait, par une loi inhérente à la société, produit toujours l'inégalité des droits : l'inégalité sociale devient nécessairement inégalité politique. Et sans égalité politique, avons-nous dit, point de liberté dans le sens universel, humain, vraiment démocratique de ce mot ; la société restera toujours divisée en deux parts inégales, dont l'une immense, comprenant toute la masse populaire, sera opprimée et exploitée par l'autre. Donc le droit de succession est contraire au triomphe de la liberté, et si la société veut devenir libre, elle doit l'abolir.

Elle doit l'abolir parce que, reposant sur une fiction, ce droit est contraire au principe même de la liberté. Tous les droits individuels, politiques et sociaux, sont attachés à l'individu réel et vivant. Une fois mort il n'y a plus ni volonté fictive d'un individu qui n'est plus et qui, au nom de la mort, opprime les vivants. Si l'individu mort tient à l'exécution de sa volonté, qu'il vienne l'exécuter lui-même s'il le peut, mais il n'a pas le droit d'exiger que la société mette toute sa puissance et son droit au service de sa non-existence.

Le but légitime et sérieux du droit de succession a été toujours d'assurer aux générations à venir les moyens de se développer et de devenir des hommes. Par conséquent, seul le fonds d'éducation et d'instruction publique aura le droit

d'hériter avec l'obligation de pourvoir également à l'entretien, à l'éducation et à l'instruction de tous les enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de la majorité et de leur émancipation complète. De cette manière tous les parents seront également rassurés sur le sort de leurs enfants, et comme l'égalité de tous est une condition fondamentale de la moralité de chacun, et que tout privilège est une source d'immoralité, tous les parents dont l'amour pour leurs enfants est raisonnable aspirent non à leur vanité mais à leur humaine dignité, s'ils avaient même la possibilité de leur laisser un héritage qui les placerait dans une position privilégiée, préférant pour eux le régime de la plus complète égalité.

L'inégalité résultant du droit de succession une fois abolie, restera toujours, quoique considérablement amoindrie, celle qui résultera de la différence des capacités, des forces et de l'énergie productive des individus, différence qui, à son tour, sans jamais disparaître entièrement, s'amoindra toujours de plus en plus sous l'influence d'une éducation et qui d'ailleurs, une fois le droit de succession aboli, ne pèsera jamais sur les générations à venir. »

Posons-nous quand même la question :

Pour le prix Nobel d'économie Herbert Simon ⁽³⁾, la richesse accumulée dans les sociétés occidentales est imputable au moins à 90% au « capital social ». C'est-à-dire ce que la société met à la disposition des individus, ses moyens technologiques, ses instituts de recherche, ses infrastructures de transport, ses musées, ses écoles, ses universités, ses hôpitaux, et tout un ensemble de facteurs, tant et si bien qu'il est difficile, voire impossible, de démêler la part attribuable à son propre mérite de ce qui est mis à disposition par la collectivité. Le milliardaire Warren Buffett a admis que sa fortune a été coconstruite et que c'était la société dans laquelle il vivait qui lui avait permis d'amasser sa fortune.

Dans une interview télévisée en 1995, il jugeait que la société était responsable d'un « très gros pourcentage » de ce qu'il avait produit. Il rendait hommage au sol fertile qui avait fait pousser sa richesse : « *Si vous me parachutez au beau milieu du Bangladesh ou du Pérou, vous verrez ce que ce talent produit sur un sol mal choisi* ». Cette production de richesse est donc réalisée par des facteurs qui sont en grande partie imputables à la société. L'héritage favorise donc un système inégalitaire qui concentre cette richesse sans reverser la juste partie à la collectivité.

L'héritage est contradictoire avec les principes d'une société égalitaire. La conséquence immédiate et concrète de ce système inégalitaire est que les 50% les plus pauvres ne possèdent que 8% du patrimoine total. Au fur et à mesure que le temps passe, que les générations se succèdent, le capital augmente, se concentre, remettant en cause la totalité de notre système. Les inégalités ne peuvent que croître avec toutes les conséquences que cela entraîne : pauvreté, délinquance, injustice, insécurité. Le capitalisme héréditaire n'est ni plus ni moins qu'une transmission de privilèges, comme autrefois les titres de noblesse. Selon le magazine Forbes, 80 % des milliardaires français sont des héritiers ⁽⁴⁾. On est bien loin de la fable des « winners » qui se sont fait tout seul et prennent des risques pour « y arriver » !

Malgré tout, dans nos sociétés modernes, même si cette « tradition » est l'une des plus injustes et des plus inéquitables, elle est très largement admise. Pourtant, elle apparaît injustifiée sur le plan de l'équité. Bien sûr, chacun a envie de laisser « quelque chose » à ses enfants, pas seulement de façon pécuniaire mais aussi sentimental. Donc, l'on pourrait très bien définir un plafond pour l'héritage, de façon à pouvoir léguer un minimum. Les libéraux qui se targuent de « méritocratie », ont bien souvent comme mérite, seulement celui de naître dans la bonne famille. De par sa naissance, on fréquente les bons établissements, on connaît

les bonnes personnes et on décroche un bon emploi. L'héritage social et culturel est lui aussi concentré dans une partie de la société. Votre lieu de naissance et la position sociale de vos parents déterminent dès le départ votre part d'héritage et ce que vous laisserez à vos descendants.

La méritocratie et l'ascenseur social sont balayés par une étude ⁽⁵⁾ qui démontre qu'à Florence, les riches familles du XV^e siècle le sont toujours aujourd'hui. Les contribuables actuels les plus riches étaient déjà au sommet de l'échelle « socio-économique » en 1427. Même au cours des siècles le transfert économique est relativement faible. La classe possédante est solidaire, partage les mêmes intérêts et a conscience de sa supériorité. Elle défend farouchement ses privilèges et son héritage ⁽⁶⁾. Nous, nous sommes divisés, nous nous envions, nous nous méprisons. Nous n'avons aucun relais dans le monde économique, financier ou politique. Alors pourquoi défendre un héritage qui ne fait que perpétuer les inégalités et nous confine à un rôle subalterne de sans grade sans le moindre pouvoir de décision.

« Rien ne me fait douter davantage de la fameuse égalité des chances que l'héritage. » ... Philippe BOUVARD

(1) Lire « les dépossédés » de Daniel Bensaïd. (2) D'origine noble, Mikhaïl Bakounine est un écrivain, révolutionnaire russe, fondateur de l'anarchisme, 1814 – 1876. (3) Herbert Alexander Simon (né le 15 juin 1916 à Milwaukee, Wisconsin, mort le 9 février 2001 à Pittsburgh, Pennsylvanie) est un économiste et sociologue américain ayant reçu le prix dit Nobel d'économie en 1978. Il s'est d'abord intéressé à la psychologie cognitive et la rationalité limitée (Bounded Rationality) qui constitue le cœur de sa pensée. Au niveau économique, ses travaux ont interrogé l'efficacité du fordisme et remis en cause les théories néo-classiques. (4) Ouest France, le 16/05/2021 : « Près de 80 % des milliardaires français sont des héritiers, selon Forbes ». (5) Le Monde, le 20/05/2016 : « A Florence, les riches familles du XV^e siècle le sont toujours ». (6) France TV, le 20/11/2023 : « Cash Investigation : La majorité des milliardaires français sont des héritiers ».

Ecologie, vaste fourre tout

Qu'est-ce que l'on te dit de faire ? De trier tes emballages dans des poubelles de couleurs différentes. D'éviter d'acheter des produits suremballés. De faire du covoiturage, de ne pas gaspiller, de mieux consommer... Qu'est ce qui se passe ? Ce n'est pas toi, mais les entreprises qui produisent des emballages, ce n'est pas toi qui décides de trouver du boulot à 50 km de chez toi. C'est à toi que l'on vend des télévisions, des fours, des frigos ou des téléphones qui seront périmés en quelques années. C'est à toi que l'on vend des fruits et légumes avec trop de pesticides, des produits avec trop de graisse, trop de sucre, trop d'additifs, trop de...

Être écologiste, c'est quoi ?

Être écologiste ce n'est pas seulement trier ses déchets et manger bio, surtout que tout le monde n'a pas les moyens de manger bio. C'est préférer les transports en commun à la voiture, le train à l'avion, le ferroutage au camion. C'est ne pas acheter des produits qui viennent du bout du monde et qui sont produits dans des conditions humaines et environnementales *dégradées*. Être écologiste c'est se rendre compte que le Sud crève de faim pendant que nous, nous crevons de mal bouffe. C'est comprendre que les responsabilités en matière de pollution sont différentes entre ceux qui essaient de survivre, et ceux qui ne pensent qu'à faire du profit coûte que coûte. Être écologique c'est aussi savoir que le téléphone portable que l'on a dans la poche est une catastrophe même s'il contient des applications pour reconnaître les petites fleurs ou savoir quel produit est le moins dangereux pour la planète ... pardon, pour sa santé.

Être écologiste ce n'est pas une posture, c'est un choix de vie et un engagement, non pas pour sauver la planète, qui en a

vu d'autre mais pour permettre à l'humain de vivre dans un environnement sain et lui donner envie de transmettre cet état d'esprit à ses enfants. Être écologiste, c'est moins consommer, être écologiste c'est se battre pour que les objets fabriqués et vendus aient une durée de vie de plusieurs dizaines d'années ... donc être écologique c'est chercher à changer le système, c'est travailler à inventer autre chose.

Être écologiste, ce n'est pas se nourrir local et faire 5000 km pour partir en vacances, alors que celui qui habite à 5000 km fera le contraire pour venir voir une curiosité à côté de chez vous, que vous ne connaissez peut-être pas. Être écologiste c'est préférer acheter ses livres dans une librairie plutôt qu'à la FNAC ou chez Amazon. Être écologiste c'est savoir qu'une maison individuelle n'est pas du tout écologique ; si tout le monde veut une maison individuelle, il va falloir raser les montagnes et combler les lacs et les rivières !

Être écologiste c'est forcément être pour la décroissance ⁽¹⁾, car si vous prenez une moyenne de 2% de croissance annuelle pour un pays donné durant une période de 24 ans, la 25ème année, nous n'aurons pas 2% de croissance, mais 64% de croissance par rapport à la première année. Et cela, uniquement sur un pays. Vous croyez que cela va durer encore longtemps ? certes, la croissance n'est pas seulement *responsable du* prélèvement des matières premières, et bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte, malgré tout, ce prélèvement a bien lieu et de façon toujours croissante. Ces matières premières ne sont pas en quantité illimitée. Quand il n'y en aura plus, que feront les générations futures pour vivre ? Surtout que l'on gaspille une partie de ses ressources pour produire des choses complètement inutiles. Et ne pas dire avec nonchalance : « *oh, de toute façon la technique et la science trouveront bien une solution* ». On ne peut pas se laver les mains de tout !

Être écologiste c'est forcément être anticapitaliste. L'écologie est incompatible avec le capitalisme, tout autre type de raisonnement pour trouver des compromis est de la poudre aux yeux. L'écologie doit également être sociale pour améliorer les conditions de vie des gens, seul quelqu'un qui est libéré du souci matériel, du souci de survie, débarrassé du souci de l'avenir de ses proches peut s'intéresser sincèrement et durablement à l'écologie. Être écologiste c'est être contre la casse des conquêtes sociales et des libertés démocratiques.

Être écologiste, c'est prendre des mesures radicales pour mettre un terme au pillage de la planète et à la pauvreté qui va avec : si l'on considère le droit d'accumuler sans limite la richesse et le pouvoir économique, et de les utiliser sans contrainte, cette liberté s'oppose bien à tout avenir écologique et social. Voir le livre de Hervé Kempf « *Comment les riches détruisent la planète* ».

Être écologiste c'est savoir que, plutôt que de chercher sans cesse des alternatives pour trouver de l'énergie propre, la première des mesures est d'en moins consommer. L'éolien a besoin de tonnes de cuivre et de béton, le carburant vert de milliers d'hectares de terre pour nourrir les voitures au détriment des populations, la voiture électrique a besoin de terre rares et d'énergie pour recharger les batteries ... batteries que l'on ne sait pas recycler.

Être écologiste, c'est savoir que la déforestation, la pression que l'on met sur la nature est une des causes d'émergence de nouvelles maladies. Être écologiste, c'est aussi se battre contre les élevages industriels, pour le bien-être animal. Il faut savoir que les milliers d'animaux entassés côte à côte sont porteurs de virus parasites, et que la culture intensive consomme des engrais et des pesticides que l'on retrouve dans notre assiette.

Être écologiste, c'est être pacifiste, c'est dénoncer le ralliement mortifère des dirigeants d'EELV au bloc impérialiste

de l'UE arrimée à l'OTAN. C'est le minimum syndical que de militer pour la paix, la désescalade et la négociation. Être écologiste, c'est avoir un discours clair sur la « souveraineté européenne », sur « la future armée européenne inféodée à l'OTAN » et sur « l'Etat fédéral européen », autrement dit, un Empire du grand capital piloté par Washington et localement géré par Berlin.

Être écologiste c'est se rendre compte que tout projet écologique doit être entièrement intégré dans un projet économique, un projet politique, l'on ne peut pas dissocier les deux, sinon ce n'est que du saupoudrage électoral. Être écologiste ce n'est pas voter écolo pour se donner bonne conscience et paraître sympa, être écologiste c'est beaucoup plus que ça ... voter pour EEVL ou tout autre parti peint en vert, et qui prétend que l'écologie est compatible avec le capitalisme, ce n'est pas sérieux, c'est s'illusionner de n'avoir rien à se reprocher et se voiler la face pour prétendre ensuite que l'on est de gauche. Si l'on est pour le système capitaliste, on ne peut pas être écologiste, et si l'on est capitaliste on est de droite, faut assumer ! « *Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* », Kenneth Ewart Boulding.

C'est quoi un parti écolo ?

Il paraît que « *Les écologistes sont devenus dominants à gauche d'un point de vue des idées* ». Suite à la tribune du 14 avril 2020, en pleine crise du Coronavirus, à laquelle il a participé, qui appelle à une relance verte en Union Européenne et dans le monde, Yannick Jadot, député européen EELV, appelle à un Grenelle ⁽²⁾ du monde d'après, dans le cadre d'un travail commun avec le gouvernement en place. Julien Bayou, secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts, précise « *Pour que les solutions soient à la hauteur de la gravité de la crise, nous souhaitons que cette réunion ait*

lieu à Matignon, sous la houlette du Premier ministre ». Rappelons que la conclusion de cette tribune était : « *Nous appelons à une alliance mondiale de décideurs politiques, de chefs d'entreprise et de dirigeants financiers, de syndicats, d'ONG, de groupes de réflexion et de parties prenantes à soutenir et à mettre en œuvre la mise en place de paquets d'investissement pour la relance verte et la biodiversité, qui serviront d'accélérateurs de la transition vers la neutralité climatique et des écosystèmes sains. Nous nous engageons à travailler ensemble, à partager nos connaissances, à échanger notre expertise et à créer des synergies pour mettre en place les décisions d'investissements dont nous avons besoin* ». Merveilleuse langue de bois ! Pour EELV, la part de responsabilité dans la crise que nous traversons est à partager entre les actionnaires, les banquiers, les décideurs politiques et ... les salariés. Un appel à l'unité nationale, comme si la responsabilité des banquiers et des actionnaires était la même que celle du salarié, qui dans le système capitaliste ne décide de rien ! Non seulement les écologistes sont loin d'une rupture avec le système, mais ils utilisent les mêmes ficelles que les possédants, pour culpabiliser les pauvres ! C'est la recherche du profit permanent aux détriments des individus et des ressources de la planète qui est la cause principale de tous nos problèmes, les salariés ne sont en rien responsables de ce choix. Ce sont les 10% les plus riches qui sont responsables de la moitié des rejets de gaz à effet de serre ⁽³⁾. On a l'impression qu'EELV essaie de passer sous silence ces évidences, pour ne pas froisser ceux qui pourraient leur faciliter l'accès au pouvoir. Donc, non, les écologistes, comme le PS, ne sont pas de gauche.

Dans un système néolibéral, l'écologie ne peut être que radicale, les écolos devraient être des extrémistes de l'anticapitalisme, les apôtres de la décroissance ! Parce que l'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage ⁽⁴⁾. Paradoxalement, depuis qu'il a rejoint ce parti, José Bové ⁽⁵⁾,

le démonteur de MacDo s'est déradicalisé, et Yannick Jadot et Julien Bayou ont condamné la violence des militants écologistes du siège de Black rock ⁽⁶⁾. EEVL est, à mon avis, un cheval de Troie du capitalisme ⁽⁷⁾, car il ouvre de nouveaux marchés pour le capital, et peut même faire accepter de nouveaux impôts sous couvert de bonne conscience. Comme faux amis, j'ai connu le PS, et ça m'a suffi ! Et puis le vote écolo fait consensus : « *t'a voté quoi ? - j'ai voté écolo - super !* » débat clos, pas besoin de grand engagement ni de grande explication pour justifier son vote.

Quelle écologie ?

« L'Obs » a réuni, pour un grand entretien exclusif, le 17 janvier 2024, l'ingénieur Jean-Marc Jancovici et l'historien des sciences Jean-Baptiste Fressoz pour débattre : « *Le climat est la vraie urgence politique* », « *Que peut-on encore faire pour enrayer le réchauffement climatique ?* » et « *que faut-il attendre de la transition énergétique ?* ». Si ces questions sont importantes et méritent d'être posées, elles révèlent aussi encore une déconnexion entre deux mondes, deux classes, car avec plus de 5 millions de chômeurs, plus de 10 millions de français qui vivent sous le seuil de pauvreté, des français qui galèrent pour manger, se loger, se chauffer ... la vraie urgence politique n'est pas pour eux l'écologie. J'ajouterais une troisième classe, celle des super riches, ces super pollueurs qui de toute façon ne remettront pas en cause leur façon de vivre et pensent qu'avec leur « fric » ils trouveront toujours un moyen pour satisfaire leurs besoins et garder leurs privilèges quelles que soient les évolutions climatiques.

On observe un réel fossé entre les classes populaires et le discours écologique dominant. Ce discours est souvent perçu comme moralisateur, donneur de leçons en rendant le citoyen responsable de façon individuelle de la situation. Il doit trier ses déchets, acheter une voiture moins polluante, une

chaudière plus économique et ne plus prendre l'avion. Ces incantations sont profondément déconnectées des conditions matérielles d'existence concrètes de celui qui n'a pas les moyens de changer de voiture, de changer de chaudière et qui ne prend pas l'avion. Concrètement, les incitations à l'écologisation des modes de vie sont perçues comme hors-sol, en décalage complet avec la vraie vie des citoyens lambda. De même, s'il paraît évident que le pavillon individuel avec jardin « *constitue une impasse écologique, économique et sociale* », comme l'a déclaré un ministre ⁽⁸⁾, ce ne sont pas ces citoyens qui décident de l'aménagement des territoires et délivrent les permis de construire.

Les « écolos » mélangent allègrement les responsabilités sans vraiment établir un niveau de responsabilité. Tous coupables, les classes populaires sont déjà responsables du chômage, du déficit de la sécu, du ... ce n'est pas la peine de leur mettre le dérèglement climatique sur le dos. Diluer les responsabilités fait qu'il est difficile de comprendre ce que dénonce clairement l'écologie en vigueur et quels sont ses ennemis. L'invitation d'intellectuels libéraux comme Gaspard Koenig au meeting de lancement de la campagne des Européennes d'EELV brouille définitivement les pistes.

La rupture est aussi géographique avec une transformation écologique à deux vitesses. Si les grandes villes et métropoles sont gagnées par une vague verte et que l'écologisation des villes se poursuit au moyen de pistes cyclables, de magasins bio et de transports en commun, la France périphérique et rurale voit les services publics de proximité s'éloigner, les grandes surfaces détruire le commerce local et les lignes de chemin de fer se fermer au fur et à mesure. Pour les classes populaires rurales, l'écologie reste souvent une incantation venue des villes et des ministères sans aucun lien direct avec leur quotidien. Afin d'échapper à l'image d'une écologie urbaine, moralisatrice et déconnectée, les propositions et le discours attendant doivent se réancrer au plus proche des

réalités matérielles des classes populaires. Cela implique de partir systématiquement de la question de la satisfaction des besoins fondamentaux : se loger et se chauffer, se nourrir, se déplacer, et se faire plaisir.

Après ces constatations, comment s'étonner que la majorité de ceux qui votent pour EELV font partie des CSP+ ⁽⁹⁾, et qu'il tombe à 1% chez les ouvriers et 4% chez les employés. Il y a comme un problème, et EELV fait partie du problème. C'est un parti électoraliste qui refuse de désigner les vrais responsables, pour ne pas heurter une partie de son électorat, et espère se contenter de surfer sur une vague tout en culpabilisant à charge égale les riches et les pauvres, mais surtout les pauvres, tout en défendant le libéralisme.

Il faut clairement expliquer que la crise écologique est la conséquence directe de la gestion capitaliste et néolibérale de notre système économique, qui génère les crises les unes après les autres. Il faut remettre la question écologique au cœur de la question sociale : c'est bien un unique système économique, le capitalisme néolibéral, qui saccage le travail et la nature, et rend impossible la satisfaction des besoins fondamentaux. Il faut que le discours écologique privilégie systématiquement le concret, le raisonnable et l'intelligible. Il faut désigner clairement ses ennemis, Evo Morales, ancien président de la Bolivie en fait un raccourci parlant : « *Si le climat était une banque, les riches l'auraient déjà sauvé !* »

« Je voudrais aborder la question de la protection de l'environnement de manière plus large, à savoir l'abandon de la pratique de la consommation effrénée et illimitée - la surconsommation - au profit d'une consommation suffisante, judicieuse et raisonnable, lorsque l'on ne vit pas seulement pour aujourd'hui mais que l'on pense aussi à demain » ... Vladimir POUTINE

(1) Comment progresser sans régresser ? Par exemple, développer une sécurité sociale de l'alimentation. Des entreprises seraient conventionnées par les caisses de Sécurité sociale selon des critères favorisant une économie post capitaliste, respectueuse de l'environnement. Des millions de personnes pourraient s'installer en agriculture bio et intégrer des collectifs de travail autogérés. Le progrès technique conditionne le progrès social et écologique, c'est en produisant massivement en agriculture biologique que l'on peut assurer une redistribution qui ne soit pas réservée à une frange favorisée de la population. On ne peut envisager aucune alternative à l'agriculture intensive sans augmenter massivement les forces productives et sans développer les innovations technologiques, ce n'est pas un retour à la traction animale, mais une agriculture extensive et rationnellement réglée. Pour la question énergétique, l'histoire nous montre comment les progrès technologiques diminuent les pollutions associées aux modes de production énergétique. Faire brûler du charbon est plus écologique que de raser une forêt pour brûler du bois. Brûler du gaz rejette moins de gaz à effet de serre que brûler du charbon. Faire de la fusion nucléaire produit moins de déchets radioactifs que de faire de la fission nucléaire. Il est urgent de prendre conscience de nos intérêts de classes, c'est ainsi nous pourrons ensemble proposer de réelles solutions capables de différencier l'utile de l'inutile en ce qui nous concerne nous, l'humanité. D'optimiser la production sans gâchis et développer des solutions technologiques. Car c'est bien par cette voie que nous sortirons de l'impasse où nous jettons ceux qui possèdent les moyens de production nous disent « après nous le déluge ». (2) Le Parisien, « Coronavirus : les Verts appellent à un Grenelle d'après-crise ». Par Jannick Alimi, le 7 avril 2020. (3) Les Echos, le 21/10/2021 : « Ces 5 chiffres qui montrent que les riches polluent plus que les pauvres ». (4) Anti-K, le 15/09/2021 : « Parce que l'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage ». (5) Capital, le 08/08/2019 : « Il y a 20 ans, le démontage du McDonald's de Millau, date clé de l'altermondialisme ». (6) L'info durable. « Jadot condamne « sans hésitation » les dégradations chez BlackRock ». Le 12/02/2020. L'Express, le 11/02/2020 : « Dégradations au siège de BlackRock : Julien Bayou souhaite des « occupations pacifistes ». (7) Frustration, le 28/09/2021 : « Jadot « pragmatique » VS Rousseau « radicale » : stupidité politique d'un récit médiatique ». (8) Reporterre, le 16/02/2022 : « Le rêve français de la « maison avec jardin » détruit les terres agricoles ». (9) Les lettres CSP signifient Catégorie Socio-Professionnelle tandis que le + désigne un niveau de vie supérieur à la moyenne des Français. Les ménages CSP+ appartiennent donc à la classe moyenne supérieure. Dans cette définition entrent toutes les professions du secteur privé qui ont le plus haut taux de revenus. On peut ainsi y retrouver les statuts de cadres, les fonctionnaires de catégorie A, les professions libérales, les professions intellectuelles supérieures ou encore les chefs d'entreprise.

L'Europe, le miroir aux alouettes

Qu'est-ce que l'on te dit : si tu n'as pas d'augmentation c'est la faute à l'Europe. C'est à la demande de l'Europe que l'on détruit les services publics. Qu'en est-il : quand tu demandes une augmentation, tu crois que c'est l'Europe qui interdit à ton patron de te la donner ? Sans l'Europe tu crois que Vinci, Veolia, Eiffage et leurs copains nous laisseraient tranquillement profiter de nos services publics ?

Introduction :

L'Union Européenne, favorise une économie de marché ouverte, où la concurrence « libre et non faussée » met en concurrence directe les salariés, les fonctionnaires ou les agriculteurs français avec leurs homologues espagnols, polonais, roumains, etc., alors que les normes sanitaires, sociales et environnementales sont complètement différentes. Cette Europe strictement capitaliste promeut un marché libéral complètement débridé. Nous avons un marché unique mais 27 règles fiscales et sociales différentes. Dans aucun autre espace économique au monde il y a une telle concurrence. Harmoniser les règles au sein de l'Union Européenne et lutter contre les paradis fiscaux, cela fait partie des réponses qui redonneraient de la confiance dans la capacité des politiques et des citoyens à reprendre la main.

Il faut sortir du piège que nos ennemis et nos faux amis nous tendent régulièrement, et dans lequel nombreux d'entre nous tombent, ne nous trompons pas d'ennemi même si les souffrances et le mal être en font une porte de sortie à moindre frais. Non, notre ennemi n'est pas le chômeur, le paysan, le salarié, le syndicaliste, l'enseignant ou le

fonctionnaire qui subissent le blocage des salaires et les suppressions d'emplois massives depuis plus de trente ans. Pas davantage les travailleurs immigrés jetés sur les routes de l'exil par les guerres impérialistes et par le pillage capitaliste des pays de l'Est et du Sud. Notre ennemi commun est simplement notre système économique marchand, seulement mu par le désir du profit maximal et du dividende, de plus en plus déconnectés de la production matérielle concrète qui est aussi au cœur du quotidien de l'artisan, de l'agriculteur, du petit commerçant, etc. Une coopération entre nations souveraines, sans importations concurrentielles et en fonction des besoins réels de chaque pays, est possible, fondée sur la propriété des grands moyens de production, des ressources naturelles, des avancées scientifiques. Il nous faut reconquérir la souveraineté nationale et populaire au sein d'une Europe coopérative, dans laquelle une production relocalisée et de qualité ne sera plus détruite par la concentration d'un capitalisme financiarisé mortifère.

Construisons une société où l'efficacité économique, l'initiative individuelle, l'intelligence collective, la modernité technologique et une éducation et une santé gratuite pour tous, ne se feront plus pour le profit d'une minorité. Construisons la base du mieux-vivre pour tous, et que le bien-être et le bonheur de la majorité prennent le pas sur les intérêts d'une petite caste.

Alors, en sortir ou pas ?

Les opposants à l'Europe nous disent une chose très juste : *« L'UE c'est la machine de guerre des patrons européens. C'est l'arme d'exploitation massive du capitalisme européen. »*. Entièrement d'accord, mais n'oublions pas que parmi ces patrons il y a nos braves patrons et capitalistes français ! Et que tous, main dans la main, ont travaillé pour la mise en

place de la libre circulation des capitaux, la mise en concurrence des salariés et l'optimisation fiscale !

Alors oui c'est bien l'UE qui organise le dumping social et la mise en concurrence des salariés français avec l'ensemble des travailleurs d'Europe. Oui, c'est bien l'UE qui permet aux entreprises d'embaucher un travailleur ressortissant d'un pays de l'UE qui pourra accepter un salaire moins élevé qu'un travailleur français. Oui, c'est bien l'UE qui exige ⁽¹⁾ qu'il y ait des réformes structurelles permettant de baisser le coût du travail, c'est à dire les salaires, et de détruire le code du travail. Oui, de nombreuses lois « votées » ici ne sont que le résultat de la transposition de directives européennes, qui, elles, sont décidées et établies à Bruxelles par la commission et les lobbys patronaux. Oui, l'UE est une dictature capitaliste qui respecte de moins en moins ce que l'on appelle démocratie, et donne des droits démesurés aux grandes entreprises dans une confusion croissante entre intérêt public et intérêt privé, à laquelle la France et le Medef participent ⁽²⁾ allègrement. Sous prétexte de mondialisation l'on met en concurrence les salariés pour savoir qui acceptera de travailler pour le moindre coût possible, pendant que le grand patronat est en concurrence pour savoir qui gagnera le plus. Sous la pression et la voracité des actionnaires, les coûts de production doivent être compressés à l'infini.

Mais l'Europe n'envoie pas des agents pour mettre un fusil sur la tête de nos braves patrons et capitalistes français pour les obliger à mal payer leurs salariés, à délocaliser des entreprises rentables afin de faire plus de profits, à avoir recours à des contrats précaires et à des méthodes de management destructrices pour la santé de leurs employés. Non, nos braves patrons et capitalistes français s'exécutent d'eux-mêmes, parce que cela correspond à leurs intérêts et à leur idéologie ! Europe ou pas, l'essence même de la grande bourgeoisie française, c'est une lutte de classe à mort contre le peuple, casse des retraites, de la sécu, du temps de

travail... elle se battra dans l'Europe ou à l'intérieur de nos frontières, la sortie de l'Europe ne nous empêchera en aucun cas d'être obligés d'en découdre avec elle ! La lutte des classes en France et ailleurs s'est faite bien avant l'avènement de l'UE ! L'UE n'est rien de plus que le nouvel étage supérieur de l'Etat commandé par les intérêts communs des bourgeoisies européennes, françaises incluses.

Est-ce que les pays qui ne font pas partie de l'UE vont tous bien ? Pour améliorer les conditions de vie des classes populaires il a fallu 150 ans de lutte acharnée contre la bourgeoisie française, et non pas contre l'UE. Dans les colonies, les « indigènes » ne devaient pas leur sort à l'intransigeance de l'Europe, mais bien à la voracité de quelques-uns. Avec le Brexit, la bourgeoisie anglaise ne pouvant plus se cacher derrière l'Europe, va peut-être lâcher quelques brides, mais au final, ce sont les classes populaires qui payeront ce qu'il y a à payer. Lisez les livres de Jack London sur les conditions de vie des ouvriers anglais au temps de la grande industrie, et vous verrez qu'ici comme là-bas, la Grande Bourgeoisie n'a pas besoin de l'Europe pour nous asservir.

S'engager dans une procédure pour sortir de l'Europe nous prendrait du temps et de l'énergie, jouons notre propre partition. Nous ne sommes pas la Grèce, qui s'est faite laminée par l'UE alors qu'elle aurait dû être aidée, la fraternité européenne c'est du vent, seuls les intérêts comptent. La France est la deuxième puissance économique de la zone euro, nous sommes un contributeur net, c'est-à-dire que nous versons à l'Europe plus que les subventions qu'elle nous donne. Si nous ne respectons pas les traités, l'UE serait obligée de discuter avec nous ou de nous exclure, ce qui dans ce cas signifierait la fin de l'UE. Donc l'UE se devra d'accepter des sorties unilatérales de certains traités. Et si nos transformations sociales sont positives cela pourrait devenir contagieux pour d'autres pays européens, car malgré le

discours officiel dans chaque pays le mécontentement gronde et gagne du terrain ! le Covid-19 a également démontré que pendant la pandémie, l'UE n'a rien proposé, ça a été du chacun pour soi. Il n'y a eu aucune fraternité et les frontières ont même été fermées. Au sortir de cette crise, le monde après covid est pire que le monde avant covid.

Sortir de l'Europe sans sortir du capitalisme, sortir des griffes du capitalisme européen pour tomber dans les griffes de nos bons capitalistes français, non merci. Sortir de l'euro sans sortir du capitalisme c'est encore un slogan de droite pour éviter que les salariés s'en prennent au système en place, pour leur faire croire que le simple fait de sortir de l'Europe serait le miracle pour obtenir miraculeusement des augmentations de salaires et des droits sociaux nouveaux, Comme si les décisions du gouvernement, et celles de Bruxelles, n'étaient pas prises en fonction des besoins et des seules exigences du patronat, et le patronat ne connaît pas de frontières !

« Alors oui, sortir de l'UE, sortir de l'OTAN, sortir du capitalisme, ces trois conditions sont indissociables, sinon ce n'est que de la gesticulation »

Souverainistes ou internationalistes ?

Face aux ravages de la mondialisation et de la construction européenne capitaliste, les réponses nationalistes et chauvines de repli sur soi reprennent du poil de la bête. Je suis persuadé qu'une solution strictement souverainiste, appliquée dans le cadre du système capitaliste, n'apporterait aucune solution à la crise que nous traversons. Rappelons-nous la décision d'augmenter les droits de douane qui avait été choisie pendant la grande crise des années 1930. Ce remède ⁽³⁾ a débouché sur une guerre des tarifs douaniers, préparant et annonçant... la guerre tout court, même si

maintenant elle ne se fait pas obligatoirement au son du canon. Je pense qu'une des solutions serait de remettre en cause les profits, le pouvoir et la propriété des grands groupes capitalistes en commençant, chez nous, par ceux d'origine française, qui sont les principaux acteurs de cette mondialisation antisociale et antiécologique. Je crois aussi que nous devrions seulement commercer avec des pays qui respectent des critères sociaux, écologiques et de coopération entre les peuples. J'estime que c'est ce genre de mesures qui entrainera à la longue un mouvement naturel de relocalisation des activités économiques et agricoles. Evidemment, pour cela, il faut se débarrasser du système capitalisme et de son credo : le profit à tout prix. Mais pour y arriver l'unique solution est une immense mobilisation de masse, qui passe par la prise de conscience du plus grand nombre.

Les frontières nationales n'ont jamais protégé les travailleurs et les classes populaires de quoi que ce soit, elles sont constamment soumises aux intérêts des classes capitalistes et de la Grande Bourgeoisie. C'est une lutte incessante entre les intérêts des travailleurs et des peuples contre la dictature des marchés. Construire l'unité du monde du travail pour son émancipation, c'est faire vivre la solidarité par-delà les frontières ⁽⁴⁾, c'est construire un monde du travail souverain en le libérant de la dictature du capital et préserver la paix dans le monde. Engels disait : « *abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est abolir l'exploitation d'une nation par une autre nation* ». Je suis donc internationaliste !

Nous sommes dans un monde où l'argent et les marchandises circulent librement et où les frontières séparent les hommes, donc oui, il faut rétablir des règles de contrôle pour les flux financiers et les marchandises qui viennent de pays ne respectant pas des critères sociaux et écologiques ; donc de ce point de vue je suis souverainiste. Dans le cas de l'Europe, je suis convaincu qu'un pays comme la France, indispensable à la structure européenne, peut à l'intérieur de ses frontières,

changer les règles du jeu, avec une volonté populaire forte, pour ensuite donner un signal fort aux peuples européens. Oui, on ne peut pas attendre pour changer l'Europe que tout le monde soit prêt, donc comme lors de la révolution de 1789 ⁽⁵⁾, un changement radical du système politique et économique en France aurait des répercussions internationales certaines, même si la position de la France dans le monde n'est pas celle du XVIIIème siècle.

Donc oui, je suis sous certains aspects les deux faces d'une même pièce : souverainiste et internationaliste. Définissons clairement ces concepts sans s'écharper ! Je suis peut-être naïf, mais je pense qu'il existe un espace pour faire cohabiter ces deux concepts. Je vous donne matière à réflexion avec cette citation de Romain Gary : « *Le patriotisme c'est l'amour des siens. Le nationalisme c'est la haine des autres.* »

Une Europe à inventer :

Pour créer une véritable Europe, il faut la faire reposer sur un socle populaire. Jusqu'à maintenant, l'Europe s'est construite contre les peuples et sans eux. C'est un projet des classes dirigeantes élaboré avec la complicité des différents partis politiques au pouvoir pour faciliter la libre circulation de la finance et des capitaux

La « construction européenne » a abouti à un redoutable dumping social et fiscal, et les directives de la Commission Européenne sont exclusivement dirigées contre les services publics et les acquis sociaux. Le constat s'impose : la construction de l'UE, depuis 35 ans, s'ajuste parfaitement à la mondialisation néolibérale et aux reculs sociaux qui l'ont rythmée. Chaque élément de cette construction a été réalisé en fonction des exigences capitalistes et de rien d'autre. Dernièrement, Martin Schirdewan, coprésident de la Gauche Unitaire Européenne, révélait : « *À 63 reprises entre 2011 et*

2018, la Commission Européenne a recommandé aux États membres de l'UE de privatiser certains pans du secteur de la santé ou de réduire les dépenses publiques en matière de santé. Ces recommandations ont visé quasiment tous les États, qui ont en général obtempéré. ». Entre 1980 et 2019, le taux de l'impôt sur les sociétés en Europe a ainsi été divisé par deux, de 50% à 25%, quand la TVA, qui pèse sur les consommateurs sans considération de redistribution, grimpait de 4 points, de 17,5% à 21,5% en moyenne. Mais, ce sont les États membres qui ont mené et appliqué les politiques d'austérité. Il faut demander des comptes aussi aux gouvernements nationaux.

Ce qui s'est passé en Grèce, après la crise financière de 2008, atteste de la fracture Nord/Sud au sein de l'Europe. Opposer les pays du Nord, responsables et bons gestionnaires, aux pays du Sud, là où vivent les fainéants et les paresseux du continent : Grèce, Espagne, Portugal, Italie, c'est la meilleure façon de faire ressurgir et encourager les replis nationalistes. La construction de l'Europe devrait être fondée sur la solidarité et les échanges avec les pays émergents, dans le respect des langues, des cultures et des traditions. Malheureusement, l'Europe a été bâtie aux seules fins de profits, je crois que personne ne peut le nier. Non seulement elle a laissé sombrer la Grèce en lui maintenant la tête sous l'eau, mais au printemps 2020, c'est la Chine qui a envoyé, des équipes médicales et du matériel pour aider l'Italie ! Cuba tant décriée par nos gouvernants et leurs médias, a également fait preuve d'une solidarité exemplaire... Elle est où l'Europe ?

L'Europe sera une vraie Europe, quand elle sera l'Europe des peuples, et non celle de la finance et du libéralisme. Au final le seul véritable ennemi, c'est le système d'exploitation et d'oppression, c'est le capitalisme. Nous avons une classe européenne qui s'est enrichie comme jamais au cours de ces dernières années, soutient des régimes corrompus, votent des

lois pour défendre les intérêts de leurs amis, une classe qui est solidaire pour elle, pendant que nous, nous n'arrivons pas à structurer et à coordonner nos résistances. Nous acceptons toutes les régressions et la stigmatisation de certains pays uniquement parce que, pour le moment, nous pensons que cela ne nous concerne pas directement ou peut-être croyons-nous qu'il n'y ait pas d'autre alternative ...

La France doit être le fer de lance de la résistance, montrer la voie à suivre et encourager les mouvements de résistance des peuples des autres pays de l'UE, pour une révolution à l'échelle européenne. Il faut une Europe dont le but n'est pas de payer les dettes publiques pour enrichir encore les riches mais de les répudier. Une Europe qui ne se propose pas de sauver les banques mais de les saisir et les socialiser, comme il faut développer et socialiser les services et les biens indispensables aux populations : énergie, transports, logement, éducation, santé, avec un grand pôle public du médicament, ... etc. En bref, ce n'est pas de l'Europe qu'il faut sortir, mais du capitalisme. Les européens ont un avenir commun, il faut l'aider à se construire. Peut-être faut-il tout détruire pour reconstruire en plus solide, en plus social, en plus humain, en définissant un nouveau contrat et de nouvelles bases, mais sortir de l'Europe pour se retrouver avec les mêmes problèmes à l'intérieur de notre propre pays, exploités par les mêmes personnes, ça n'a aucun intérêt !

Sortir de la soumission américaine :

Les événements en Ukraine ont rapproché l'UE de l'Otan, et donc des USA. Les États-Unis poussent depuis longtemps leurs alliés européens à allouer davantage de fonds à la défense, et à renforcer les infrastructures nécessaires pour un déploiement rapide des forces armées à travers le continent. Ajoutons à cela que l'attentat opportun contre le Nord Stream 2, privant l'Europe de gaz russe abondant et bon marché, a

jeté un peu plus davantage l'Europe dans les bras de l'Amérique. Ce procédé ne date pas d'hier, avec la création des programmes « Young leaders » depuis le milieu des années 1970. Ces programmes sélectionnent et promeuvent des jeunes, atlantistes, libéraux, sensibles aux valeurs américaines, issus de la politique, de la finance, ou de la presse, et pressentis pour occuper des postes clefs dans leurs pays. Voici quelques Young leaders français ⁽⁶⁾ : Emmanuel Macron, Najat Vallaud-Belkacem, Valérie Pécresse, Jean-Marie Colombani, Christine Ockrent, Alain Minc, Alain Juppé ou François Hollande. Comme il existe les « Young leaders français », il existe les « Young leaders européens » et aussi « globaux », où l'on retrouve également des personnages du showbiz et du sport ⁽⁷⁾.

Au nom de « *la démocratie et la liberté* », mots creux que l'on nous sert à toutes les sauces, et dont beaucoup auraient du mal à donner une définition, les États-Unis imposent toujours plus leur domination sur l'Europe. Adieu politique étrangère indépendante, adieu défense européenne. Macron parle sans cesse de « *France forte dans une Europe souveraine* », mais seuls les aveugles peuvent encore nier qu'il s'agit en réalité d'une France moribonde dans une Europe américanisée sous la houlette de Washington. Ursula von der Leyen, après s'être autoproclamée générale en chef de l'UE, tient des propos chargés de haine pour mener la guerre contre la Chine et la Russie sous la bannière de l'OTAN. Quel sont les intérêts de l'Europe dans ces conflits ? Aucun...

L'Alliance atlantique a toujours été sous domination américaine, et plus encore son organisation logistique, les commandements militaires opérationnels sont toujours américains, et le secrétariat politique est laissé aux alliés européens, qui recitent avec obéissance et soumission le discours de l'oncle Sam. Les grandes opérations et les stratégies sont décidées par les américains, ils ne sont jamais sérieusement discutés avec les pays membres. Par contre, les

différents canaux de l'Otan ont toujours servi à faire la promotion des armes américaines. La fin de la guerre en Ukraine sera décidée par les américains et les russes, les européens n'auront pas leur mot à dire. Quant aux ukrainiens et leurs centaines de milliers de morts, ils s'apercevront qu'ils ont simplement été utilisés comme des marionnettes jetables dans un grand jeu géopolitique, et dont les européens sont les pantins. En attendant, sur ordre de Washington, l'UE continue à déverser des milliards pour alimenter le conflit. Pour faire la guerre, on trouve toujours de l'argent magique !

La crise énergétique, provoquée par la destruction du Nord Stream 2, a considérablement creusé l'écart de compétitivité entre l'Europe et les Etats-Unis. Les nuages s'amoncellent au-dessus de l'économie européenne. Les Etats-Unis, eux, prennent des mesures protectionnistes, le 16 août 2022 ils votent : l'Inflation Reduction Act (IRA). Cette loi prévoit des moyens massifs pour le développement de technologies d'avenir, des aides aux industries vertes, aux secteurs énergétiques et à la voiture électrique. Pour les entreprises du vieux continent il y aura de fait un problème d'accès au marché US. Par exemple, les aides et crédit d'impôt aux véhicules électriques seront exclusivement réservés aux véhicules américains, les produits européens en seront exclus. De même, les aides offertes par les États-Unis aux industries européennes pour délocaliser chez eux préoccupent les européens. Face aux positions commerciales défensives de l'administration Biden, les responsables européens s'inquiètent. Je ne puis croire que notre clique de dirigeants soit aussi naïve. Mitterrand, qui pourtant était un atlantiste convaincu, et qui n'avait pas été surpris d'avoir été mis sur écoute par la NSA, avait fait une observation intéressante : *« La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort. Oui, ils sont très*

durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde ». Donc, les dirigeants européens savent que les américains les espionnent et se servent d'eux, et malgré tout, ils continuent docilement à être de serviles et obséquieux subordonnés. Il y a sûrement quelques personnes qui en tirent des bénéfices. La soumission, parfois jusqu'à l'humiliation, doit bien avoir un prix !

Géopolitique du gaz et servilité européenne :

Depuis la destruction du Nord Stream I et II, sur ordre des USA, l'approvisionnement en gaz de l'Europe va repartir par le Sud en passant par la Turquie qui va devenir le nouveau carrefour de distribution du gaz par oléoduc en Europe. Mais l'objectif primordial pour les ricains était surtout de découpler définitivement l'Allemagne de la Russie.

On vit dans un monde étrange. L'Ukraine continue à fournir du gaz à la Hongrie, à la Slovaquie, et à l'Autriche via un gazoduc qui traverse ses territoires depuis la Russie, et la Russie continue à lui payer des frais de passage. La France dont le ministre B. Lemaire avait dit qu'il allait mettre l'économie russe à genoux en 15 jours, achète de plus en plus de gaz russe ⁽⁸⁾, suite à la diminution de livraison des USA. Les livraisons de gaz russe vers la France ont augmenté de 41% en 2023 ⁽⁹⁾. A ce rythme, la Russie pourrait devenir le premier fournisseur de GNL vers la France. C'est autant que via le défunt Nord Stream 2 ⁽¹⁰⁾, mais quatre fois plus cher ! Au point de vue, analyse, prévision, diplomatie et intelligence, jamais la France n'avait connu un tel désastre de la part de ses gouvernants !

Dans le même temps, la Turquie a proposé de fournir du gaz à l'Union Européenne en utilisant le gazoduc qui passe par les Balkans, mais en mode inversé. C'est-à-dire que le gaz venant d'Ukraine jusqu'aux Balkans, et qui desservait divers pays européens jusqu'en Turquie serait finalement livré par la

Turquie. Il est à peu près certain que ce gazoduc par lequel le gaz russe, et auparavant soviétique, était acheminé jusqu'en Turquie via l'Ukraine ne sera plus alimenté par la Russie dans un avenir proche. Les russes ont proposé aux turques de devenir un « hub gazier » c'est-à-dire une plateforme d'approvisionnement et d'acheminement de gaz. Rapidement, le volume pourrait atteindre 11 millions de mètres cubes par jour. La Turquie est ravitaillée en gaz par le Turkish Stream et le Blue Stream passant par la mer Noire, ces deux gazoducs sont approvisionnés uniquement par la Russie. Mais la Turquie peut aussi compter sur du gaz qui vient d'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan, pays avec lequel les européens ont signé un contrat d'appro en gaz en juillet 2022, est ravitaillé en partie par les russes car leur production en gaz ne suffit pas... un monde de fou ! Confirmation que les sanctions contre la Russie ne lui nuisent pas mais nuisent à l'Europe...

Par conséquent, la Grèce va recevoir le gros du paquet en gaz provenant de la Turquie, dont elle doit se rapprocher malgré ses différends historiques. Depuis la Grèce cela remonte par l'Italie, qui va redistribuer le gaz à l'Autriche, qui redistribuera à l'Allemagne, les travaux de raccordement sont en cours. De plus, l'Italie a de très bonnes relations diplomatiques avec l'Algérie pour son appro en gaz. Par conséquent, l'Italie devient elle aussi un nouveau carrefour gazier en Europe, au détriment de l'Allemagne qui va dépendre d'elle à présent. La redistribution énergétique en Europe est ainsi effectuée, toujours sous le contrôle des USA, c'est le Sud de l'Europe qui va avoir dorénavant le plus d'influence à présent au niveau énergétique. L'appoint sera fait par le gaz de la mer du Nord. Le cauchemar des Etats-Unis était un grand rapprochement entre l'Allemagne et la Russie : mission accomplie, la rupture entre les deux pays est quasi définitive.

La question européenne étant réglée, les USA vont pouvoir se focaliser sur le Caucase et manœuvrer pour faire rentrer

l'Arménie sous leur sphère d'influence via l'UE et l'Otan. La Géorgie, le Kazakhstan et les autres anciens pays satellites de l'URSS d'Asie Centrale vont à leur tour subir une alternance de promesses et de menaces de la part de Washington, afin d'essayer d'isoler et d'affaiblir la Russie. Dans ce jeu de dupes, l'alignement de l'Europe sur les intérêts américains est le résultat d'une servilité des plus abjecte, et la perte totale de ce qui lui restait de souveraineté.

« La meilleure chose qui puisse arriver à l'Europe c'est la disparition des Etats-Unis » ... Emmanuel TODD

(1) RT France, le 10/06/2019 : « Recommandations de la Commission européenne : l'UE surveille les politiques nationales », et « Le droit de l'UE prime sur le droit national : la Commission européenne fulmine contre Varsovie », publié le 08/10/2021. (2) Observatoire des multinationales, le 12/10/2021 : « Une présidence française de l'UE au service des grandes entreprises ». (3) Archives.lesechos.fr, le 01/04/2009 : « 1929 chacun pour soi et... la guerre pour tous 1933 ». (4) L'Humanité, le 07/02/2019 : « Nicolas Delalande. « L'histoire des solidarités ouvrières est une ressource pour les combats à venir ». (5) Voir la série de vidéos « La révolution française d'Henri Guillemin » sur les crises.fr. (6) Le monde diplomatique, novembre 2016 page 28 : « Des missionnaires aux mercenaires ». (7) France soir, le 19/05/2023 : « Les Young Global Leader, l'organisation du WEF pour "infiltrer" les gouvernements ». (8) Les Echos, le 12/04/2024 : « Gaz russe : la France championne d'Europe des importations malgré la guerre en Ukraine ». (9) La Tribune, le 31/10/2023 : « La France championne d'Europe de l'importation de gaz naturel liquéfié, y compris russe ». (10) La Tribune, le 07/02/2024 : « Sabotage de Nord Stream : la Suède met fin à son enquête sans savoir qui est coupable ».

Dangereuse Amérique !

On ne t'a jamais dit qu'en Amérique l'on peut faire fortune facilement ? Si ! Alors, qu'est-ce que tu fais encore là ?

Etat des lieux :

Depuis 1945, toutes les guerres dans lesquelles les Etats Unis sont impliqués ont lieu à leur initiative, et pratiquement sans interruption ⁽¹⁾. Lorsque la menace soviétique a disparu, l'URSS n'existant plus, les USA se sont trouvés un nouvel ennemi largement fantasmagorique : l'islamo-terrorisme, ou ce qu'il dénomme comme tel. L'Amérique se croit investie d'une mission divine, elle se drape derrière les mots de liberté et de justice, qu'elle bafoue tous les jours. L'Amérique s'invente sans cesse de nouveaux ennemis pour prouver qu'elle est indispensable. C'est une nation qui est persuadée que son système économique et politique est le meilleur au monde. Elle est accrochée à son mode de vie comme Harpagon à sa cassette, même si pour cela il faut détruire la moitié de la planète et ses habitants. Quand on énumère les points de tension sur le globe, nombreux ont un dénominateur commun : Corée du Nord/USA, Iran/USA, Venezuela/USA, Chine/USA, Russie/USA, Cuba/USA, Syrie/USA, Irak/USA... Cherchez l'erreur, on retrouve les USA dans tous les points chauds de la planète, même sur des zones à 20 000km de chez eux, même avec des pays où au premier abord on ne voit pas l'intérêt.

Les Etats-Unis sont une puissance excentrée, et leur principal cauchemar, c'est de voir se rapprocher l'Europe avec l'Asie dans une grande coopération économique. Le pivot entre l'Europe et l'Asie, notamment la Chine, c'est la Russie, qui regorge de matières premières, et refuse de s'aligner sur la politique de Washington. Les Etats-Unis ont peur d'un arrimage Allemagne-Russie : puissance industrielle et

ressources naturelles russes en grandes quantités. Cette idée fixe ne date pas d'hier. Le développement de l'Otan et la rhétorique de la menace russe vont dans ce sens. Déjà, Woodrow Wilson, vingt-huitième président des États-Unis de 1913 à 1921, rêvait de diviser la Russie en vingt régions et de les « privatiser » morceau par morceau. Depuis, affaiblir et diviser la Russie est devenue une phobie. L'obsession russophobe des États-Unis se traduit par une pression diplomatique, des sanctions économiques et militaires avec l'installation d'un nombre disproportionné de bases de l'Otan et d'exercices militaires à proximité des frontières russes ⁽⁴²⁾. Et ce qui devait arriver, arriva, le 24 février 2022, la Russie lance une opération militaire spéciale contre l'Ukraine.

Si les USA arrêtaient leur politique belliqueuse et consacraient leur budget militaire, plus de 880 milliards de dollars ⁽²⁾ chaque année, au bien être de sa population, il n'y aurait sûrement pas 40 millions de pauvres ⁽³⁾, les emplois seraient bien payés, la santé et l'éducation pourraient être de qualité et gratuites pour tous ... mais c'est loin d'être le cas. Le rêve américain est bel et bien mort ! Et ce ne sont ni la Russie, ni la Chine qui sont responsables des problèmes économiques des États-Unis, de la dégradation des infrastructures et du délabrement du système d'éducation ou de santé publique, mais l'appétit insatiable des oligarques de l'establishment qui dirigent le pays. A ce propos, voici une réflexion de Thomas M. Engelhardt, écrivain et éditeur américain : « *La question que les Américains pensent rarement à poser est la suivante : Que se passerait-il si les États-Unis commençaient à démanteler leur empire de bases, à réaffecter une grande partie de l'argent militarisé des contribuables à nos besoins domestiques, à abandonner l'orientation de ce pays vers la guerre permanente et à renoncer au Pentagone comme notre église sainte ? Et si, même brièvement, les guerres, les conflits, les complots, les meurtres, les assassinats par drones, tout cela s'arrêtait ? À quoi ressemblerait réellement*

notre monde si vous déclariez simplement la paix et rentriez chez vous ?». Voilà, également, ce qu'en disait William Blum, écrivain et journaliste américain, mort en 2018 : « Si j'étais le président, je pourrais arrêter le terrorisme contre les Etats-Unis en quelques jours. Définitivement. D'abord je demanderais pardon – très publiquement et très sincèrement – à toutes les veuves et orphelins, les victimes de tortures et les pauvres, et les millions et millions d'autres victimes de l'Impérialisme Américain. Puis j'annoncerais la fin des interventions des Etats-Unis à travers le monde et j'informerai Israël qu'il n'est plus le 51ème Etat de l'Union mais – bizarrement – un pays étranger. Je réduirais alors le budget militaire d'au moins 90% et consacrerai les économies réalisées à indemniser nos victimes et à réparer les dégâts provoqués par nos bombardements. Il y aurait suffisamment d'argent. Savez-vous à combien s'élève le budget militaire pour une année ? Une seule année. A plus de 20.000 dollars par heure depuis la naissance de Jésus Christ. Voilà ce que je ferais au cours de mes trois premiers jours à la Maison Blanche. Le quatrième jour, je serais assassiné. » ...

Le visage de l'Amérique :

Tout le monde a oublié que les USA ont été bâti sur un génocide et sur l'esclavage... et que ce n'est pas si vieux !

Les USA ont horreur du droit international, ils ne supportent pas devoir rendre des comptes. Pour eux le monde doit être basé sur des règles, leurs règles ! les lois extraterritoriales américaines ⁽⁴⁰⁾ permettent de sanctionner toute entreprise étrangère pour des délits effectués n'importe où dans le monde, dès lors qu'une seule parmi plusieurs conditions est avérée : des transactions en dollars ; des échanges d'e-mails ou l'hébergement de données sur des serveurs basés aux États-Unis ; la présence d'une filiale dans ce pays ; y être coté sur un marché financier... Le champ est donc très large. Les

États-Unis entretiennent une liste de « rogue countries », littéralement pays voyous, sans scrupules, et nomment à leur seule initiative les pays à sanctionner en raison de diverses activités illégales ou illicites : terrorisme ou abritant des entités et organisations suspectes et/ou dangereuses, trafic de drogues, cybercriminalité, interférences électorales, non-respect des droits de l'homme... Toute personne, société ou pays commerçant avec ces « parias » peut être mise à l'index et interdite de tout business aux et avec les USA. Pas besoin de preuve concrète pour faire partie des « rogue countries », la parole « divine » des Etats-Unis fait loi. L'inclusion arbitraire de pays dans la liste de prétendus sponsors du terrorisme, liste que les maîtres du monde ont créée et mettent à jour selon leur bon vouloir, entraîne de graves conséquences pour les nominés. Pour sanctionner, intervenir ou bombarder un pays « paria », nul besoin de déclaration de guerre ou de l'approbation de l'ONU... signalons au passage que les USA occupent illégalement des territoires (pas selon les règles américaines évidemment) dans au moins trois pays : la Syrie, l'Irak et Cuba.

Les USA comptent plus de prisonniers que l'URSS n'en a jamais comptés, même au pic du Goulag au sortir de la seconde guerre mondiale. L'un des plus anciens prisonniers politiques est un militant amérindien incarcéré depuis 1976, son nom : Léonard Peltier, on peut ajouter Mumia Abu-Jamal, Alex saab, Veronza Bowers, Joy Powell ou Julian Assange ⁽⁴⁴⁾. À Guantánamo ⁽³⁷⁾, il y a encore quelques dizaines de personnes maintenues en détention pour une période indéterminée, la majorité sans inculpation, et la plupart a été torturée par le gouvernement américain. Aucun n'a bénéficié d'un procès équitable. La face cachée est que le travail forcé dans les prisons ⁽³⁶⁾ alimente les chaînes d'approvisionnement d'un large éventail d'entreprises agroalimentaires, allant des petites marques locales et des restaurants aux principaux conglomérats tels que Tyson, Coca-Cola et Kroger.

Les Etats Unis ne sont plus respectés que par la minorité occidentale. Le reste du monde ne les admire plus, et si on les craint c'est négativement parce qu'on a compris que la folie de Washington peut mener à n'importe quelle aventure. La diplomatie américaine est principalement basée sur des menaces, leur leadership s'érode et ils ne le supportent pas. La politique étrangère américaine, son armée, ses banques et ses juridictions abusives défendent le niveau de vie des Etats Unis et la fortune astronomique de ses milliardaires. Personne ne peut menacer la sécurité des Etats Unis, mais la sécurité de ses droit de prélèvement sur la richesse et les ressources mondiales, elle est menacée. La période est dangereuse car nous sortons de la rationalité, les USA vivent dans un monde qu'ils ont construit dans leur esprit, mais il n'existe pas.

Obama, Trump, Biden :

Après la période Bush, Obama a été élu, dans une liesse internationale. On allait voir ce qu'on allait voir ! Et on a vu, guerres, exécutions sans jugement par des drones de « présumés » terroristes, coups d'état en Ukraine ⁽⁴¹⁾, détention de prisonniers à Guantanamo sans preuve ; la police a continué à tirer sur les noirs comme des chasseurs sur des lapins, les riches ont continué à s'enrichir et les files de pauvres à la soupe populaire n'ont pas diminué. Moins de 12 jours après sa prise de fonction, Obama a été nommé pour le prix Nobel de la paix. Peu après avoir reçu le prix Nobel de la paix, Obama annonçait qu'il triplait l'effectif des troupes américaines en Afghanistan. Le Nobel de la paix a servi à le mettre à l'abri des critiques, alors qu'il procédait au bombardement de sept nations différentes au long de sa présidence : la Syrie, l'Irak, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen et la Somalie. L'administration Obama a vigoureusement combattu une enquête du Sénat sur les abus de torture du gouvernement Bush. Les attaques de drones ont

été décuplées sous la présidence Obama, et il choisissait personnellement qui serait exécuté durant les réunions hebdomadaires du « mardi de la terreur ⁽⁴⁾ », comprenant des présentations PowerPoint montrant les cibles potentielles.

Ah oui, j'oubliais, il y a eu l'Obamacare, c'est-à-dire que l'Etat a aidé financièrement des gens pour qu'ils s'assurent auprès d'assurances privées, oui, vous avez bien lu, assurances privées. Quiconque se trouve sans assurance maladie procurée par l'employeur, et sans Medicare ou Medicaid, est obligé de contracter une assurance au privé, sous peine d'une pénalité d'impôt. S'appuyant sur Obamacare, un nombre croissant d'employeurs augmentent les quotes-parts et les franchises ⁽⁵⁾, pendant que d'autres transfèrent leurs employés vers des marchés individuels. Des assureurs pensant que l'afflux de « pauvres » verrait le nombre de maladies, et donc de remboursement, s'envoler, ont augmenté leurs franchises, au grand dam de ceux qui étaient déjà assurés. D'autres assureurs ont préféré se retirer du marché de l'Obamacare. On est bien loin de « la sécurité sociale » ⁽⁶⁾ dont certains médias nous parlaient. Même avec l'Obamacare on estime à 25 millions le nombre d'américains sans couverture sociale.

Lorsque Trump a été élu, j'ai eu quelques espoirs pour la situation internationale, Hillary Clinton m'apparaissait comme une va-t'en guerre, tandis que Trump disait qu'il allait recentrer sa politique sur les Etats-Unis, c'était alléchant, j'y ai cru. J'avais oublié que Trump est un politique et donc ne dit pas forcément la vérité. J'avais aussi sous-estimé le complexe militaro-industriel (contre lequel Eisenhower avait pourtant mis en garde les américains lors de son célèbre discours d'adieu) et négligé l'influence et l'omniprésence du complexe de surveillance CIA, FBI, NSA. Sans oublier le nombre de milliardaires élus dans les différentes instances gouvernementales qui défendent âprement leurs intérêts. Personne ne peut gagner face à l'establishment économique, l'establishment médiatique et l'establishment politique. Le vrai

pouvoir n'est pas à la Maison Blanche. J'ai été naïf, je me suis fait avoir ... faut dire que de toute façon je n'avais pas voté ! Mais malgré tous ces défauts Trump est un des rares présidents à ne pas avoir déclenché une nouvelle guerre, malgré ses tentatives de coup d'état au Venezuela ou en Bolivie. Cependant, bien que la CIA ne communique plus sur le nombre de frappes par drones ⁽⁷⁾, celle-ci ont considérablement augmenté sous l'administration Trump par rapport à l'administration Obama. Malgré ses sorties médiatiques parfois caricaturales, Trump n'a au final pas été très différent, sur le plan politique, des autres présidents américains. Le mercredi 20 janvier 2021, dans une capitale transformée en camp retranché, après l'assaut meurtrier du Capitole ⁽⁸⁾ le 6 janvier, Joe Biden, main sur la bible, prête serment et devient le 46ème président américain ⁽⁹⁾.

Jo Biden représente la poursuite de la stratégie belliqueuse de la guerre froide suivie par toutes les administrations républicaines et démocrates après la Seconde Guerre mondiale. N'oublions pas qu'il a été vice-président sous Obama et a contribué à façonner certaines des politiques les plus militaristes de son administration. C'est un vieux routier de la politique, il a soutenu toutes les guerres américaines, et il a même été plus hostile que Trump envers la Russie, et tout aussi hostile envers la Chine. Biden a une attitude bien plus belliqueuse que son prédécesseur concernant la politique extérieure des Etats-Unis. De toute façon, dès le départ, le nouveau président était déjà englué dans le borbier militariste ⁽¹⁰⁾ des anciennes administrations américaines ⁽¹¹⁾, mais c'était prévisible ⁽¹²⁾.

En attendant dans ce pays qui se veut le modèle du monde occidental, on compte environ un million de sans-abris, et deux millions de prisonniers, ce qui représente 20% de la population carcérale mondiale, cela pour le plus grand bénéficiaire des entreprises privées du complexe carcéral-industriel ⁽¹³⁾. Dans la « Nation indispensable », en 40 ans de

néolibéralisme débridé, 47 000 milliards ⁽¹⁴⁾ de dollars ont été transférés (pour ne pas dire volés) de la classe ouvrière et la classe moyenne vers les super riches... et un changement significatif de la politique sociale n'est pas à l'ordre du jour. Là-bas, encore plus qu'ici, les grandes compagnies et la finance sont hyper puissantes. Les seules réformes qui seront consenties à la classe ouvrière au sens large, seront celles que la classe dirigeante jugera utile d'accepter pour éviter une explosion sociale, en ressortant les vieilles chimères de Liberté et Démocratie afin de préserver le diktat ⁽¹⁵⁾ d'obscurs intérêts privés. La culpabilisation, l'endoctrinement et la duperie des dirigeants américains tiennent dans cette phrase de John Fitzgerald Kennedy : « *Ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi, mais demande-toi ce que tu peux faire pour ton pays* », cela s'adresse aux pauvres, évidemment, les milliardaires rigolent ⁽¹⁶⁾, eux se posent exactement la question inverse !

Un peu d'histoire :

Je vais essayer de vous faire voir un autre aspect des interventions occidentales et américaines en particulier, pour démystifier le mythe que l'on intervient dans ces pays pour mettre fin à la tyrannie et apporter la démocratie. Si aujourd'hui le prétexte est la lutte contre le terrorisme, depuis les années 1945 ⁽¹⁷⁾ le prétexte était la lutte contre le communisme. Les États-Unis, avec la complicité de l'occident et des Etats du Golfe, ont apporté la démocratie à l'Irak, l'Afghanistan et la Lybie, devant ces immenses succès que Georges Busch avait prédit en des termes simples en parlant de l'Irak : « *Nous ramènerons l'Irak à l'âge de pierre* ⁽¹⁸⁾ », je comprends mieux la résistance acharnée de la Syrie et de ses habitants. Les États-Unis ne reculent devant aucuns sacrifices pour déverser les bienfaits de l'économie de marché à toutes les nations. Concernant les sanctions contre l'Irak, qui avaient

causé la mort de plus de 500.000 enfants irakiens, Madeleine Albright, représentante permanente des USA auprès de l'Onu, avait répondu sans sourciller : « *Je crois que c'était un choix très difficile, mais le prix... nous pensons que le prix en valait la peine* ⁽¹⁹⁾ » ... La réalité est toujours moins glamour que ce que l'on nous vend. En Afghanistan c'est la CIA qui a décidé de renverser le gouvernement légitime, élu, pour attirer l'Urss dans une guerre. Que L'Irak, la Lybie et la Syrie avait (ou a toujours) un dictateur à leur tête, n'est pas un problème pour l'occident tant que ces pays jouent au grand jeu de la mondialisation marchande en acceptant les règles que nous fixons. Le problème, c'est qu'à un moment ils ont voulu s'émanciper de notre tutelle. Je vais donc essayer de vous donner des points de vue autres que ce que nous servent nos médias, en faisant la différence entre le complotisme et l'énoncé d'hypothèses géopolitiques. A vous de faire la part des choses.

La guerre du Golfe a commencé en mars 2003 lorsque la coalition menée par les Etats-Unis a envahi l'Irak. George W. Bush et les faucons de son gouvernement n'auront de cesse de convaincre leurs alliés que Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive... qui n'existaient pas. Un mystérieux rapport démontre que l'Irak développe non seulement des armes chimiques et bactériologiques, mais aussi des armes nucléaires qui pourraient être opérationnelles d'ici un à cinq ans... James Wolsey, qui dirige alors la CIA, évoque également un rapprochement entre Saddam Hussein et Ben Laden. Le clou du spectacle est lorsque Colin Powell, général et secrétaire d'État des USA, agite devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies une fiole supposée contenir de l'anthrax. A la fin de la guerre, aucune arme de destruction massive n'a été retrouvée en Irak, aucune preuve non plus de rapprochement de l'état irakien avec des groupes terroristes. Par contre, l'intervention militaire de 2003 a permis aux États-Unis de reprendre pied dans un pays stratégique du point de

vue énergétique et de l'éloigner, du moins dans un temps, des influences russes et chinoises.

La réalité est que depuis 2000, le président irakien Saddam Hussein avait décidé de facturer son pétrole en euros ⁽²⁰⁾, malgré la réticence des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Déjà, la Jordanie s'était mise à traiter le brut avec l'Irak en euros. L'Iran a manifesté son intention de suivre le mouvement, de même que l'Algérie, le Vénézuéla et la Libye. En mars 2001, l'ambassadeur vénézuélien à Moscou, Francisco Mieres-Lopez, s'était déclaré en faveur d'un basculement du dollar vers l'euro. En avril 2002, un coup d'état militaire visait le président vénézuélien Hugo Chavez. Conséquences de ce scénario catastrophe du point de vue de Washington : le dollar perdrait sa suprématie, les pays importateurs de pétrole substitueraient des euros aux dollars dans leurs réserves, provoquant un krach du billet vert. Suite au changement de régime en Irak, le dollar a immédiatement été restauré comme monnaie de transaction du pétrole.

Bien avant le 11 septembre, le nouvel envoyé spécial de George W. Bush pour l'Afghanistan, l'Américain d'origine afghane Zalmay Khalilzad, proposait déjà de déstabiliser ⁽²¹⁾ le régime taliban. « *L'importance de l'Afghanistan pourrait grandir dans les prochaines années, alors que le pétrole d'Asie centrale et les réserves de gaz qui sont, selon les estimations, d'importance comparable à celles de la mer du Nord, commencent à jouer un rôle majeur sur le marché mondial de l'énergie* », écrivait-il. L'Afghanistan pourrait s'avérer un corridor de qualité pour cette énergie, de même que pour l'accès aux marchés d'Asie centrale. Pour rappel, George W. Bush a commencé sa carrière dans les affaires pétrolières, au Texas. Le vice-président Dick Cheney a dirigé l'important groupe pétrolier Halliburton. Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale du président, était au conseil d'administration de la compagnie Chevron. Tous trois sont très conscients de l'importance « pétrostratégique » de

l'Afghanistan, et favoriser l'acheminement des hydrocarbures de la mer Caspienne vers le marché mondial leur permettrait de desserrer leur dépendance vis-à-vis des pays de l'OPEP. Les réserves connues de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan dépassent celles de la mer du Nord. Et, comme le remarque Fiona Hills, spécialiste de la région à la Brookings Institution, « *la reprise de la violence au Moyen-Orient renforce un peu plus l'intérêt pour les ressources de la Caspienne* ». Selon elle, la victoire en Afghanistan peut donc « *modifier sérieusement les cartes du jeu pétrolier* ». Mais en aout 2021, c'est la débâcle ⁽²²⁾, les troupes américaines quittent ce pays d'Asie centrale après 20 ans d'occupation. Les talibans sont de retour. Tout ça pour ça !

Le 19 mars 2011 commence le bombardement de la Lybie ⁽²³⁾. Avant même l'offensive, des groupes islamistes hostiles au gouvernement avaient été infiltrés et armés pour propager des affrontements armés à l'intérieur du pays. Ainsi est démolie cet État africain qui, comme le documentait la Banque mondiale en 2010, maintenait « *de hauts niveaux de croissance économique* », avec une augmentation annuelle du PIB de 7,5%, et enregistrait « *de hauts indicateurs de développement humain* » parmi lesquels l'accès universel à l'instruction primaire et secondaire et, pour plus de 40% aux universités. L'État libyen, qui possédait les plus grandes réserves pétrolières de l'Afrique plus d'autres en gaz naturel, dégagait de gros profits. Les investissements libyens en Afrique étaient déterminants pour le projet de l'Union africaine de créer trois organismes financiers : le Fonds monétaire africain, avec siège à Yaoundé (Cameroun) ; la Banque centrale africaine, avec siège à Abuja (Nigeria) ; la Banque africaine d'investissement, avec siège à Tripoli. Ces organismes auraient servi à créer un marché commun et une monnaie unique de l'Afrique. Ce n'est pas un hasard si la guerre de l'OTAN pour démolir l'État libyen commence moins de deux mois après le sommet de l'Union africaine qui, le 31 janvier

2011, avait donné son feu vert pour la création dans l'année du Fonds monétaire africain ⁽⁴³⁾. Les mails de la secrétaire d'État de l'administration Obama, Hillary Clinton, mis en lumière ensuite par WikiLeaks le prouvent : États-Unis et France voulaient éliminer Kadhafi avant qu'il n'utilise les réserves en or de la Libye pour créer une monnaie « panafricaine » alternative au dollar et au franc CFA (la monnaie imposée par la France à 14 de ses ex-colonies).

La Syrie se trouve située sur la route des futures exportations gazières du Qatar, mais aussi des autres États producteurs du Golfe, dont l'Iran et l'Irak. Au milieu des années 2000, alors qu'ils cherchent des sources d'approvisionnement alternatives à la Russie, les Européens misent sur le projet de transport gazier Nabucco ^(24a,b) et ont la Syrie dans leur mire. La Syrie accueille froidement la proposition. C'est à cette période, soit deux ans avant le début du mouvement de contestation populaire en 2011, que les Britanniques commencent à envisager l'organisation d'un changement de régime en Syrie. A l'été 2011 les choses dégénèrent pour Bachar el-Assad, alors même que l'on annonce la signature d'une entente de 10 milliards pour la construction d'une nouvelle voie gazière qui permettrait à l'Iran d'accroître ses exportations en Syrie et de gagner un accès à la mer Méditerranée. Soutenant le nouveau « printemps démocratique », les manifestants anti-régime contre une dictature militaire, la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite s'ingèrent en Syrie en fournissant du matériel militaire aux rebelles. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis se préparent à lancer une vaste offensive militaire contre la Syrie. En 2014 l'émergence rapide du groupe « Etat Islamique », donne finalement le prétexte aux États-Unis d'intervenir militairement en Syrie, sans l'accord du principal intéressé, et sans mandat de l'ONU. Mais la menace que représentent les extrémistes islamistes n'est pas contenue, loin de là. Ce n'est pas en rebaptisant « modérés » des extrémistes islamiques qu'ils deviennent subitement moins

sanguinaires. Le président russe, Vladimir Poutine, propose alors de soutenir les seules forces potentiellement capables de défaire au sol l'État islamique, c'est-à-dire celles de Bachar el-Assad. En contrevenant à la volonté de Washington, qui exigeait jusqu'alors le départ du dictateur syrien, la Russie s'impose comme un acteur incontournable ⁽²⁵⁾ du dossier. Les Etats-Unis sont furieux. Les enjeux énergétiques sous-jacents à l'éclatement de cette guerre sont rarement évoqués par nos médias qui préfèrent les reportages répétés sur le tyran Bachar el-Assad. Les dirigeants occidentaux ont ignoré la légitimité ⁽²⁶⁾ dont jouissait le gouvernement syrien. Ils pensaient que l'armée régulière se déliterait sous l'effet de désertions en masse qui n'eurent jamais lieu.

L'Amérique face au défi sino-russe :

C'est avec soulagement que les Etats-Unis accueillirent la rupture sino-soviétique de 1960. Après quelques années d'hésitations, pesant soigneusement le pour et le contre, les Etats-Unis choisirent la Chine maoïste contre l'URSS communiste. Et en 1972, Nixon se rend à Pékin, annonçant le dégel des relations pour les années suivantes. Le 1er janvier 1979, Washington reconnaît le gouvernement de Pékin comme le seul gouvernement légal de la Chine. Trente ans plus tard les données ont complètement changées. Staline et Mao s'étaient éloignés l'un de l'autre, Poutine et Xi se sont étroitement rapprochés. Des contrats pétroliers et gaziers sont signés. Des gazoducs reliant les deux pays sont construits. Des exercices navals sino-russes en mer de Chine, en mer noire et en méditerranée sont entrepris dans le cadre de coopération militaire. La Russie loue des terres vierges en Sibérie à des compagnies agro-alimentaires chinoises. Le commerce agricole entre les deux pays augmente fortement au détriment de l'Europe. Les banques centrales russe et chinoise discutent intensément pour établir un système de

paiement rouble-yuan, n'utilisant plus le dollar. Les deux nations veulent favoriser la création de banques de développement concurrençant le système financier international aux mains de l'Occident. La construction d'une ligne à grande vitesse de 7 000 kms reliant Pékin à Moscou en 30 heures est actée. Des accords sont signés pour intégrer le projet russe d'Union Eurasienne au monumental projet chinois de routes de la Soie reliant Extrême-Orient et Europe. Pour l'instant les relations sino-russes sont aux beaux fixes et semblent vouloir perdurer.

Les sanctions de l'Occident envers la Russie, depuis les années 2000, lui ont été au final bénéfiques. La Russie a été obligée de s'adapter, et de réduire sa dépendance envers l'occident. Aujourd'hui, la Russie est auto-suffisante sur le plan agricole, libre de dette et dispose de réserves de matières premières considérables. Nos médias se plaisent à dépeindre la Russie et la Chine de façon caricaturale, mais la réalité est tout autre, les bonnes relations économiques, politiques mais aussi militaires, font de l'axe sino-russe une réalité incontournable pour l'Europe. Il y a cinquante ans, neuf des dix premiers ports mondiaux étaient occidentaux. Aujourd'hui, sept sont chinois.

L'autre angoisse des USA est le rapprochement commercial de la Chine avec l'Europe. Avec les nouvelles routes de la soie, des trains chargés de marchandises partent de Chine et arrivent directement en Europe. Le train est 2 fois plus rapide que le bateau et 2 fois moins cher que l'avion. En 2020, le nombre de trains a atteint un record avec 10 180 convois ⁽²⁷⁾. Mais les routes de la soie desservent aussi l'Asie centrale, la Russie et la Sibérie, l'Iran et la Turquie. C'est un vrai casse-tête pour l'administration américaine. Et malgré les campagnes médiatiques sensées déstabiliser ses adversaires, comme celle des ouighours ⁽²⁸⁾ pour la Chine ou la farce Navalny ⁽²⁹⁾ pour la Russie, rien n'y fait, les échéances sont seulement retardées. Il faut dire qu'à force de crier au loup,

des charniers de Timisoara jusqu'aux armes de destruction massive de Colin Powels, le public est sans doute moins crédule, à part quelques irréductibles plus par idéologie ⁽³⁰⁾ que par conviction. De l'Europe au fin fond de l'Asie en passant par l'immensité russe, les européens pourraient largement se passer de la tutelle américaine.

Pour le moment, même s'ils sont considérés comme le pays le plus dangereux ⁽³¹⁾, les Etats-Unis mènent le jeu. Non, la guerre froide n'est pas morte, et les USA espèrent affaiblir suffisamment la Russie en se servant de l'Ukraine, et du nombre record de sanctions qui lui ont été infligées, avant de s'occuper de la Chine par l'intermédiaire de Taiwan ou peut-être du Myanmar ... Mais le « siècle chinois » qui s'ouvre, à en croire la majorité des éditorialistes et experts auto-proclamés, sera-t-il plus paisible que le « siècle américain » qui se referme ? Contrairement aux USA, la Chine est un empire sans impérialisme ⁽³²⁾. Placé au centre du monde, l'Empire du Milieu n'a pas besoin d'étendre ses frontières. La Chine se contente de défendre sa sphère d'influence naturelle, et n'essaie d'imposer ni sa culture ni son mode de vie. Espérons seulement que le siècle américain ne se termine pas en apocalypse ^(33 a, b, c). Et que deviendra leur petit caniche ⁽³⁴⁾ surnommée UE ?

Le nazisme et le fascisme ne sont pas leur ennemi ⁽³⁸⁾ :

L'un des mythes européen et américain est que le fascisme a été vaincu pendant la Seconde Guerre mondiale par les démocraties libérales, et en particulier par les États-Unis. Alors que les archives ⁽³⁹⁾ suggèrent que loin d'être éradiqué à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le fascisme a en fait été réaffecté, ou plutôt redéployé, pour remplir sa fonction historique première : détruire le communisme athée et sa menace pour la mission « civilisatrice capitaliste ». Les diverses officines de sécurité nationale ont fait que le

fascisme, loin d'être vaincu lors de la Seconde Guerre mondiale, a été internationalisé avec succès. Lorsque les États-Unis sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale, le futur chef de la CIA, Allen Dulles, a déploré que son pays combattait le mauvais ennemi. Les nazis, comme il l'a expliqué, étaient des chrétiens aryens pro-capitalistes, alors que le véritable ennemi était le communisme athée et son anticapitalisme résolu. Après tout, les États-Unis avaient, seulement 20 ans auparavant, participé à une intervention militaire massive en U.R.S.S., avec quatorze pays capitalistes pour, selon Winston Churchill : « *étrangler le bébé bolchevique dans son berceau* ».

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, le général Karl Wolff, ancien bras droit de Himmler, est allé voir Allen Dulles à Zurich, il voulait éviter d'être traduit en justice. Wolff, qui était l'officier SS le plus haut gradé à avoir survécu à la guerre, offrit à Dulles la promesse de développer, avec son équipe nazie, un réseau de renseignement contre Staline pour lutter contre le communisme. Wolff est loin d'être le seul responsable nazi protégé et réhabilité par la CIA. Le cas de Reinhard Gehlen est particulièrement révélateur. Ce général du IIIe Reich avait été responsable du service de renseignement nazi dirigé contre les Soviétiques. Après la guerre, il a été recruté et a ensuite été nommé à la tête du premier service de renseignement allemand, réorganisé par la CIA, où il a commencé à employer un grand nombre de ses collaborateurs nazis. On ne sait pas combien de criminels de guerre ce nazi décoré a engagé, mais Eric Lichtblau estime que quelque quatre mille agents nazis ont été intégrés dans le réseau supervisé par l'agence d'espionnage américaine. Dès 1945, l'armée et les services de renseignement américains ont recruté sans état d'âme d'anciens criminels nazis : « *les États-Unis venaient de vaincre les nazis avec l'aide des Soviétiques. Ils prévoyaient désormais de vaincre les Soviétiques avec l'aide d'anciens nazis* ». La situation était similaire en Italie,

l'accord de Dulles avec Wolff faisait partie d'une entreprise plus vaste, appelée « Opération Sunrise », qui a mobilisé les nazis et les fascistes. Dulles a travaillé main dans la main avec le futur chef du contre-espionnage de l'Agence, James Angleton, qui était alors stationné en Italie. Ces deux hommes, qui deviendront deux des acteurs politiques les plus puissants du XXe siècle, ont montré de quoi ils étaient capables dans cette étroite collaboration entre les services de renseignement américains, les nazis et les fascistes. Valerio Borghèse était l'un de ses principaux contacts parce que ce fasciste pur et dur du régime de Mussolini était prêt à servir les Américains dans la lutte anticommuniste, et il est devenu l'une des figures de proue internationale du fascisme d'après-guerre.

Une fois la guerre terminée, de hauts responsables du renseignement américain « *ont œuvré pour que la dénazification n'ait qu'une portée limitée* », selon Frédéric Charpier : « *Des généraux, des hauts fonctionnaires, des policiers, des industriels, des avocats, des économistes, des diplomates, des universitaires et de véritables criminels de guerre ont été épargnés et remis à leur poste* ». Dulles a rédigé une liste de hauts fonctionnaires de l'État nazi à protéger et à faire passer pour des opposants à Hitler. La CIA a procédé à la reconstruction des États administratifs en Allemagne et en Italie avec leurs alliés anticommunistes. Eric Lichtblau estime que plus de 10 000 nazis ont pu immigrer aux États-Unis dans la période d'après-guerre (au moins 700 membres officiels du parti nazi avaient été autorisés à entrer aux États-Unis dans les années 1930, alors que des réfugiés juifs étaient refoulés). En plus de quelques centaines d'espions allemands et de milliers de SS, l'opération Paperclip, qui a commencé en mai 1945, a amené au moins 1 600 scientifiques nazis aux États-Unis avec leurs familles. Cette entreprise visait à récupérer les grands esprits de la machine de guerre nazie et à mettre leurs recherches sur les fusées, l'aviation, les armes biologiques et chimiques, etc., au

service de l'empire américain. Le programme a permis l'immigration de chimistes d'IG Farben (qui avait fourni les gaz mortels utilisés dans les exterminations de masse), de scientifiques qui avaient utilisé des esclaves dans les camps de concentration pour fabriquer des armes, et de médecins qui avaient participé à des expériences sur les Juifs, Roms, communistes, homosexuels et autres prisonniers de guerre. Ces scientifiques, qui ont été décrits par un fonctionnaire du département d'État opposé à Paperclip comme « les anges de la mort d'Hitler », ont été accueillis à bras ouverts dans le pays de la liberté. Ils ont reçu un logement confortable, un laboratoire avec des assistants et la promesse d'une citoyenneté si leur travail portait ses fruits.

La CIA, mais également le MI6 ont travaillé avec l'OTAN et les services de renseignement de nombreux pays d'Europe occidentale pour construire une vaste organisation clandestine. Les chiffres varient selon les pays, mais ils sont estimés entre quelques dizaines, plusieurs centaines, voire quelques milliers, par pays. Selon un reportage de l'émission de télévision « Retour aux sources », il y avait des réseaux stay-behind en Norvège, en Allemagne, en Italie, en France... Ces militants entraînés commettront également des attaques terroristes contre la population civile, qui seront ensuite imputées aux communistes. C'est en Italie que cette stratégie de « la tension » a été particulièrement intense, entre 1969 et 1987. En 2000, une commission parlementaire italienne qui a mené une enquête sur les armées stay-behind en Italie est parvenue à la conclusion suivante : « *Ces massacres, ces bombes, ces actions militaires ont été organisés, promus ou soutenus par des hommes au sein des institutions de l'État italien et, par des hommes liés aux structures du renseignement des États-Unis.* »

Les Etats-Unis ont exfiltré des milliers de fascistes d'Europe. Le cas de Klaus Barbie n'est qu'un cas parmi des milliers, ce spécialiste des « tactiques d'interrogatoire renforcées », connu

pour avoir torturé à mort le coordinateur de la Résistance française, Jean Moulin. Mais après la guerre, l'homme que ces mêmes auteurs décrivent comme le troisième sur la liste des criminels SS les plus recherchés, travaillait pour le Counter Intelligence Corps (CIC) de l'armée américaine. Il a été engagé pour aider à construire les armées stay-behind en recrutant d'autres nazis et pour espionner les services de renseignement français dans les régions contrôlées par la France en Allemagne. En 1951, il est envoyé en Amérique Latine, où il a pu poursuivre son illustre carrière. Installé en Bolivie, il a travaillé pour les forces de sécurité de la dictature militaire du général René Barrientos et pour le ministère de l'Intérieur et la branche contre-insurrectionnelle de l'armée bolivienne sous la dictature d'Hugo Banzer, avant de participer activement au coup d'État de la cocaïne en 1980 et de devenir le directeur des forces de sécurité sous le général Meza. Tout au long de sa carrière, il a maintenu des relations étroites avec ses sauveurs américains, jouant un rôle central dans l'opération Condor, le projet de contre-insurrection qui a réuni les dictatures latino-américaines, avec le soutien des États-Unis, pour écraser violemment toute tentative de soulèvement. Il a également contribué au développement de l'empire de la drogue en Bolivie, notamment en organisant des gangs de narco-mercenaires qu'il a nommés Los novios de la muerte, dont les uniformes ressemblaient à ceux des SS, et il a très probablement joué un rôle dans la chasse à l'homme organisée par l'Agence pour tuer Ernesto « Che » Guevara.

Le même schéma d'intégration des fascistes est facilement identifiable au Japon, où l'État de sécurité nationale des États-Unis supervisait et gérait l'organisation KATO. Ce réseau de renseignement privé, très semblable à l'organisation Gehlen, était rempli d'anciens membres éminents de l'armée et des services de renseignement, y compris le chef du renseignement de l'armée impériale (Arisue Seizō), qui partageait avec son gestionnaire américain (Charles

Willoughby) une profonde admiration pour Mussolini. Citons aussi, le cas remarquable de Nobusuke Kishi. Grand admirateur de l'Allemagne nazie, Kishi a été nommé ministre des Munitions par le Premier ministre Hideki Tojo en 1941, afin de préparer le Japon à une guerre totale contre les États-Unis. Après avoir purgé une brève peine de prison en tant que criminel de guerre, il a été réhabilité par la CIA, avec son compagnon de cellule, le caïd du crime organisé Yoshio Kodama. Kishi, avec le généreux soutien financier de ses gestionnaires, a pris le contrôle du Parti libéral, en a fait un club de droite d'anciens dirigeants du Japon impérial et est devenu Premier ministre. « *L'argent de la CIA a coulé à flots sous quatre présidents américains* », écrit Tim Wiener, « *et il a contribué à consolider le régime du parti unique au Japon pour le reste de la guerre froide.* »

Les services de sécurité nationale des États-Unis ont également mis en place un « réseau éducatif » mondial pour former les combattants pro-capitalistes, parfois sous la direction de nazis et de fascistes expérimentés, aux techniques éprouvées de répression, de torture et de déstabilisation, ainsi qu'à la propagande et à la guerre psychologique. La célèbre École des Amériques a été créée en 1946 dans le but de former une nouvelle génération de guerriers anticommunistes dans le monde entier. Cette école a la particularité d'avoir formé le plus grand nombre de dictateurs de l'histoire du monde. Il vaut la peine de mentionner, par exemple, les contributions éducatives du Programme de sécurité publique : « Pendant environ vingt-cinq ans », écrit l'ancien officier de la CIA John Stockwell, « *la CIA, a formé et organisé des officiers de police et des paramilitaires du monde entier aux techniques de contrôle de la population, de répression et de torture* ». Des écoles ont été créées aux États-Unis, au Panama, en Asie, où des dizaines de milliers de personnes ont obtenu leur diplôme. D'anciens officiers nazis du Troisième Reich y étaient instructeurs.

L'imperium américain a ainsi joué un rôle central dans la construction d'une internationale fasciste en protégeant les militants de droite et en les enrôlant dans la Guerre Mondiale contre le « communisme », une étiquette élastique étendue à toute orientation politique qui entrainait en conflit avec les intérêts de la classe dirigeante capitaliste. Cette expansion internationale des modes de gouvernance fascistes a conduit à une prolifération de campagnes terroristes et de torture, de guerres sales, de régimes dictatoriaux, de groupes d'autodéfense et de réseaux criminels organisés dans le monde entier. Les exemples pourraient être énumérés ad nauseam, mais voici simplement le témoignage de Victor Marchetti, qui fut un haut responsable de la CIA de 1955 à 1969 : « *Nous soutenions tous les dictateurs, juntes militaires, oligarchies qui existaient dans le tiers-monde, tant qu'ils promettaient de maintenir le statu quo d'une manière ou d'une autre, ce qui serait bien sûr bénéfique pour les intérêts géopolitiques, les intérêts militaires, les intérêts des grandes entreprises et d'autres intérêts particuliers* ». L'Association for Responsible Dissent, composée de 14 anciens officiers de la CIA, a calculé que leur agence était responsable de la mort d'au moins 6 millions de personnes dans 3 000 opérations majeures et 10 000 opérations mineures entre 1947 et 1987. Il s'agit de meurtres directs, sans comptabiliser ce que l'on désigne pudiquement comme des « dommages collatéraux », lors de coup d'états par exemple.

Pour s'établir comme l'hégémon militaire mondial et le chien de garde international du capitalisme, le gouvernement américain et ses officines se sont appuyés sur l'aide d'un nombre important de nazis et de fascistes qu'ils ont intégrés dans leur réseau mondial de répression. Des dizaines de milliers de personnes ont été réintégrées dans les régimes fascistes d'après-guerre, un grand nombre a eu le libre passage dans l'arrière-cour de l'Empire (l'Amérique latine), ainsi que des milliers ou des dizaines de milliers ont rejoint les

armées secrètes de l'OTAN. Ce réseau mondial d'assassins anticommunistes chevronnés a également été utilisé pour entraîner des armées de terroristes dans le monde entier à participer à des guerres sales, des coups d'État, des efforts de déstabilisation, des sabotages et des campagnes de terreur. Tout cela s'est fait sous le couvert d'une démocratie libérale et avec l'aide de ses puissantes industries culturelles. Le véritable héritage de la Seconde Guerre mondiale, loin d'être celui d'un ordre mondial libéral qui avait vaincu le fascisme, est celui d'une véritable internationale fasciste développée sous couvert libéral pour tenter de détruire ceux qui avaient réellement combattu et gagné la guerre contre le fascisme : les communistes.

Aujourd'hui, sous couvert d'aider l'Ukraine dans son conflit avec la Russie, on forme une véritable colonne vertébrale néo-nazie qui se répandra en Europe ⁽³⁵⁾, prônant ouvertement la violence contre les minorités, et servira de nervis pour combattre les salariés en lutte et les militants communistes... en attendant peut-être des attentats terroristes. Il faut remettre en perspective les paroles de Gueorgui Joukov, l'un des plus grands chefs militaires soviétiques, commentant le 9 mai 1945 la capitulation allemande et disant à propos des occidentaux : *« nous les avons libérés du nazisme, ils ne nous le pardonneront jamais »*.

« Si les principes des procès de Nuremberg étaient appliqués, chaque président des États-Unis de l'après-guerre aurait été pendus » ... Noam CHOMSKY

(1) Les crise.fr, le 24/05/2021 : « Les Guerres éternelles de l'Amérique : histoire d'un carnage sans fin » (2) Le Figaro, le 14/12/2023 : « Le congrès américain adopte un énorme budget militaire pour 2024 ». (3) TVA nouvelles, le 12/09/2023 : « L'inflation fait chuter les revenus aux États-Unis, la pauvreté bondit ». (4) Les Crises.fr, le 04/01/2021 : « Barack Obama et la mort de

l'Idéalisme ». (5) Le grand Soir, le 16/09/2016 : « OBAMACARE : la réforme du secteur santé américain ». (6) France Info, le 26/01/2017 : « Vous allez enfin comprendre Obamacare, la loi que Donald Trump lui-même ne comprend pas ». (7) Le Vent Se Lève, le 22/12/2020 : « Le drone ou l'impérialisme sans pleurs : retour sur l'ouvrage de Grégoire Chamayou ». (8) Lors de l'invasion du Capitole, les manifestants pro Trump du 6 janvier 2021 ont été, à juste titre, traités d'émeutiers. Comment se fait-il que les émeutiers hongkongais qui ont investi, le 21 juin 2019, le siège du gouvernement soient, eux, considérés chez nous comme des héros de la démocratie ? (9) BFM avec RMC, le 04/11/2020 : « Au fait, combien a coûté l'élection présidentielle américaine ». (10) Les crises.fr, le 06/04/2021 : « Les 10 premières erreurs de Joe Biden en politique étrangère ». (11) Le Monde, le 22/11/2020 : « Retour sur quinze années d'erreurs de Biden en Irak ». (12) Les Crises.fr, le 24/05/2021 : « Les Guerres éternelles de l'Amérique : histoire d'un carnage sans fin ». (13) Lire « La prison est-elle obsolète » d'Angéla Davis. (14) Les crises.fr, le 18/07/2021 : « Noam Chomsky : « Les élites se livrent en permanence à une sournoise guerre des classes ». (15) Les crises.fr, le 29/07/2021 : « Noam Chomsky : « Les intellectuels et les « responsables » suivent en réalité les diktats du pouvoir privé ». (16) Le Monde, le 09/06/2021 : « Quand Jeff Bezos, Elon Musk et George Soros ne paient pas d'impôt sur le revenu ». (17) Le Grand Soir, le 31/08/2021 : « Afghanistan : La "guerre contre le terrorisme" des États-Unis a réellement commencé en 1945 (Middle East Eye) ». (18) Le Monde Diplomatique, février 2001 : « Guerre du Golfe, la sale guerre propre ». (19) Sputnik France, le 21/03/2018 : « Quand Madeleine Albright approuvait la mort de 500.000 enfants en Irak ». (20) Le Temps, le 11/02/2004 : « « Scénario catastrophe américain : et si le pétrole se payait en euros ? ». (21) Libération, le 05/01/2002 : « Sous le conflit afghan, des pipelines ? ». (22) L'Express, le 21/08/2021 : « États-Unis : après le fiasco afghan, le renseignement américain sur le gril ». (23) Réseau International, le 16/03/2021 : « Pourquoi l'OTAN a détruit la Libye il y a dix ans ». (24a) OSINTPOL, le 23/10/2015 : « La dimension géo-énergétique de la guerre en Syrie ». (24b) Cf2r, novembre 2023 : « Révélation des plans secrets de la CIA pour la déstabilisation de la Syrie » (25) Le Monde, le 13/09/2017 : « Pourquoi l'intervention militaire russe en Syrie est un succès ». (26) Le Grand Soir, le 16/03/2021 : « Bruno Guigue : Fichez la paix à la Syrie ! ». (27) Libération, le 08/02/2021 : « Routes de la soie, entre la Chine et l'Europe, le fret mène grand train ». (28) Lire le livre de Maximes Vivas « Ouïghour pour en finir avec les fake news ». Voir aussi Le Monde Diplomatique d'avril 2021, page 26 : « Ouïghours, victimes et otages ». (29) Alexeï Navalny, présenté par nos médias français et occidentaux comme un héros de la liberté est un avocat spécialisé dans la finance, il a fait ses études à l'université de Yale aux États-Unis. Il est un nationaliste convaincu qui ne cache pas ses opinions d'extrême-droite. A par quelques jeunes bobos libéraux de Saint Pétersbourg et de Moscou il ne représente pas grand-chose, le principal parti d'opposition à Poutine est le KPRF (parti communiste russe). (30) A ce propos il est piquant de comparer

l'UE exigeant la libération de Navalny et son silence sur Assange. Le fondateur de Wikileaks, est persécuté par les États-Unis depuis 2010, lorsqu'il a révélé la manière dont les États-Unis et leurs alliés mènent la guerre en Irak et en Afghanistan. Il risque 175 années de prison. L'Europe toujours prête à défendre les droits de l'homme, des journalistes et de la liberté de la presse reste mystérieusement silencieuse. (31) CNEWS, le 05/05/2021 : « Les États-Unis sont vus comme le pays le plus dangereux pour la démocratie, devant la Chine et la Russie ». (32) RT France, 2 articles de Bruno Guigue « Comment les Chinois ont agrandi la Grande Muraille », et « Le socialisme chinois et le mythe de la fin de l'histoire ». (33a) Capital, le 11/03/2021 : « OTAN, Il faut stopper ce train fou avant qu'il ne soit trop tard ! ». (33b) Les crises.fr, le 07/09/2021 : « États-Unis : Le déploiement d'armes hypersoniques contre la Chine crée une dynamique de guerre ». (33c) Le Grand Soir, le 24/09/2021 : « La Chine est plus que jamais dans le périscope de Washington ! ». (34) Les crises.fr, le 10/01/2022 : « Sur l'Ukraine et la Chine, l'Union européenne est un laquais atlantiste et irresponsable », et sur Cf2r, décembre 2023 : « L'Union européenne survivra-t-elle à la guerre en Ukraine ? ». (35) Réseau International, le 11/04/2024 : « Voici Centuria, l'armée néo-nazie ukrainienne entraînée par l'Occident ». (36) Les crises.fr, le 04/03/2024 : « Enquête : le travail forcé dans les prisons alimente McDonald's, Kroger et Coca-Cola », et lire également le livre d'Angéla Davis : « La prison est-elle obsolète ? ». (37) les crise.fr, le 03/03/2024 : « Droits humains version étasunienne à Guantanamo ». (38) Histoire et société, le 02/01/2024 : « Les États-Unis n'ont pas vaincu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, ils l'ont discrètement internationalisé ». (39) Lire « le boomerang américain », aux éditions Delga. (40) L'application planétaire du droit américain inquiète entreprises, spécialistes et législateurs. Aujourd'hui, les lois extraterritoriales américaines permettent de sanctionner toute entreprise étrangère pour des délits effectués n'importe où dans le monde, dès lors qu'une seule parmi plusieurs conditions est avérée : des transactions en dollars ; des échanges d'e-mails ou l'hébergement de données sur des serveurs basés aux États-Unis ; la présence d'une filiale dans ce pays ; y être coté sur un marché financier... Le champ est donc très large...IHEDN.fr, « Extraterritorialité du droit : quand le « lawfare » sert la guerre économique ». (41) WSWS, le 01/03/2024 : « De jeunes ukrainiens s'expriment sur les 10 ans du coup d'État de 2014 à Kiev ». (42) Le Monde Diplomatique, juillet 2018 : « L'OTAN aux portes de la Russie ». (43) geneve.ch « la création dans l'année du Fonds monétaire africain ». (44) Le Grand Soir, le 01/07/2024 : « Julian Assange - Ce que nous dit l'audience du 26 juin 2024 à Saipan »

Gauche ou Droite

Depuis, maintenant quelques années, des gens bien intentionnés te disent que gauche et droite c'est pareil. Au contraire les valeurs qui font la gauche et la droite sont toujours aussi différentes, mais l'embrouille, c'est que l'on nous a présenté des partis qui faisaient des politiques de droite en s'affichant comme des partis de gauche ... et ça continue. Alors ne te laisse plus avoir, prends un peu de recul, fais la part des choses, et tu vas voir que l'on t'a manipulé !

Ce que j'ai compris :

Gauche et droite n'existeraient plus, c'est la petite musique qui se joue déjà depuis quelques années, mais qui a été popularisée par Emmanuel Macron, car lui se définit : « *ni de droite, ni de gauche* », c'est-à-dire qu'en réalité il est complètement de droite, et qu'il n'a absolument rien à voir avec la gauche. Plus le temps passe et l'on s'aperçoit qu'il n'est pas seulement « *ni de droite, ni d'extrême droite* » mais de plus en plus proche de l'extrême droite. C'est vrai que dans la répression des manifestants, les mutilés, les arrestations, les morts, les gardes à vue, les emprisonnements, la chasse aux grévistes et aux syndicalistes dans les entreprises et les administrations, les perquisitions dans les partis d'opposition, il a largement dépassé la droite classique qui n'avait jamais osé aller aussi loin. Quant à la « droite de gauche », notons que dès la fin de l'année 1982, les socialistes avaient déjà fait allégeance au capitalisme ⁽¹⁾.

Donc gauche et droite ce serait pareil, c'est vrai que la persistance des médias à entretenir la confusion, mais aussi les élus du PS se gargarisant de représenter « la gauche », n'ont rien fait pour éclaircir la situation. Maintenant la plupart des gens ont quand même compris que le PS est un parti de

droite, mais comme la place est libre et que la nature a horreur du vide, pour les prochaines années on va essayer de nous faire croire qu'EELV est un parti de gauche. Et ensuite on pourra refaire jouer la petite musique : gauche et droite c'est pareil pendant encore quelques années.

Autre chose importante, c'est la décrédibilisation permanente de ce que nos commentateurs nomment « l'extrême gauche », et la volonté d'assimiler La France Insoumise et Jean Luc Mélenchon à ce courant, pour essayer de brouiller un peu plus tout repère politique. Les différents partis se prétendant de gauche devraient orienter le débat sur des vrais marqueurs d'une pensée de gauche : Qui doit diriger le travail ? Qui doit posséder les moyens de production ? Qui doit décider de la répartition des richesses ? Il faut sortir du piège du sociétal et revenir aux fondamentaux pour débusquer les faux-amis. L'on verrait vite la différence entre ceux qui veulent seulement aménager le système en surface et ceux qui veulent le changer en profondeur. La majorité des propositions émises par ces partis ne sont ni plus ni moins que des propos qui étaient tenus par la gauche classique des années 1970. En quelques décennies, les idées de la population se sont droitisées sous l'impulsion des médias et des différents gouvernements sociaux-démocrates. Ce qui fait que les idées qualifiées arbitrairement d'extrême gauche ont du mal à pénétrer le paysage politique contrôlé par les lobbys économiques et financiers. La mise à l'écart des partis jugés trop radicaux a été parfaitement réussie, même s'ils conservent encore quelques velléités, qui dérangent parfois les pouvoirs en place ... et même certains partis qui se disent de gauche !

Si gauche et droite sont identiques, alors, qu'est ce qui empêche de contrôler les loyers, limiter les salaires des grands patrons, développer les services publics, embaucher des infirmières et des instituteurs, interdire la libre circulation des capitaux, se réapproprier les moyens de production,

rendre la sécu universelle, augmenter les salaires et diminuer le coût des actionnaires sur le travail et les entreprises ... ah non, zut, ça ce n'est pas « ni de droite, ni de gauche », c'est simplement de gauche, donc ça ne marche pas !

Les élections deviennent une sorte de « one man show » où l'apparence a plus de poids que les idées. Dans cet environnement Macron avait fait très fort ; au début, souvenez-vous, il remplissait les salles sans avoir de programme, j'avais trouvé cela hallucinant, les gens le trouvaient jeune, dynamique, il allait changer la France, faire de la politique autrement, et ils avaient complètement oublié qu'il était notre ministre de l'économie quelques semaines auparavant, qu'il avait commencé la destruction du code du travail et déjà fait des milliards de cadeaux aux plus riches. Il avait passé les derniers mois dans son ministère à préparer sa campagne au frais du contribuable. Quand je dis que c'était complètement hallucinant !

Ah, le poids de l'apparence dans nos sociétés. J'ai entendu : « *Poutou, (l'ancien candidat du NPA), il a l'air sympa, il a de bonnes idées, mais il n'a pas la carrure d'un président, et d'abord il n'a même pas de costume* ». Sûr que Sarko, Hollande ou Macron, ils ont la carrure d'un président et ils ont des jolis costumes, que tu ne pourrais pas te payer avec ton salaire. Dans le même genre, il y a eu : « *oui, Mélenchon, c'est quelqu'un qui parle bien, il y a des choses intéressantes dans son programme, mais quand il se met en colère il est violent* », alors là, je me dis que les gens sont sur une autre planète, si la seule violence de la société c'était les colères de Mélenchon, la vie serait belle !

Après, je vous l'avoue, je crois que si l'on vote pour un candidat le plus à gauche que le permet le système et qu'il est élu président de la république, nous risquons d'être rapidement déçus. La classe dominante ne se laisserait pas faire, et le gouvernement nouvellement élu devrait faire face à

des forces dont nous n'avons pas idée, et je pense que malgré les bonnes intentions (du moins je l'espère) de nos nouveaux gouvernants, nous déchanterions vite. Si un jour cela arrive, il ne faudra pas se contenter de voter et de rentrer chez nous, ça ne marchera pas. Il faut voter et rester dans la rue, occuper les champs Elysées, la cour de l'Elysée, camper, faire la fête, mais surtout montrer que l'on est là pour soutenir les gens que nous aurons mis au pouvoir, pour leur faire voir que l'on attend d'eux du changement et pour mettre la pression sur ceux qui seraient tentés de leur mettre des bâtons dans les roues... reste le problème de la police, dans ce cas continuera-elle à tabasser les pauvres pour défendre les intérêts des plus riches et de la Grande Bourgeoisie ?

Perso, il y a déjà longtemps, sous Jospin ⁽¹⁸⁾, que j'ai compris que le PS n'était pas de gauche ⁽²⁾. Pendant un certain temps, j'ai voté consciencieusement PC au premier tour et PS au second. Ça faisait déjà quelques temps que je me disais qu'il y avait comme un malaise, que je me faisais avoir, alors j'ai fait une pause. Soit, je ne votais plus (ça se défend), soit je votais pour montrer ma colère et mon mécontentement. Après m'être demandé ce que le PC était allé faire dans cette comédie des différentes « gauches plurielles », j'ai choisi la seconde solution et j'ai alors voté LCR puis NPA et parfois LO, en m'abstenant au second tour, le vote utile ce n'est pas, ce n'est plus, pour moi, c'est encore un moyen de se faire avoir, de se donner une pseudo bonne conscience, mais c'est le contraire de la politique. Je sais que le NPA ou LO ne seront jamais au pouvoir, mais je crois que si ces partis faisaient un score à deux chiffres ça changerait un peu l'ambiance et orienterait plus à gauche les partis qui se disent de gauche. Si le PC redevient un vrai parti de gauche, je revoterai sans doute pour lui. Je suis peut-être un grand naïf, mais l'on voit que pour influencer la politique, le RN n'a pas besoin d'arriver au pouvoir, ses idées et ses thèses se diffusent à l'ensemble des partis de droite. De toute façon, je ne crois pas que « le

peuple » puisse prendre le pouvoir par les urnes. Par les urnes, on peut seulement espérer ralentir la catastrophe.

La tentation de l'extrême droite :

L'extrême gauche n'a jamais été en odeur de sainteté dans nos médias ⁽³⁾ et a toujours été ringardisée, décriée et moquée à la moindre occasion. Contrairement au NPA ou à Lutte Ouvrière, le RN est largement entré dans le paysage politique grâce, on ne peut le nier, à l'influence de ces mêmes médias et le français moyen n'a plus peur de voter Le Pen ! Soit, mais s'est-il rendu compte que la famille Le Pen n'est jamais là pour le défendre, ni dans les médias, ni dans la rue ! Avez-vous souvenir d'une manifestation ou d'une quelconque action organisée par l'extrême droite pour défendre les droits des salariés ? Non, on ne badine pas avec les intérêts du capital du côté de l'extrême droite. Quant à l'excuse : « *on ne peut pas défilier avec les syndicats parce qu'ils ne veulent pas de nous* », c'est vraiment prendre les gens pour des imbéciles, l'extrême droite n'a besoin de personne lorsqu'elle se rassemble pour stigmatiser les migrants par exemple.

Le mythe de l'islamisation de la France et de l'Europe, sans cesse repris en boucle par les leaders de la droite populiste, a fini par devenir réalité dans le subconscient d'une grande partie de la population et s'est ancré de manière très profonde dans l'électorat Français. Le RN sait faire vibrer la fibre nationale pour endormir les électeurs et détourner leur attention. Son programme au service des plus riches n'a rien d'anticapitaliste et aggravera les inégalités. La seule réponse du RN à la mondialisation est un protectionnisme qui ne remet jamais en cause l'exploitation capitaliste, et ne s'oppose pas au pillage de l'Etat par une minorité de privilégiés. Par contre, stigmatiser les arabes ou les noirs, ça on peut et c'est très facile à faire.

Le français ne fait plus confiance à la classe politique ; dépecé par la droite et par la pseudo-gauche, il n'ose plus défendre ses droits et le RN en profite pour détourner sa rage et son désespoir sur l'étranger, sur l'immigré. Alors le français se dit « *Le Pen, on n'a jamais essayé ...* » ... Je pense sincèrement que lorsque le citoyen lambda rentre chez lui après une journée de boulot et de trajet fatigants, il pare au plus pressé, les enfants, les courses ... télé le soir, au lit et rebelote le lendemain. Les prêts bancaires, factures d'eau, électricité, gaz, conso, voiture, maison ..., tout le monde est tenu par la peau des C.... Mais alors que reste-t-il comme investissement à mettre au service du collectif ? Le club de sport, l'association du quartier, ... bref, les loisirs. Ceux-ci permettent, par un investissement personnel plus ou moins conséquent d'en retirer quelques satisfactions tout en participant à la vie sociale. Puis après le week-end, ou les vacances, c'est reparti, le quotidien refait son travail de sape. La propagande sans cesse rabâchée depuis 40 ans a fini par faire accepter à la population, du moins en apparence, la médiocrité de sa vie par comparaison à celle des élites. Gala, Voici ou Paris Match étalent la vie privée, supposée féerique, des personnes publiques et des célébrités, accompagnée de montages photographiques réalisés dans des décors dits de rêve. Tout cela vendu avec des titres accrocheurs, pour ne pas dire racoleurs, et une écriture qui évite toute fatigue intellectuelle.

Pour autant, la gauche a sa part de responsabilité. Les « petites gens » ont le sentiment que la gauche s'intéresse plus aux classes moyennes et aux diplômés qu'aux problèmes du citoyen lambda. Peu à peu, elle s'est détournée des campagnes au profit des villes. Par facilité la gauche a amalgamé social et sociétal ⁽⁴⁾. C'est surtout la classe moyenne/supérieure qui s'intéresse au féminisme, aux droits LGBT, aux problèmes des transgenres ou aux voitures non polluantes, ceux qui ont du mal à boucler les fins de mois, qui peinent à payer leur loyer, à se chauffer, à mettre du gasoil

dans leur véhicule pour aller bosser parce que le train et les transports en communs ont été supprimés, ceux-là ont envie qu'on les prenne au sérieux. Il faut également que la gauche prenne à bras le corps les questions soulevées par l'immigration, sans parti pris mais sans angélisme ⁽⁵⁾. Ce sont les couches populaires les plus fragiles qui sont confrontées directement à l'immigration, et c'est sur ce sujet que le RN bâtit son fonds de commerce. Ceux qui se lamentent sur les résultats de l'extrême droite en cherchant à expliquer que le RN ment, devraient plutôt engager une profonde réflexion idéologique. Pour se reconnecter avec le collectif et la nation ils doivent écouter ce que les classes populaires ont à dire.

Pensez-vous sérieusement que le résultat des prochaines élections va bouleverser fondamentalement votre vie ? Pensez-vous que l'élection de Marine Le Pen, par exemple, puisse améliorer vos conditions de travail, votre retraite, redonner des moyens à l'hôpital public, lutter contre le dérèglement climatique ou régler le système financier ? Est-ce que les différents présidents, les différents gouvernements que vous avez connus tout au long de votre existence, ont modifié la nature du système économique qui est le nôtre ? Non ! Connaissez-vous un pays que l'on dit démocratique, qui défend les libertés, les droits de l'homme et toutes autres foutaises dont nous nous glorifions, dans lequel les élections ont remis en cause la domination capitaliste ? Non ! Croyez-vous qu'un homme ou une femme providentielle sorti des urnes va changer les rapports de pouvoirs économiques et de domination au sein de la société dans laquelle nous vivons ? ...

Gauche réformiste ou gauche révolutionnaire ⁽¹⁶⁾ ?

Voici une question qui revient régulièrement : Pourquoi les partis dits de gauche ne sont pas capables de faire l'union, de combattre tous ensemble main dans la main ? Simple,

parce qu'il n'existe pas une gauche, mais des gauches : des gauches « réformistes » et des gauches « révolutionnaires », pas dans le sens de la lutte armée, bien sûr ! Donc, l'union, oui, mais dans quel but, et pour quoi faire ? S'il s'agit simplement d'être élu pour continuer à gérer le système tel qu'il est, ça n'a aucun sens.

Pour un parti réformiste les logiques d'alliances sont décidées par les directions du parti, et non par la base. De même que les actions sur le terrain ne sont qu'un moyen pour gérer les réformes dans le cadre de l'appareil d'Etat tel qu'il est. Les alliances sont décidées en termes de postes dans les collectivités, les départements et les régions. Cela permet d'exercer un chantage permanent sous couvert d'accords tactiques aux législatives ou aux municipales, sur la base de désistements réciproques ou de votes au cas par cas, au nom d'une illusoire unité de la gauche contre la droite.

Dans les mobilisations l'on peut constater que de plus en plus les bases s'autoorganisent et s'émancipent des directions syndicales. Les partis réformistes ont intérêt à isoler les discours trop extrêmes ou révolutionnaires afin de détourner le débat, proposer des référendums, et à ne pas poser les questions de fond, afin d'éviter par tous les moyens que le mouvement n'aille plus haut. Car plus haut cela poserait une question politique de légitimité entre le mouvement populaire et les institutions de l'appareil d'Etat. La logique pour un parti réformiste n'est pas de renverser le gouvernement, ni de créer une crise politique, mais simplement de reprendre la main. Pour certains, le mouvement social n'est qu'une béquille pour arriver à traiter des choses plus sérieuses par le haut.

La stratégie de ce type de réformisme, qui est spécifiquement institutionnaliste et bureaucraté, renvoie essentiellement aux relations privilégiées à l'appareil d'Etat. Ce qui fait les bonnes réformes, c'est lorsque la classe populaire montre les dents. En fait, les partis institutionnels n'ont pas envie de grands

mouvements populaires qui s'émanciperaient de leur tutelle, et il faut se souvenir que les grandes avancées sociales, notamment en 36, ont été arrachées par la lutte, et non par la volonté d'un gouvernement, fût-il de gauche. Et en 68, ce sont des partis et syndicats institutionnalisés qui ont demandé aux grévistes de reprendre le travail, alors que beaucoup n'avaient pas envie et voulaient continuer le combat.

La démocratie du système, telle qu'elle est, est en crise car elle produit sans cesse des politiques à l'image de la classe dominante. Tant que l'on accepte cet état de fait, il devient très compliqué de se battre contre les politiques menées par les gestionnaires de l'Etat bourgeois. Il faut construire une autre forme de légitimité démocratique, celle du bas vers le haut, celle du contrôle populaire permanent, celle qui fait les vraies unités et qui construit des outils de résistance réels. Le pouvoir des travailleurs et l'auto organisation de la classe populaire, sont les conditions d'un véritable changement, bien au-delà de toute alliance et magouillage politiques, de quelque nature qu'ils soient. Alors, entre gauche réformiste ou gauche révolutionnaire, choisis ton camp camarade !

Gauche radicale et analyses géopolitiques :

Comment se fait-il que certains partis, organisations, mouvements ou associations de gauche dite radicales sont aussi déconnectés des problèmes géopolitiques, et reprennent quasi systématiquement les propos et les soi-disant analyses des experts des médias mainstream ? Est-ce que parce que nombres d'entre eux ont encore des comptes à régler avec Staline et l'URSS et de tout ce qui s'y rattache, même si la Russie d'aujourd'hui n'est plus communiste ? Et que penser de leur positionnement, en conformité avec nos médias mainstream, sur la Chine ? Juger un pays si complexe avec nos lunettes, notre morale et notre mentalité occidentale, est le meilleur moyen pour se planter. J'avoue ne pas

comprendre le manque d'analyses et le parti pris, de ces organisations. Aborder des problèmes géopolitiques internationaux, sans le recul nécessaire, sans analyser objectivement les contextes économiques et politiques, sans comprendre les mentalités des peuples concernés ni leur histoire, est voué à l'échec. Ces partis n'hésitent pas par leurs déclarations à se rapprocher des positions de la droite ou de la gauche de gouvernement (les deux étant identiques) et ceci pose problème. Leurs postures fait, qu'en plus, ils légitiment, souvent, les positions impérialistes transatlantiques dominées par les USA. Dans ce petit monde, seule Lutte Ouvrière a une position réaliste et conforme à ses idées ⁽⁸⁾.

Ayant milité plusieurs années au NPA, je partage ses positions et ses analyses concernant la société capitaliste, la défense des services publics, le partage des richesses produites par les salariés, et la remise en cause de la main mise sur l'économie et la finance par la Grande Bourgeoisie et l'oligarchie libérale de notre pays. Mais je les trouve particulièrement naïfs sur les événements se déroulant à l'étranger, ils confondent leurs désirs avec la réalité. Dès que les médias relaient des manifestations dans un pays étranger que nos dirigeants considèrent comme hostile, de nombreux militants sont enthousiastes car ils associent ces événements aux prémices d'une révolution et d'un changement imminent de société. Il ne leur vient pas à l'idée que dans ces pays, les services occidentaux entretiennent des réseaux prêts à amplifier ou à fomenter des troubles, si une contestation (fût-elle légitime) apparaît. Une partie de la gauche radicale pense qu'actuellement, même si les peuples du sud souffrent d'un impérialisme occidental, il faut empêcher qu'ils soient dominés par d'autres impérialismes, car cela pourrait être pire. La volonté de ces peuples ou de leur gouvernement ne compte pas ... nous savons ce qui est bien pour eux ! Tout cela a un relent de colonialisme... Donc, wait and see comme dirait l'autre.

Vous avez compris que ces autres impérialismes sont ceux de la Russie et de la Chine. Première question : qu'est-ce que l'impérialisme ? Deuxième question : ces pays sont-ils impérialistes ? Je crois que répondre à ces questions est primordial. Ensuite, comment peut-on juger et comparer des pays qui interviennent à la demande des gouvernements avec ceux qui ont été les colonisateurs et les occupants depuis plus de trois cent ans ? Comment en arrive-t-on à la situation où les pays colonisés s'émancipent de nous de manière brutale ? Que se passerait-il si ces pays qui rejettent la domination colonialiste, ne se rapprochaient pas de pays capables de les protéger ? Répondre à ces questions serait hyper intéressant, mais malheureusement, la plupart des gens et des militants jugent d'après notre mentalité occidentale, forgée malgré nous par un sentiment de supériorité, un brin d'arrogance et une méfiance que l'on nous a inculquée, depuis longtemps, vis-à-vis de la Russie et de la Chine.

J'étais encore militant au NPA lorsqu'il y a eu l'intervention militaire en Libye. Pour eux il fallait immédiatement décréter une zone d'exclusion aérienne, et condamner le régime libyen qui avait bombardé et mitraillé des manifestants pacifiques, faisant 6000 morts dans une ville au sud du pays. Lorsque j'ai demandé « *quelles sont les sources* », on m'a répliqué que cela importait peu, mais que vu la gravité des faits on ne pouvait que condamner. On a su par la suite que le bombardement par les avions de Kadhafi sur sa propre population était une « fake new » pour justifier une intervention occidentale. En 2016, une Commission d'enquête parlementaire britannique, a établi que cette guerre avait été basée... sur des mensonges ⁽⁶⁾ !

Lorsque nos gouvernants et nos médias taxent des dirigeants de pays étrangers de « dictateurs », et qu'ils diabolisent ces pays, il est quand même bon je pense d'analyser la situation plutôt que de crier « au loup » à leur côté. Quelle est l'histoire de ces pays ? Quels sont nos intérêts économiques et

géostratégiques par rapport à eux ? Dans quelles circonstances ces personnes sont arrivées au pouvoir ? Dans quel environnement international cela s'est-il fait ? etc... Depuis que l'on a assassiné Saddam Hussein et Kadafi et « libéré » leur pays, la population est-elle plus heureuse ? Comment ont évolué sa condition et son niveau de vie ? Comment est la situation actuelle dans ces régions ? Quelle aide avons-nous apportée après les avoir « libérées » ?

Je ne prétends pas que ces personnages sont des enfants de cœur, mais nos dirigeants le sont-ils ? On estime que la « guerre contre le terrorisme » lancée par les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 a causé en douze ans la mort de plus d'un million de personnes ⁽⁷⁾ ... que fait-on ? On intervient aux USA pour juger les coupables ? Alors, avant de prendre des positions martiales pour juger des événements à l'étranger, prenons le temps de la réflexion et de l'analyse. Et bien sûr, ne jamais juger l'histoire à un moment « T », mais se demander pourquoi on est arrivé à ce moment « T » ⁽¹⁷⁾.

Petit rappel salutaire :

Du Front Populaire à la Libération, l'arrivée de la gauche au pouvoir a toujours comporté d'importantes conquêtes sociales. Bien sûr, cela n'a été possible que parce que des mouvements populaires importants ont accompagné toutes les avancées sociales, mais dès que la pression est moins forte, des reculs ne tardent jamais longtemps à se manifester. Ce fut notamment le cas en 1983 quand Mitterrand prend le tournant de la rigueur, qui n'est qu'une première capitulation devant les marchés financiers. Plus tard c'est au tour de Jospin qui renonce lamentablement avec son « *L'État ne peut pas tout* » face à ce qui serait une fatalité du capitalisme... Cela fait maintenant une éternité que la vague libérale a pris son élan, et l'on nous rabâche que le capitalisme va dans le sens de l'histoire et qu'il n'y a pas d'alternative. La libération

des marchés et la suppression des barrières a permis de mettre en concurrence les travailleurs à travers la planète et de niveler les salaires par le bas, tout en accélérant la réduction des budgets publics et sociaux.

Pour le capital, toujours obnubilé par la course aux profits et à la rentabilité, la baisse des salaires a été une conséquence logique de cette recherche. Et, pour maintenir une demande élevée et le besoin de trouver sans cesse des débouchés, le crédit est venu compenser la baisse des salaires pour soutenir la consommation. Ces décisions ont été comme une double peine pour les salariés, moins de revenus mais un endettement qu'il faut rembourser. Couplée à ces mesures, l'intensification des échanges entre les banques et les paradis fiscaux a privé les Etats de ressources et précipité un peu plus les dépenses publiques dans le rouge. Les plans d'austérité qui en découlent incluent des réductions de fonctionnaires, des baisses de salaires, des réductions des investissements publics, des reports d'âge de la retraite... travailler plus pour gagner moins !

Parallèlement, on oublie de nous dire que les aides aux grandes entreprises ont littéralement explosé depuis une vingtaine d'années ⁽⁹⁾, une augmentation qui s'est opérée presque trois fois plus vite que les aides sociales et cinq fois plus vite que le PIB. Pendant ce temps, la population subit de plein fouet des plans d'austérité, qui entraînent une régression de son pouvoir d'achat, et la conduit, également, à une hostilité envers l'impôt. Les libéraux, au travers des médias, entretiennent cette hostilité et plaident pour toujours moins d'impôt ; le but est que l'opinion accepte des coupes dans les dépenses publiques pour réduire les déficits. Les plus pauvres acceptent donc de saborder le seul mécanisme visant à gommer les inégalités. A la sortie, les seuls gagnants sont les grandes entreprises et leurs actionnaires qui deviennent la catégorie la plus assistée de la société, et se permettent de faire du chantage à l'emploi pour obtenir toujours plus. Des

attaques incessantes sont organisées pour réduire les protections des salariés et remettre en cause le temps de travail, alors que l'histoire va dans le sens contraire. Ainsi que le rappelle Gabriel Colletis ⁽¹⁰⁾, « les êtres humains pour mieux vivre ont toujours cherché à économiser du temps de travail ou à travailler moins pour un même résultat ». Et pourtant les lois sociales qui y contribuent ont de tout temps fait hurler les patrons :

- 1841, l'interdiction du travail des enfants de moins de 8 ans. « Une contrainte inapplicable »
- 1874, l'interdiction du travail des enfants de moins de 12 ans. « Catastrophe économique »
- 1906, repos dominical et création du ministère du travail. « Une prime à la paresse ! »
- 1919, la journée de 8 heures. « Encouragement de l'alcoolisme et incitation à la débauche » ⁽¹¹⁾
- 1936, le Front Populaire et les lois sociales. « La porte ouverte au bolchevisme ! »
- 1950, un salaire minimum garanti. « Favoriser les délocalisations dans les colonies »
- 1968, les accords de Grenelle. ⁽¹²⁾ « Enseigner la haine de la réussite ! »
- 1982, 39 heures et 5e semaine. « Ignorance des lois de l'économie ! »
- 2000, le passage aux 35 heures. « Une entrave insupportable à la liberté d'entreprendre ! »

C'est toujours le même discours que tiennent les patrons et les détenteurs de capital, un discours archaïque, mensonger et arrogant. Discours relayé par les journalistes et des politiques prétextant que l'intransigeance des revendications

salariales, et l'amélioration des conditions de travail, mettraient le pays à genoux. Ils ont glosé sur les régimes spéciaux, sur ces « bénéficiaires de lois obsolètes », sur ce « privilège intolérable ». Ces mêmes journalistes ont oublié de mentionner le « privilège intolérable » des actionnaires, ces bénéficiaires d'abattements fiscaux », comme ils ont oublié de démontrer la « nécessité économique et démocratique de ne pas taxer les revenus financiers de cette petite caste qui se prétend méritante ». Ils n'ont pas fait le moindre lien entre la misère des uns et l'opulence affichée sans retenue par ceux qui nous demandent de faire des efforts et de se serrer la ceinture. L'Observatoire des Multinationales note dans son rapport annuel « l'explosion des dividendes des firmes du CAC 40 a progressé de plus de 269% entre 2000 et 2020 ⁽¹³⁾, et la diminution des effectifs de salariés en France est de l'ordre de 12% ».

Par le biais du chômage de masse, les capitalistes ont réussi leur opération chantage. Les grands patrons, aidés par les gouvernements successifs, ont rusé afin de culpabiliser les travailleurs qui se battaient pour leurs droits et pour leurs salaires. On nous fait croire que chacun est responsable de sa situation, comme si chaque individu évoluait dans une sphère individuelle sans aucune connexion avec le reste de la société. Comme si les décisions prises par des gouvernements ne rejaillissaient pas sur nos vies quotidiennes. Dans la bataille idéologique entre le capital et le monde du travail, tous les coups sont permis pour essayer de masquer la rapacité des actionnaires ⁽¹⁴⁾, et précariser toujours un peu plus la main d'œuvre.

Qui sont les « idiots utiles » du capitalisme ?

Parfois, j'entends certain traiter le NPA ou Lutte Ouvrière « d'idiots utiles du capitalisme », alors que ces partis qui ont du mal à atteindre 2% au niveau national, n'ont aucun élu

régional ou national et n'ont pas les réseaux pour pénétrer les sphères économiques, politiques ou médiatiques. Alors, les affubler de ce sobriquet est ... idiot. Le PS et EELV par contre, possèdent toutes les qualités requises pour prétendre à ce titre, ils ont des élus, des mairies, un poids politique certain, les réseaux appropriés, se prétendent de gauche, mais ne remettront jamais en cause le capitalisme. L'extrême droite est au-delà de cette dénomination, car sous un discours antisystème c'est en réalité « la roue de secours du capitalisme », Mussolini, Franco, Hitler, Pinochet en sont les exemples les plus parlant, plus près de nous, Orban, Bolsonaro, Méloni et récemment Javier Milei en Argentine, prouvent que le capitalisme n'a rien à craindre lorsqu'ils arrivent au pouvoir. Si j'osais, je dirais que les « idiots utiles » sont les pauvres bougres qui ont voté pour eux en espérant du changement. Lorsqu'il est en trop grande difficulté, le capitalisme décide, parfois, de passer le relais à l'extrême droite pour gérer les affaires courantes et remettre de l'ordre. Si demain la Grande Bourgeoisie le décide, Marine Le Pen sera présidente de la République Française.

Quoi que l'on pense du NPA ou de LO, notamment sur les positions de politique étrangère et géopolitiques, et avec lesquelles moi-même je suis très critique, comme je l'écris page 152, dire qu'ils sont des idiots utiles du capitalisme, c'est bien de cela que l'on parle, est une manipulation et un mensonge. Dans le programme de ces partis l'on retrouve les questions de base, qui remettent en cause les fondements même du capitalisme. Premièrement : Qui doit diriger le travail ? Deuxièmement : Qui doit posséder les moyens de productions ? Troisièmement : Qui doit décider de la répartition des profits ? De manière générale, suivant les réponses que vous donnez à ces trois questions, vous vous positionnez sur votre rapport à la défense du système en place. C'est le test idéal pour débusquer les véritables soutiens du capitalisme.

Faisons un petit tour du spectre politique français. Les macronistes et la droite sont capitalistes. Le PS et EELV sont capitalistes. La France Insoumise est le type même du parti réformiste, c'est-à-dire qu'ils se rendent compte que le système est à bout de souffle, et qu'il faut essayer de colmater les plus grosses brèches avant que tout ne s'écroule. Pour faire une métaphore, si le système était au départ un joli habit, il s'est sérieusement détérioré au fil du temps, et au lieu de le changer, les réformistes préfèrent le raccommoder, y coudrent de jolies pièces de tissus, le laver, le relaver en espérant le prolonger cahin-caha le plus longtemps possible. Mais un jour, l'habit tombe en poussière et l'on va se retrouver tout nu ! Quant à l'extrême droite, elle attend patiemment son tour. Plus la situation se dégrade et plus elle se rapproche du pouvoir. Dans notre démocratie libérale, aucun candidat qui remettrait en cause le système capitaliste ne peut atteindre le deuxième tour de l'élection présidentielle.

Aucun, je dis bien aucun, des partis que je viens de vous présenter ne remettra en cause la main-mise de nos oligarques sur l'économie, la finance et les médias, et donc sur notre système économique qui restera : le capitalisme ! Alors, avant de raconter, bêtement, n'importe quoi sur les partis dit d'extrême gauche ou de gauche radicale, lisez, écoutez ce qu'ils disent. Oui, tout n'est pas parfait, mais c'est une bonne base pour commencer à réfléchir différemment. Bien sûr, si les analyses des « experts » qui sévissent dans les médias vous suffisent, je ne peux rien pour vous. Mais l'on ne peut juger que ce que l'on connaît, sinon ce n'est rien d'autre que du commérage et de la mauvaise foi. A ce propos, que propose l'extrême droite au point de vue économique et social ? Avez-vous lu son programme ? Non ? ... C'est ballot !

Ah oui, je ne vous ai pas parlé du PC, c'est que mon optimisme, ou ma naïveté, fait que j'espère qu'il redeviendra un grand parti populaire, force de proposition et d'espoir, capable de mobiliser les foules et de former ses militants... Je

sais, je rêve, et pourtant, il n'y a pas beaucoup d'alternative. Bien sûr la solution peut aussi venir d'où on l'attend le moins, le temps n'est pas figé, l'histoire n'est pas écrite...

Gauche républicaine, émeutière ou révolutionnaire ⁽¹⁵⁾ ?

La gauche est une notion de plus en plus floue, et présenter le PS de Glusmann ou les verts (kaki) pro-Otan, plus intéressés par le tri des déchets que par le sort des salariés, comme un parti de gauche ne contribue pas à y voir plus clair. Mais au-delà des représentations caricaturales, qu'est-ce que signifient exactement ces termes, la gauche et la droite ?

On raconte que pendant la Révolution, lors de la première réunion de l'Assemblée législative, en 1791, les députés monarchistes se sont précipités pour occuper le côté droit. Au départ la « droite » désignait donc les idées des partisans de la tradition, de la monarchie, de la religion, qui se choisirent pour symbole « la dextre » honorable et noble et qui laissèrent « la sinistre » aux autres, les révolutionnaires de 1789, les partisans des droits de l'homme et de l'égalité.

Il faut remarquer qu'entre la gauche et la droite se trouve placé depuis toujours un centre dit modéré mais surtout libéral qui a réussi à imposer des idées de droite en se qualifiant de centre. Dans les pays anglo-saxon cette manœuvre a réussi à faire disparaître la gauche, démocrates et républicains, conservateurs ou travaillistes, défendent la même vision de la société. En France on pensait échapper à cette mascarade, ce n'était qu'une illusion. Le parti socialiste de Mitterrand, après un court passage à gauche s'est ingénié à détruire le parti communiste et à faire progresser l'extrême droite. Ensuite, les différentes gauches plurielles n'ont plus tenté de changer la société, elles ont accompagné le néolibéralisme, leur combat n'a plus été que sur des questions sociétales.

Au sens historique, on peut définir trois principales « gauches » qui se superposent, qui se confondent et qui s'opposent souvent entre elles :

1) Gauche issue de 1789 : la gauche républicaine des valeurs humanistes, des droits de l'homme et du citoyen, du suffrage universel, de la démocratie, de la laïcité. Victor Hugo, Émile Zola, Jean Jaurès, etc.

2) Gauche issue de 1917 : la gauche révolutionnaire qui se définit par les luttes de, la classe ouvrière pour le pouvoir politique, et des colonies pour leur indépendance. C'est la gauche qui persiste à s'inspirer de la Commune de Paris de 1871 et de la Révolution russe d'Octobre 1917. Karl Marx, Lénine, Mao, etc.

3) Gauche de 1968 : la gauche émeutière, individualiste, extrémiste, héritière de mai 1968 : rejet de l'État, des frontières, de la police, du travail et de l'autorité, écologisme, liberté des mœurs, exaltation des marginaux et des minoritaires. Proudhon, Foucault, Deleuze, Derrida, etc.

Existe-t-il aujourd'hui une quelconque raison pour que ces diverses traditions politiques et culturelles soient désignées par le même terme ? Et pour qu'elles aient vocation à s'unir ? C'est loin d'aller de soi contrairement à ce qu'ont l'air de penser beaucoup de monde.

La gauche républicaine, et la gauche émeutière de nouveau, évoquent dans leurs discours hyperboliques des principes et des idées universelles, et qui en tant que telles peuvent en effet être partagées par tous. Mais sociologiquement et politiquement elles expriment et représentent des secteurs de la bourgeoisie parce qu'elles esquivent la question politique et économique centrale qui est l'exploitation des salariés. La gauche révolutionnaire représente le prolétariat et les peuples opprimés par l'impérialisme. Et ces idées ne peuvent donc pas, par définition, être partagées par les exploités, ni par

les néocolonialistes. De mon point de vue cette gauche-là, la gauche de la lutte des classes, est la seule véritable. Les autres « gauches » sont des variétés plus ou moins assumées du libéralisme politique. Ce sont des « droites » dissimulées. On pourrait aussi définir un autre clivage : entre la gauche de la redistribution (partielle) des richesses, et celle du contrôle des moyens de production. La gauche actuelle est presque entièrement constituée du premier type.

Finalement le slogan de Lutte Ouvrière, « *le camp des travailleurs* » définit très bien ce qu'est la véritable gauche. Il est dommage cependant que cette organisation dogmatique d'origine trotskyste n'ait jamais eu de stratégie pour conduire ce camp à la victoire. Mais ce n'est pas la seule dans ce cas.

"Ça devient difficile d'être de gauche. Surtout quand on n'est pas de droite."...Guy BEDOS

(1) lire « La deuxième droite », de Jean-Pierre Garnier et Louis Janover (éd. Agone) ou voir sur lesmutins.org. (2) Je sais, il m'a fallu du temps ! (3) Libération, le 14/06/2021 : « 36 % des invités politiques de CNews sont d'extrême droite ». (4) Le social touche à la vie collective ou commune, le sociétal, davantage à la vie privée. (5) Voir Miscellanée Politiques N°1 page 132. (6) BFM, le 14/09/2016 : « Guerre en Libye : un rapport parlementaire britannique accable Sarkozy et Cameron ». (7) Le soir.be, le 4/04/2015 : « 1,3 million de morts : le vrai bilan de la « guerre contre le terrorisme ». (8) Lutte Ouvrière, le 07/12/2022 : « Congrès de Lutte Ouvrière : une motion sur la guerre en Ukraine ». (9) LVSL, le 07/10/2023 : « Assistanat pour ultra-riches : le CAC40 sous perfusion de l'État », Extrait de Super-profiteurs, le petit livre noir du CAC 40, un ouvrage coordonné par Frédéric Lemaire et Olivier Petitjean ; chapitre « Aides publiques : une addiction devenue un tabou », par Maxime Combes. (10) Professeur de sciences économiques. Université de Toulouse 1 – Capitole. Domaine de recherche : déterminants de la compétitivité des systèmes productifs, dimension financière des stratégies, économie industrielle et spatiale, intelligence économique et économie de la connaissance. (11) En 1919 lorsque la journée de 8 heures a été votée, le patronat affirmait que c'était un encouragement à l'alcoolisme, et en 2021, suite au Covid, pour justifier le couvre-feu à 18 heures, le gouvernement a

prétexté que c'était pour lutter contre l'effet « apéro ». En 100 ans, la vision méprisante de la bourgeoisie sur l'ouvrier n'a pas beaucoup évolué. (12) Les principaux résultats des accords de Grenelle furent la hausse massive du Smig (transformé l'année suivante en Smic), relevé de 35 %, des hausses importantes (quoique moindres) de salaires (+ 10 % à + 17 % par étapes), la création de la section syndicale d'entreprise, l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale promulguées l'année précédente et qui réduisaient le rôle des syndicats dans la gestion des caisses. (13) Basta, le 13/11/2020 : « En vingt ans, les dividendes distribués aux actionnaires du CAC40 ont augmenté de 269 % ». (14) Alternatives Economiques, le 26/05/2021 : « Précariser toujours plus la main d'œuvre ». (15) D'après un texte de Gilles Questiaux sur Réveil Communiste du 17/06/2024. (16) D'après un texte de Copas, militant NPA du comité de Nice. (17) Open édition.org, « Penser et définir l'événement en histoire » : En histoire, l'événement a une durée qui va bien au-delà de la simple temporalité des faits qui le constituent. Quand arrive un événement, il a été chargé par des perceptions et des sensibilités qui se sont formées avant qu'il ne survienne ; l'événement ensuite a son temps propre, mais à l'intérieur de ce temps ceux qui le fabriquent ou le subissent le vivent dans un contexte temporel et historique qui contient à la fois son passé, sa généalogie, sa forme présente et aussi la vision du futur que se font ceux qui y adhèrent ou le refusent. Un événement s'exerce dans une assez longue durée à travers des relations sociales et politiques aux effets structurants ; de plus, il génère une mémoire. L'événement ne peut se définir qu'à l'intérieur d'un système complexe de temporalités. (18) Ouest France, le 06/05/2013 : « Privatisations. La grande vague des années 80-90 ». (19) élucid.médias, le 31/07/2024 : « Contre le RN, la gauche doit reconnecter avec le collectif et la nation »

Pêle-mêle

Encore quelques inclassables. Je livre à ta réflexion ces différents sujets n'ayant pas directement de lien entre eux, mais qu'il est bon d'aborder.

Pourquoi les pauvres votent contre leurs intérêts ?

Le point de vue de cette étude est intéressant, malgré le fait qu'elle passe à côté d'un point que je juge essentiel. Cette situation est à mon sens le résultat du manque de perspective et de confiance en l'avenir qu'offre notre système économique. Entre désespoir et propagande de l'inéluctabilité, on distille la peur de se retrouver en bas de l'échelle sociale avec toutes les difficultés qui vont avec. La dégradation des protections sociales, la peur des licenciements et l'augmentation de la précarité accentue le phénomène.

Qu'on se le dise : les citoyens économiquement les plus modestes ne sont pas toujours fans des politiques de redistribution. Du moins si l'on en croit leur vote. C'est ce que démontrent depuis plusieurs décennies les études électorales américaines, et, de plus en plus fréquemment, les études électorales européennes. Au fil des ans, les politologues, notamment américains, ont avancé diverses explications : les pauvres, expliquent-ils, par exemple, ont beau être pauvres, ils ne s'en rendraient pas compte. Enfin, pas totalement. La plupart sous-estimerait ainsi que les riches ne sont pas un peu, mais immensément plus riches qu'eux.

Et de fait, les Américains sont convaincus que les 20% de leurs concitoyens les plus fortunés contrôlent 59% de la richesse du pays, alors qu'en réalité ils en détiennent 85%. Résultat : bercés par le rêve américain, les plus modestes surévalueraient grandement leurs chances de rejoindre cette

élite économique. Et se fourvoieraient donc lorsqu'ils soutiennent des mesures fiscales favorables aux plus riches en pensant, qu'un jour, eux-aussi, en profiteront.

Les études de quatre chercheurs américains, ont permis d'avancer une thèse intéressante : pour eux, si les pauvres votent contre leur intérêt, c'est qu'ils ont peur qu'une politique sociale généreuse profite surtout... à encore plus démunis qu'eux. Les faisant du même coup descendre tout en bas de l'échelle sociale ⁽¹²⁾. Car il y a toujours plus pauvre et donc plus aidé que soi-même. C'est ce que ces chercheurs baptisent la « last place aversion », autrement dit, le dégoût pour la dernière place. Comme aux cartes, l'important est bien d'être celui qui n'a pas le pouilleux !

Pour le démontrer, ils n'ont ni plus ni moins procédé à une expérience de laboratoire. Les chercheurs ont distribué à des « cobayes » des sommes d'argent représentant leur revenu théorique, et chacun a pu savoir à quel niveau de richesse il se situait par rapport aux autres participants. Les chercheurs leur ont ensuite donné le choix : préféraient-ils bénéficier d'une augmentation de revenu modeste mais tout à fait certaine, ou participer à une loterie, qui, si par hasard ils la gagnaient, les ferait progresser d'un ou plusieurs rangs par rapport aux autres participants. La probabilité d'opter pour l'une ou l'autre solution s'est révélée à peu près stable pour tous les participants. Sauf pour les deux moins bien lotis qui optaient plus souvent pour la loterie. Le plus pauvre pour sortir de sa condition, le « deuxième plus pauvre » pour ne pas prendre la place du dernier si jamais celui-ci tirait le gros lot.

Dans une autre expérience, où chacun devait choisir de donner un dollar soit à celui qui le précédait (un peu plus riche) ou le suivait (un peu plus pauvre), les « avant derniers » préféraient systématiquement enrichir leur « supérieur » direct plutôt que de voir leur suivant atteindre leur rang. Autrement dit, l'important pour l'électeur américain ne serait pas d'être

pauvre, en valeur absolue, mais bien de ne l'être pas trop, en valeur relative.

D'autres études corroborent cette interprétation, et trouvent deux raisons principales à la faiblesse d'un soutien populaire à un Etat providence américain : « *Les Américains sont persuadés d'une part qu'ils vivent dans une société ouverte et juste, et où toute redistribution est donc inutile, et de l'autre qu'une plus grande redistribution profiterait surtout aux minorités ethniques, et non à eux-mêmes* ». En France, cette dernière constatation, fait partie de la panoplie, qui permet à Marine Le Pen, Marion Maréchal ou Éric Zemmour de faire leur beurre.

Quand le gouvernement cherchait 10 milliards :

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a annoncé dimanche 18 février 2024 une réduction des dépenses de 10 milliards d'euros pour faire face à une croissance plus faible que prévue. Bruno Lemaire, c'est celui qui nous avait dit qu'il allait mettre l'économie russe à genoux en 15 jours et qui après avoir estimé des prévisions de croissance de 1,4 % doit maintenant les revoir à la baisse sûrement sous les 1%. C'est-à-dire que deux mois à peine après son adoption, le budget 2024 est déjà obsolète... par contre le « génie » de l'économie et des prévisions est toujours à son poste ! En France la méritocratie ne s'applique pas à tout le monde ... sinon il n'y aurait plus personne au gouvernement et le siège de l'Élysée serait en liquidation ! Pour finir, notre super ministre a précisé que la moitié de cet « effort » sur le budget de fonctionnement de l'État sera « équitablement réparti » entre tous les ministères... on lui fait confiance !

Passons sur le fait que quelques jours auparavant, Macron, avait généreusement accordé 3 milliards à l'Ukraine suite à un accord de sécurité ⁽⁴⁾ faisant fi de la constitution qui précise

dans son article 53 : « Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'État, ceux qui modifient des dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi. Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés. Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées » ... « Jupiter » n'est que Président de La République Française et il n'est peut-être pas au courant de toutes ses lois. Mais s'il ne s'était pas engagé sur ces 3 milliards, il n'en resterait que 7 milliards à trouver.

Soyons sympa, aidons Lemaire à trouver 10 milliards. Passons sur les « délires » des partis de droite qui comme d'hab veulent faire des économies sur tout ce qui est social et fonction publique ... faut pas leur en vouloir, c'est leur fonds de commerce et ça permet de donner des preuves de leur allégeance à nos milliardaires. Non, soyons sérieux, il existe des pistes autrement plus profitables. Je ne vais pas vous énumérer toutes les possibilités, je crois que trois suffiront :

En numéro 1, le fameux CICE, imaginé dès 2012 par un Emmanuel Macron alors conseiller de François Hollande à l'Élysée, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, c'est environ 22 milliards offerts chaque année, en particulier aux plus grosses entreprises, comme Auchan. Sans embaucher en contrepartie, assurent deux rapports de France Stratégie, organisme rattaché à Matignon : 100 000 emplois au grand maximum, voire aucun. Une fois élu en 2017, Emmanuel Macron le transforme en baisse de cotisations. Double effet : le cumul des mesures a coûté 20 milliards à l'État en 2020, et la transformation coûtera 4,6 milliards de plus, dès 2019. Coût du cadeau : 25 milliards ⁽¹⁾.

En numéro deux, les aides publiques aux entreprises privées. C'est un secret bien gardé à Bercy : le montant des aides publiques dont bénéficient les entreprises. En mai 2018, Gérald Darmanin, alors ministre de l'action et des comptes publics du gouvernement d'Édouard Philippe, avait certes évoqué le chiffre de 140 milliards d'euros par an. Un montant impressionnant qui ferait des aides aux entreprises le premier poste du budget de l'État. En 2022, des chercheurs lillois chiffrent à au moins 157 milliards d'euros par an les aides publiques à destination des entreprises, ce qui en fait le premier poste du budget de l'État. On peut donc chiffrer ces cadeaux à 150 milliards ⁽²⁾.

Enfin, en numéro trois, les niches fiscales. La Cour des comptes s'en prend, dans une note publiée le vendredi 7 juillet 2023, aux lourdes dépenses (presque 100 milliards d'euros) que sont les niches fiscales accordées aux entreprises sans condition ni contrôle. Celles-ci ont coûté pas moins de 94,2 milliards d'euros à l'État en 2022. Les deux tiers de ce montant colossal ont été captés par les grandes entreprises. A minima, des cadeaux de l'ordre de 90 milliards d'euros ⁽³⁾.

Voilà, en quelques minutes de recherche sur internet j'ai trouvé grosso-modo plus de 260 milliards de cadeaux, principalement aux grosses entreprises, celles qui distribuent des milliards de dividendes chaque année. Si on réfléchit deux secondes, on peut dire que c'est l'ensemble des français qui payent les dividendes de quelques privilégiés.... Alors foutez la paix aux prestataires des aides sociales et aux fonctionnaires, et prenez-vous en aux vrais responsables. Ou Bruno Lemaire et ses copains sont complètement stupides ou ils nous prennent pour des cons ... c'est vous qui voyez ! L'ironie, c'est que les cadeaux que l'on fait aux plus riches ne sont jamais remis en cause, ils sont inscrits dans le marbre, et n'ont pas de date de péremption, ceux que l'on fait au reste de la population sont sans cesse montré du doigt comme des avantages démesurés, alors qu'il s'agit de sommes 15 à 20

fois moins importantes pour une population de 65 millions de personnes !

Les patrons sont sympas :

Fin 2010 j'écrivais cela dans un blog : *« Devant l'apathie de nos concitoyens, sous le prétexte des traités européens, les patrons pourraient proposer de revenir à 10 H par jour, 2 semaines de congés par an et diminuer les salaires de 20% ; ils n'auraient qu'à dire qu'avec la mondialisation on ne peut pas faire autrement : « la conjoncture économique nous oblige à prendre des mesures radicales » ! Ils pourraient aussi repousser l'âge de la retraite à 70 ans, supprimer la sécurité sociale, nous obliger à faire 8 jours de travail de solidarité, et supprimer les jours fériés ! »*. Je suis sûr qu'à l'époque, nombreux se sont dit : *« n'importe quoi, ça n'arrivera jamais ! »* Alors faites une liste de ce qui ne devait jamais arriver, vous allez être surpris ! Le Medef, les banquiers, les rentiers, bref, toute la grande bourgeoisie qui dirige la société et qui n'a jamais accepté la plus petite avancée sociale a compris qu'elle peut porter un coup décisif pour liquider l'héritage de décennies de luttes ouvrières. Le Covid a été pour eux une super opportunité ⁽⁵⁾ !

L'utopie du patronat n'est pas la même que la nôtre, c'est sûr, mais elle gagne du terrain. Une entreprise qui licencie et qui distribue des supers bonus à ses cadres, c'est la réalité. Une banque au bord de la faillite, soutenue par de l'argent public et qui donne des primes exorbitantes à ses traders, ça existe. Des biens publics qui sont bradés à des copains, c'est vrai. Un président de la république, Nicolas Sarkozy, arrivé au pouvoir en annonçant que les caisses sont vides, et qui en même temps double son salaire ⁽⁶⁾, c'était du domaine de l'impensable, et pourtant ! Le suivant, François Hollande, nous a dit que son ennemi c'était la finance, alors qu'il n'a fait que des cadeaux aux plus riches. Ceux qui ont souffert de sa

politique ce fut « les sans dents ⁽⁷⁾ ». Enfin, le dernier, Emmanuel Macron, qui ne se prétend « ni de gauche, ni de droite », fait une politique encore plus à droite ⁽⁸⁾ qu'aucun gouvernement précédent en essayant de laminier définitivement le monde ouvrier !

Il y a 40 ans dans un conseil d'administration, un actionnaire a dit : il nous faut une rentabilité à deux chiffres. Tous ceux qui étaient présents ont dit, ce n'est pas possible, c'est de l'utopie ! Eh bien, les utopistes du capital ont prouvé à leurs semblables que l'utopie n'était qu'une question de volonté : recul de l'âge de la retraite pour les salariés, privatisation des entreprises publiques, démantèlement de l'école et de la santé, gel des salaires pour les pauvres et allègements fiscaux pour les plus riches, ... Plus leur utopie avance, et plus nos libertés reculent. Nous sommes capables d'être violents envers quelqu'un qui raye notre voiture, mais nous acceptons que des gens pleins aux as, qui nous méprisent et nous exploitent, précarisent notre avenir et celui de nos enfants ! Beaucoup acceptent sans bouger d'être privés de leurs droits, de notre système de santé simplement parce que certains l'ont décidé. Leur explication est simple : on ne peut pas faire autrement !

Rappelons à ceux qui nous rebattent les oreilles que la financiarisation est source de progrès favorisant l'investissement, l'emploi et l'innovation, rappelons leur qu'avant la déréglementation financière ⁽⁹⁾, sans les tradeurs, les fonds d'investissement et les rendements à 20%, nous ne nous portions pas si mal. Rappelez-vous, ce n'est pas si vieux ... Ce qui était impossible pour eux il y a 40 ans est super facile aujourd'hui. Grâce aux luttes et aux legs de nos anciens, les générations nées jusque dans les années 1970 ont été pour beaucoup à l'abri du besoin, le monde du travail était soumis à des règles, la protection sociale développée, les prix encadrés et l'avenir ouvert. Ensuite, nous nous sommes laissés endormir : moins envie, moins besoin de lutter. L'avenir

apparaissait plus facile. Pendant ce temps le capital et le grand patronat n'a jamais cessé de se battre contre cet état de fait. Nous, nous avons baissé les bras, en nous demandant qui pouvait bien être responsable de tout ça, les immigrés, les fonctionnaires, l'Europe ... et nous avons refusé de regarder qui sont les véritables responsables, alors que nous avons leurs noms et leurs adresses !

Notre République est une caste de Privilégiés !

Par son système présidentiel, notre république fonctionne comme un mimétisme de la monarchie. Le pouvoir du chef de l'état transforme celui-ci en personnage extraordinaire, transcendé par tous les artifices symboliques de ce pouvoir. Les fastes des réceptions élyséennes, le protocole et l'étiquette ne serait surement pas désavoués par Louis XIV. Le président nomme un premier ministre, qui lui-même choisit des ministres, qui eux-mêmes choisissent des collaborateurs parmi un petit cercle d'amis et d'initiés. Lorsqu'ils s'adressent aux Français, les ministres expriment surtout leur autorité : ils sont au-dessus des citoyens auxquels ils donnent des ordres. Si le peuple ne comprend pas trop les réformes que chaque gouvernement s'empresse de voter, on leur envoie les CRS pour leur expliquer.

Puis la République se dote d'élus à tous ses différents échelons : communes, circonscriptions, départements, régions, ceci aboutissant aux deux chambres parlementaires. Bien payés, les députés et les sénateurs bénéficient d'avantages qui les privilégient. Ils n'appartiennent plus à la condition commune, ils se situent au-dessus. La politique devient une affaire de professionnels avec ses réseaux et ses copinages. Pour être invité au festin, il faut montrer patte blanche, et faire partie du cercle des nominés ! Et les nominés font rarement partie du peuple qui doit se lever tous les matins pour aller bosser et « gagner sa croute ». Voilà ce qui ressort

des urnes et donc des élections : des élus privilégiés ayant autorité et pouvoir sur les citoyens, appartenant surtout à une classe supérieure, et que dire quand un ministre sur deux est millionnaire ⁽¹³⁾ ! Les représentants du peuple ne connaissent souvent le peuple que par des statistiques. Tout ce petit monde mettra en œuvre la politique pour laquelle les français ont voté... ou pas, de toute façon les élus ne sont pas révocables !

Nous sommes loin du représentant ayant reçu mandat et comptable devant le peuple électeur, nous voici très nettement dans le cas de républicains dotés de statuts monarchisés. Ils appartiennent à une hiérarchie située entre la base populaire et le sommet élitaire du pouvoir. Ils ne sont pas des citoyens ordinaires contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire. Rien de tel, qu'un exemple comme Gabriel Attal, nommé premier ministre le 11 janvier 2024 exemple presque caricatural de cet l'apparatchik du XXIème siècle, cet homme dont l'histoire tient dans deux arrondissements parisiens, comme l'écrit si joliment « Le Temps » : « *Né dans un foyer aisé, éduqué dans la meilleure école privée parisienne que l'argent puisse acheter, passé par cette institution bâtie sur le bavardage qu'est Sciences Po Paris, formé dans la politique étudiante et rentré dans le monde des cabinets ministériels sans jamais être passer par la case « boulot »...* encore un qui va nous parler de choses qu'il ne connaît pas !

Enfin, considérons par quels moyens, La Grande Bourgeoisie, héritière de la noblesse, contrôle tout ce petit monde. Il faut que « son personnel » n'ait d'autres objectifs que sa réélection, ou de chercher des opportunités afin de rester dans les sphères du pouvoir. Depuis le 1er janvier 2024 ⁽¹⁴⁾, les députés touchent ainsi une indemnité parlementaire s'élevant à 7 637,39 euros brut. Soit 5 957 euros net mensuels. Le président de l'Assemblée nationale touche 7 698,50 euros de plus, les vice-présidents ont un bonus de 1 099,79 euros, et les trois questeurs perçoivent 5 300,36 euros

supplémentaires chacun. Un député peut cumuler ses indemnités parlementaires avec une rémunération d'élu local, qui sera toutefois plafonnée à 2 965,98 euros par mois. Pour prendre des cas concrets, Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée et député des Yvelines, touche 15 335,89 euros brut d'indemnités parlementaires mensuelles. Eric Ciotti, à la fois questeur, député et conseiller départemental des Alpes-Maritimes, touche près de 16 000 euros bruts par mois. En plus de leur revenu, les députés disposent de certains avantages. Ils peuvent voyager en illimité sur le réseau métropolitain de la SNCF en première classe, ils peuvent effectuer 80 voyages, toujours en première classe, entre Paris et leur circonscription lorsqu'elle est desservie par une ligne aérienne régulière et 12 passages pour toute destination hors circonscription. Sur présentation de justificatifs de dépenses, chaque député dispose d'une enveloppe de 18 950 euros chaque année pour tout déplacement effectué en France ou à l'étranger, dans l'exercice de leur mandat. Les députés disposent aussi d'une dotation dénommée « crédit d'équipement téléphonique et informatique » qui s'élève à 15 500 euros pour les députés nouvellement élus, contre 13 000 euros pour les députés réélus. Chaque député dispose d'un « crédit collaborateur » de 11 118 euros mensuel, financé par l'Assemblée nationale, pour employer des assistants ... on est très loin du citoyen lambda ou d'un salaire moyen du privé ou du public. Les représentants du peuple ne représentent qu'eux-mêmes ! Je le dis, ces sommes délirantes sont un scandale... et ce n'est peut-être que la partie visible de l'iceberg !

Le fiasco du combat contre l'extrême droite :

Combattre l'extrême droite a été le mot d'ordre de nombreux mouvements « Antifas » ces dernières années, mais il est temps de reconnaître que ce combat a été un fiasco.

L'extrême droite n'a cessé de monter dans les sondages et a réussi à « conquérir » une grande partie de l'électorat populaire, ses idées ont grandement progressé dans la société, au sein des partis politiques, ainsi que dans le gouvernement. Chacun veut récupérer les électeurs du RN. Dans ce combat, j'ai l'impression que lors des rassemblements organisés par les différents mouvements, on reste dans un entre soi, qui laisse indifférents les passants et les badauds qui nous regardent d'un œil septique. Ces manifestations rassemblent parfois un public hétéroclite, j'y ai rencontré des personnes affichant un anticommunisme primaire. D'autres qui participent, défendent comme l'extrême droite le système capitaliste, c'est pour cela qu'il arrive que l'on y rencontre les écolos ou des socialos. Donc, il y a une grande confusion dans ce genre de mouvement. Certains amalgament fascisme, nazisme et communisme dans un grand fourre-tout.

Dépenser de l'énergie à attaquer l'extrême droite qui n'est pas au pouvoir en France pour le moment, cela signifie implicitement que Macron, les libéraux, les oligarques et la Grande Bourgeoisie qui gouvernent à travers eux, sont un moindre mal. Donc, la plupart des gens en concluront qu'attaquer l'extrême droite, c'est en fait défendre le pouvoir en place. Dans les classes populaires, un grand nombre partage une partie des idées qui sont présentes dans les discours de l'extrême droite, et qui pour discutables qu'elles soient, doivent être débattues : délinquance, immigration, ainsi que de la culture et des mœurs post-modernes. Si on veut se faire l'interprète de ces classes et défendre leur intérêt matériel (ce qui serait quand même un minimum !), il vaudrait mieux les écouter, discuter avec elles intelligemment pour leur montrer pourquoi elles se trompent sur certains sujets, plutôt que de les insulter et jouer aux donneurs de leçons en essayant de leur faire honte pour leurs opinions.

L'extrême-droite d'aujourd'hui est un épouvantail électoral dont se servent les partis pour accéder au pouvoir en jouant sur la peur. Mais « le barrage républicain » finira par céder. L'arrivée de Trump, ou Melloni n'ont rien changé pour les classes dirigeantes, et en France l'oligarchie n'a rien à craindre de Le Pen. Aucun des partis parvenus au pouvoir en Europe n'a mené de politique sensiblement différente de celle de cet « establishment » et de ces élites qu'ils prétendaient combattre quand ils étaient dans l'opposition. Evidemment j'exclus de la comparaison les états fascistes d'Amérique du sud ou d'Ukraine soutenus par nos élites dirigeantes, mais qui n'ont pas la même histoire que la nôtre. Oui, tout peut arriver, mais pour l'instant notre combat est contreproductif et inaudible. C'est à nous de nous remettre en cause. Combattre l'extrême droite aujourd'hui c'est combattre le capitalisme, on ne peut prétendre être contre l'extrême droite et défendre le même système économique que lui. On ne peut combattre l'extrême droite sans combattre l'oligarchie qui dirige le pays. Il faut s'interroger et remettre à plat les mesures qu'ont prises les différents gouvernements depuis 40 ans. Les politiques menées ont-elles favorisé une société plus juste, plus démocratique ou ont-elles préparé l'avènement du fascisme ?

L'extrême droite au pouvoir continuera le travail de sape des gouvernements précédents. Elle veillera à l'affaiblissement de toute structure où les salariés sont organisés de manière trop politisée : syndicats, associations culturelles ou sportives, à la détérioration de biens et services publics pour en donner l'essentiel à de grands groupes capitalistes. Ceci a une double fonction, favoriser les profits d'intérêts privés et mettre en avant que tout ce qui est collectif est néfaste à la bonne marche de l'économie, et doit être réduit à sa portion congrue. Il faut aussi saturer le débat par divers sujets qui changent ou reviennent à intervalles plus ou moins réguliers, pour empêcher le citoyen de réfléchir, de trop débattre ou de se mobiliser le cas échéant. Empêcher la réflexion, tout ramener

à l'émotion. Créer des ennemis à l'intérieur et à l'extérieur, il faut que le monde soit angoissant. Créer des idoles inconsistantes, des repères factices, enchaîner les émissions débilitantes : « *la connaissance c'est ringard, l'ignorance c'est cool !* ». Quel est le gouvernement qui n'a pas été dans ce sens ? Quel gouvernement dans les faits n'a pas préparé l'arrivée de l'extrême droite ?

Le plus dangereux, si l'extrême droite passe, est sans doute que certains policiers vont se sentir « décomplexés » et vont pouvoir se lâcher sur les immigrés, les arabes, les syndicalistes, les communistes... ils feront leur devoir avec zèle dans les quartiers ou dans les manifs. A côté de cela toute la myriade de groupe extrémistes ou même néo-nazis va également s'en donner à cœur joie, certains d'entre eux n'ont pas hésité à aller se battre aux côtés des nationalistes ukrainiens ⁽¹⁵⁾, comme à une époque d'autres sont allés se battre aux coté de groupe djihadistes... mais que dire quand l'armée française elle-même entraîne des néo-nazis ukrainiens ⁽¹⁶⁾.

Créer de l'emploi ou des richesses ?

Pour les capitalistes créer des richesses est indépendant de créer de l'emploi, ils se passeraient bien d'employés mais malgré l'automatisation et la répétition des tâches ils ont toujours besoin de nous. Pour nous contrôler, il faut nous maintenir dans la peur de l'avenir, il faut donc qu'il y ait du chômage. En moins de 40 ans la richesse produite a plus que doublé, sans bénéficier aux salariés ; et les allègements des impôts et des cotisations des entreprises ont fini dans la poche des actionnaires.

On nous dit « *vous devez travailler plus* », comme si l'on ne travaillait pas assez. Mais des emplois sont supprimés pour être remplacés par des machines. Et plus la technique

avancera, moins il y aura besoin de personnel, alors il ne faut pas travailler plus, mais travailler moins et travailler tous !

L'autre partie du discours est « *on est obligé, sinon on délocalise* » : Croyez-vous une seule minute que si leur intérêt était de tout délocaliser, ils ne le feraient pas ? Qu'est ce qui les en empêche ? L'amour du pays ? Cet amour ne les a jamais empêchés de délocaliser, de planquer leur argent à l'étranger, de gruger les impôts, d'exploiter leurs concitoyens et de polluer notre beau pays ! Ce qui les en empêchent, c'est qu'il y a encore énormément d'argent à se faire sur le dos de l'État et des français. Sans compter notre taux de productivité qui est l'un des plus élevés au monde, et la qualité de notre formation professionnelle. N'oubliez jamais que lorsque ces gens écoutent « La Marseillaise », la main sur le cœur, n'oubliez pas qu'entre la main et leur cœur, il y a leur portefeuille !

Leur but, vous l'avez compris, cela devient d'une telle évidence, c'est de détruire entièrement ce qu'il reste du code du travail et toutes les protections sociales mises en place par de nombreuses luttes. Chose qu'ils n'ont jamais acceptée. Leur ambition, c'est de pouvoir utiliser une main d'œuvre docile et corvéable sur place. Tout le programme du CNR doit être supprimé ⁽¹⁰⁾ : ils le disent clairement !

Pour créer de l'emploi il ne faut pas alléger les charges des entreprises, qui ne sont d'ailleurs que des cotisations sociales ⁽¹¹⁾, mais au contraire instaurer un impôt sur les sociétés indexé sur le nombre de chômeurs. Plus le nombre de chômeurs augmente, plus l'impôt augmente, le nombre de chômeurs diminue, l'impôt diminue et si le chômage disparaît, l'impôt disparaît ! Il faut assortir à cette proposition l'interdiction de distribuer des dividendes aux actionnaires pour toutes les entreprises qui licencient. Il faut que le MEDEF et le patronat n'aient aucun intérêt à ce qu'il y ait du chômage.

Il est grand temps que nos concitoyens reprennent en main le terrain politique, et ne se laissent pas bercer par de belles paroles. Il faut se demander pourquoi les richesses produites ne profitent toujours qu'aux mêmes personnes. Pourquoi, alors que le nombre de fonctionnaires ne cesse de diminuer, le déficit de l'Etat ne cesse d'augmenter. Où passe l'argent soi-disant économisé ? Et pourquoi, alors qu'en 40 ans la richesse produite a plus que doublé, pourquoi la protection sociale a diminué et le chômage augmenté ?

Ne leur faites plus confiance, le système capitaliste s'auto-génère sur notre naïveté et notre crédulité, à croire qu'aucune autre solution n'est possible. L'absence de règles permet au capitalisme de prospérer. Il est temps d'imposer un salaire maximum et une meilleure répartition des richesses ! Il est temps d'arrêter de distribuer de l'argent sans contrepartie, juste sur la confiance que l'on accorde à ces « Messieurs ». La liberté ce n'est pas moins de lois, c'est au contraire l'imposition de lois qui défendent la majorité contre une minorité qui se croit tout permis.

Le néolibéralisme s'organise pour avoir le contrôle de l'Etat par l'intermédiaire de politiciens dont il a favorisé l'ascension. Ensuite, L'État doit soutenir le secteur privé avec des politiques fiscales adéquates et des aides publiques sans contrepartie. Puis vient le tour des privatisations de pans entiers d'entreprises publiques, et ce qui subsiste doit être soumis à des critères de compétitivité et de rentabilité dans une logique purement marchande. En bref, pour les libéraux, L'État doit défendre les intérêts du capital

« Les mécontents ce sont les pauvres qui réfléchissent »
... TALLEYRAND

(1) Fakir, le 09/01/2024 : « Bruno Le Maire cherche 12 milliards ? Fakir lui en trouve 163 ! ». (2) Médiapart, le 11/10/2022 : « 160 milliards d'aides publiques par an : un « pognon de dingue » pour les entreprises ». (3) L'Humanité, le 07/07/2023 : « Budget : 60 milliards à trouver d'ici 2027, la Cour des comptes crie haro sur les niches fiscales ». (4) gouvernement.fr, le 21/02/2024 : « France-Ukraine : jusqu'à 3 milliards d'euros d'aide militaire ». (5) Le Monde, le 24/03/2021 : « Les acquis sociaux, des conquêtes menacées ». (6) L'express, le 06/11/2007 : « Le salaire de Sarkozy augmenté de 172% et non 140% ». (7) Terme qu'aurait utilisé François Hollande en privé pour qualifier « les pauvres ». (8) Médiapart, le 08/10/2021 : « Macron : à droite toute ! ». (9) Union communiste.org, publié en mars 2012 : « La déréglementation financière : la cause de la crise... ou sa conséquence ? ». (10) L'Humanité, le 12/10/2007 « La revanche contre la Résistance. ». (11) Une partie du salaire est payée directement aux salariés, le salaire net. L'autre partie formée de cotisations est versée aux caisses de sécurité sociale (l'URSAF), ou aux caisses de chômage (Pole Emploi). Ce versement dans « un pot commun » est conçu pour satisfaire les besoins de chacun concernant la maladie, la maternité, le chômage, les charges familiales, la retraite, l'invalidité... c'est un salaire indirect, c'est un salaire socialisé (mutualisé et collectif), c'est un système anticapitaliste. Il représente environ 40% du salaire. Quand le patronat dit qu'il y a trop de charges, c'est qu'il a l'intention de diminuer cette part de votre salaire. C'est encore une fois une inégalité dans la répartition des richesses, c'est déplacer le curseur du travail vers le capital ! (12) Sciences Humaines.com, avril 2012 : « Pourquoi les pauvres votent-ils contre leurs intérêts ? ». (13) BFM.RMC, le 13/02/2024 : « La moitié du gouvernement est millionnaire : "Ils font partie des 5% des Français les plus riches" ». (14) Libération, le 28/06/2024 : « Législatives 2024 : combien touche un député chaque mois ? ». (15) nouvel Obs, le 05/01/2024 : « Ukraine : des combattants français dans le viseur des renseignements ». (16) Médiapart, le 22/05/2024 : « L'armée française entraîne des néonazis ukrainiens au combat ».

Au café du commerce... et autres petites réflexions

Comme disait Jacques Prévert : « La meilleure façon de ne pas avancer est de suivre une idée fixe. ». Ne prends pas peur, moi non plus je ne suis pas parfait, et comme tout le monde j'ai mes propres contradictions, et je ne veux donner de leçons à personne. Par contre je peux t'assurer que toutes ces réflexions viennent de personnes bien réelles, je n'invente absolument rien.

Hier à la télé, ils ont fait voir un mec qui juste en jouant de la guitare dans le métro, se fait presque 2000 euros ! Tu te rends compte ? Ouais, et bien demande un congé formation, apprends à jouer de la guitare, donne ta démission et va jouer de la guitare dans la rue.

Arrêtez de penser que certains, malgré leur faible revenu sont trop payés par rapport à vous, si vous pensez que vous n'êtes pas assez payés, demandez une augmentation de salaire, mais laissez ceux qui gagnent moins que vous tranquilles, ou alors prenez leurs places, mais sachez que ce n'est pas en coupant la jambe de votre voisin que vous pourrez courir plus vite.

Tu sais, les manifs ça ne sert à rien, « moi j'irai quand tout le monde ira » ! Alors, on ne sait jamais, si un jour tu te retrouves seul dans ton entreprise, avant de te joindre au mouvement, vérifie s'il n'y a pas quelqu'un d'enfermé dans les chiottes, on

ne sait jamais... de toute façon, il y aura toujours des membres de la direction et de l'encadrement qui eux ne « bougerons » pas, donc tu pourras leur tenir compagnie.

Il y a aussi celui qui dit, ici on est tellement bien que tout le monde veut venir. C'est qui tout le monde, tu sais que l'on est plus de 7 milliards d'êtres humains sur la planète ? Si tu parles des quelques dizaines de milliers de migrants qui viennent pour fuir les crises économiques, les catastrophes écologiques ou les guerres que nous avons provoquées, saches que seulement une infime, infime partie vient chez nous. Et, souvent ils ne sont que de passage car beaucoup veulent aller en Angleterre. La grande, mais alors très grande majorité des gens n'ont aucunement l'intention de venir chez nous, parce qu'ils sont bien chez eux ... à condition qu'on les laisse tranquilles !

Moi, si je vote RN, c'est juste par contestation. Alors, si c'est juste par contestation vote NPA ou LO par exemple. Ah non, on le connaît leur programme, c'est de régulariser les sans-papiers. Oui, mais, y'a pas que ça dans leur programme, je présume, et si c'est juste par contestation... Oui, mais non, chez eux, c'est tout pareil ! D'accord, mais, le RN, à part virer les étrangers, chose qu'il ne fera pas, c'est quoi son programme ? euh....

Je connaissais un gars qui travaillait dans une petite boîte et qui toute sa vie a dit « *les syndicats ça ne sert à rien, personne en n'a jamais besoin* », et bien, lorsqu'il a été licencié, il a été voir ... les syndicats !

Lors d'une conférence où je suis allé sur l'ex RDA, l'intervenant nous a dit une chose très juste : *« si vous demandez à quelqu'un ce que représente pour lui l'Allemagne de l'Est, vous avez toutes les chances qu'il vous réponde : la Traban et la Stasi. C'est un peu comme si l'on réduisait l'histoire de la France au régime de Vichy et à la torture en Algérie. »* ... les raccourcis ne sont souvent que ceux que l'on nous met dans la tête.

Cessez de penser que les individus font tout par intérêt. Les militants, les gilets jaunes, des membres d'association ... ne font pas ça pour eux, mais pour améliorer les choses qui profiteront à tous, et pas seulement à eux et à leurs enfants. C'est difficile d'admettre qu'il y a des personnes qui se battent seulement parce qu'elles ne supportent pas l'injustice.

J'ai aussi entendu : *« Les différents systèmes, que ce soit l'Allemagne nazie ou l'URSS stalinienne nous ont tous conduits à la guerre, alors que quoi que l'on reproche au système capitaliste, même si tout n'est pas parfait, au moins on a la paix »* ... eh oui, fine analyse ! Mais franchement, à ce niveau de bêtise, vous voulez répondre quoi ?

Si le monde se réduisait à un village de 100 personnes : 6 personnes posséderaient 50% de la richesse totale, 3 vivraient de manière confortable, 10 autres trimeraient dur pour arriver à joindre les deux bouts, 24 seraient mal logées, 22 seraient analphabètes, 32 souffriraient de malnutrition et 5 seraient déjà mortes par la faute de conditions d'existence trop dures ... à moins que ce ne soit de la faute des 6 personnes qui détiennent 50 % des richesses totales, et

surtout de la faute de la majorité des autres qui n'ont rien fait pour changer cela !

Si tu trouves complètement ahurissant les sommes que gagne une petite élite et la façon dont elle les dépense, tu vas forcément tomber sur le gars qui va te dire : « *Si t'étais à leur place tu ferais pareil* ». Peut-être qu'au fond, ces gens disent cela parce qu'ils espèrent un jour être à leur place, et veulent pouvoir faire pareil ? Ont-ils conscience des effets néfastes sur nos conditions de vie et nos salaires que cela implique pour qu'ils s'enrichissent toujours plus ? Savent-ils que le petit con qui vole le sac d'une vieille dame est moins dangereux pour la société que n'importe lequel de ces parvenus ?

Un soir chez des amis, il y avait un couple qui parlait de ses voyages, de ceux qu'ils avaient faits, de ceux qui restaient sur leur liste. Qu'ils y soient restés un weekend ou 3 semaines, ils disaient « *c'est fait* », à rayer de la liste. J'ai eu l'impression que cette liste de pays était un peu comme une liste de courses dans un supermarché. J'ai trouvé cela triste. Enfin, c'est mon avis ... et je le partage !

Parmi les choses incompréhensibles, à mes yeux, mais qui expliquent aussi la « dérive » des syndicats, c'est lorsque vous entendez un syndicaliste soi-disant « engagé » qui vous dit : « *moi, je ne fais pas de politique* ». Qu'est-ce qu'on lui répond ? Pour rester dans l'humour on peut lui répondre : « *tu dis ça à un cheval de bois, il te met un coup de pied !* »

Parait que les chinois vont pouvoir donner des notes à leurs voisins, et ceux qui seront mal notés pourront perdre leur

travail, c'est en quelque sorte la notion du mérite à grande échelle. Mais chez nous ça se passe comment, lorsque vous donnez une note à un livreur, à l'équipe qui a réceptionné et révisé votre voiture, à celui qui est venu entretenir votre chaudière. Vous croyez que ces notes sont là juste pour remplir de la paperasse, que vos notes n'auront aucun effet sur leur travail, sur leur salaire, sur leur prime ? Juste pour rappel, pendant la seconde guerre mondiale, les préfectures, les mairies, les kommandanturs allemandes croulaient sous les lettres de dénonciations. Avec le coronavirus, les gendarmeries reçoivent quantité d'appels du type : « *je trouve que mon voisin sort bien souvent !* » ... Alors, et si vous, vous pouviez noter votre voisin, quelle note lui donneriez-vous ? Parce que le plus terrifiant dans ce type de surveillance, c'est qu'il ne peut se faire qu'avec l'assentiment et même la complicité de la population !

De toute façon, moi, les syndicats je me méfie. Dans la boîte il y a un syndiqué qui n'arrête pas de lécher les bottes du chef. OK, moi, dans mon immeuble il y a une famille super sympa, mais une de leur fille est une vraie conne. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On supprime toute la famille ?

Lorsqu'une personne lance une conversation mélangeant allègrement, la révolution de 17, le goulag, Staline, Mao, la révolution culturelle, le KGB, la Stasi, les famines en URSS, et tant d'autres sujets passionnants, ne fais pas l'erreur de vouloir expliquer quoi que ce soit, laisse la personne parler, pose des questions précises pour qu'elle donne son avis, quelles sont ses sources, et après tu décideras de répondre ou non ... je crois que bien souvent il est plus judicieux de changer de sujet de conversation, car tu ne pourras pas lutter contre 40 ans de bourrage de crâne !

Ça, tu ne vas pas me dire que c'est normal, les immigrés, ils ont deux fois plus d'aides que les français. Quand t'es français t'as droit à rien ! Eh bien, je vais te dire, la solution c'est d'aller à l'ambassade d'Algérie, tu demandes la nationalité algérienne, et après, à toi la belle vie.

N'as-tu pas peur d'entendre quand tu seras plus vieux : « *Mais pourquoi as-tu laissé faire ? Tu me dis qu'il n'y avait rien à faire, mais d'autres se sont battus, pourquoi pas toi ? Notre avenir ne t'intéressait donc pas ? Tu avais peur ? Explique-moi, je ne comprends pas* »

L'autre jour dans une conversation, un gars m'a dit : « *la preuve que Castro bossait pour les Etats-Unis, c'est que la CIA ne l'a jamais fait assassiner* » ... sans commentaire !

Y'a aussi celui qui dit d'un air super sérieux, sûr de son fait : « *les fonctionnaires ne travaillent pas et occupent des emplois inutiles que l'on pourrait privatiser. D'ailleurs, pour créer de l'emploi on pourrait virer la moitié des fonctionnaires* » ... cherchez l'erreur, parce que là, c'est du grandiose !

Je pense que vous avez tous eu l'occasion de passer en voiture à proximité d'une banlieue, et entendre un des occupants se demander avec ironie comment le jeune qui roule en BMW a trouvé l'argent pour se l'acheter, mais je suis sûr qu'il ne se demande jamais lorsqu'il passe près de Neuilly, de Monaco ou du Luxembourg d'où vient l'argent de ceux qui roulent en Roll Royce ou en Ferrari ! Si la délinquance se mesure à la taille de la voiture ... y'a pas photo !

Vous remarquerez, que si vous ne participez pas au lynchage d'un pays qui n'est pas dans les petits papiers des médias et de nos dirigeants, genre au hasard, Corée du Nord, Chine, Russie par exemple, vous avez de grandes chances, que passé un laps de temps, votre interlocuteur vous dise : « *si tu trouves que c'est si bien, là-bas, et bien t'as qu'à aller y vivre* » ... fin des arguments, fin de la discussion.

Quand vous discutez d'un nouveau projet de société, il y a toujours quelqu'un qui vous dira que ce n'est pas possible parce qu'à son boulot, il y a quelqu'un qui ne respecte pas « ça », un autre connaîtra un voisin qui profite de « ça », un autre connaît quelqu'un que si tu le laisses faire il fera comme « ça », etc., etc. J'ai vraiment l'impression que pour eux un nouveau projet de société commence par faire un bilan moral individuel des 65 millions de français !

Actuellement, chaque année l'ensemble de la population française se partage un gâteau, produit par tous, que l'on appelle le PIB, d'environ 2400 milliards d'euros. Quelques dizaines de milliers de personnes en prennent la moitié, et l'autre moitié est partagée entre 65 millions de personnes avec des parts plus ou moins grosses. Les miettes vont à ceux qui n'ont déjà plus rien. Ceux qui ont les parts les plus petites, voudraient bien un peu plus, et pour cela, ils trouvent anormal que l'on donne à « ceux qui ne font rien » ! Et, ils ne parlent pas des actionnaires !

Non, mais tu comprends, moi je veux bien être gentil, mais y'a des limites, on a délocalisé dans les pays du sud ou en Chine pour les aider et leur donner du boulot, mais faut arrêter, maintenant c'est chez nous où y'a plus de boulot ... Ce n'est

pas une blague, c'est du vécu, une conversation entre deux personnes sur un chemin de randonnée.

La Russie, c'est une dictature parce que tu peux rester président pendant 20 ans, et moi, ça me gêne. Ok, alors, premièrement s'il n'y a que ça qui te gêne dans le monde, c'est que tu ne t'intéresses pas trop à ce qu'il s'y passe, et deuxièmement, en Allemagne, Merkel est restée au pouvoir combien de temps ? Combien de régimes avons-nous soutenus en Afrique où le pouvoir se passait de père en fils ? Et en France, si on change régulièrement de tête, on reste toujours en système capitaliste, ce sont toujours les mêmes oligarques qui détiennent les manettes de l'économie, de la finance et des médias. Au final, c'est beaucoup plus hypocrite. Oui, d'accord, mais au moins « *on change de personnes* ». D'accord, pour toi ça suffit. Tu ne trouves pas que l'on nous prend un peu pour des cons !

Les forces de l'ordre, ... avant on les appelait : les gardiens de la paix.

Lors de manifestations organisées, début 2024, par la FNSEA (syndicats des patrons de l'agriculture), le gouvernement a fait preuve de beaucoup de mansuétude, même lorsque celles-ci se sont accompagnées de destructions de biens publics ou de dégradations de bâtiments républicains. Ils ont bloqué des autoroutes ou des gares sans qu'aucun média ne les accuse de prendre « la France en otage ». C'est tout simplement, parce que, comme l'a déclaré le ministre de l'intérieur, : « *on ne répond pas à la souffrance en envoyant des CRS* ». Si la répression la plus féroce s'était abattue contre les manifestations retraites ou sur les gilets jaunes, c'est

simplement parce que ces gens-là n'étaient pas dans la souffrance, ils manifestaient juste pour emmerder les autres !

Tu te rends compte, l'Afrique va se faire piller par la Chine et la Russie. Ouais, c'est vrai qu'ils sont moins cool que nous, les médias nous le disent régulièrement. Nous, nous leur avons apporté la démocratie et la liberté. D'accord, on les a aussi un peu pillés, un peu massacrés, tout n'était pas parfait, mais pour les civiliser nous y étions un peu obligés ! A l'époque, pourtant, tu ne t'es pas trop posé de questions, et maintenant tu te fais du soucis pour eux. Tu penses, surement, qu'ils ne savent pas faire les bons choix et que l'on devrait les conseiller. Tu as raison, ce sont des ingrats, on les traitait tellement bien que l'on se demande bien pourquoi ils nous quittent !

Bon, je comprends, ce que tu dis, ce n'est pas faux, mais tu ne pourras rien changer, rappelle-toi ce qu'on dit : « *l'homme est un loup pour l'homme* ». Ah oui, toi ton but, c'est d'assassiner ton voisin pour lui piquer sa voiture, de violer ta voisine parce qu'elle est plus belle que ta femme, de tabasser le gamin qui joue dans son jardin pour lui voler son vélo et le donner à ton fils ? Ben non, je ne suis pas comme ça ! Et bien je te rassure, moi non plus, pas plus que la très grande majorité des gens de la planète. Cette fable de l'homme est un loup pour l'homme est véhiculée par les psychopathes qui dirigent l'économie et volent les 80% des richesses de la planète, pour justifier leurs actions. Au départ tout groupe humain se développe par l'entraide et la coopération. Ensuite, c'est la cupidité de quelques-uns qui fait tout dégénérer.

Tu sais, la gestion du coronavirus, ça doit être compliqué, moi, je ne sais pas ce que je ferais si j'avais de telles responsabilités ????? Ah, ben c'est sûr, si pour discuter du problème, le Président fait comme nous, il en discute, autour d'une bière, avec des collègues qui bossent dans le bâtiment ou dans des grandes surfaces, ça ne doit pas être évident !

Question, tu m'as toujours dit que tu méfiais de ce que disent les médias mainstream, tu m'as même dit, je te cite « *quand tu ne comprends pas les tenants et les aboutissants d'un problème ou d'une situation, tu regardes ce qu'en disent les médias, tu penses exactement l'inverse, et tu ne dois pas être bien loin de la réalité* », et bizarrement sur ce qui se passe en Ukraine depuis le 22/02/2022, tu es en complète harmonie avec les médias. Est-ce que soudainement, ils seraient devenus objectifs et nous diraient la vérité ? Ou est-ce cette vieille phobie anti-russe qui ressurgit ?

La populace, celle des ronds-points, des piquets de grève, des manifs, celle qui prend la France en otage, et bien cette populace, montre qu'en temps de crise, c'est elle qui tient la France à bout de bras, c'est elle qui nous empêche de sombrer, c'est elle qui nous est indispensable. C'est cette même populace que l'on envoie en temps de guerre servir de « chair à canon » pour défendre la Patrie, c'est-à-dire les intérêts des plus riches. Ces plus riches, qui prélèvent chaque année la majorité de la richesse produite par tous, nous montre dans les moments difficiles qu'ils ne servent à rien. Sur quels textes « sacrés » nous basons nous, pour leur permettre de s'élever sans aucune raison au-dessus des foules en temps normal ?

On ne peut pas critiquer les nouvelles technologies, elles nous font gagner du temps, tu ne crois pas ? Je ne sais pas, moi j'ai l'impression que plus on gagne du temps, plus il nous fait défaut, on est toujours en train de courir vers de nouvelles choses dont je me demande parfois l'utilité. On essaye même de gagner du temps sur le temps. Au hasard, en 1990 il fallait 10H pour produire une tonne d'acier, aujourd'hui il faut moins de deux heures, pour quel résultat, on nous demande toujours plus et l'on nous raconte qu'en plus on coûte toujours plus cher. Vite, toujours plus vite. Enfin, moi, je suis d'une ancienne génération, et je me dis avec le recul que le temps je l'ai, parfois, très mal appréhendé, et plutôt que l'accélérer, je voudrais bien qu'il ralentisse.

Pendant des années on nous a dit qu'en Russie il n'y avait pas de médias indépendants, et après l'intervention russe en Ukraine le 24 février 2022, l'on nous a dit que tous les médias indépendants avaient été interdits en Russie. Donc, une des deux informations est fausse !

L'autre jour, tu m'as dit que les gilets jaunes et les syndicalistes voulaient une autre société, et bien c'est faux, et je t'en apporte une preuve irréfutable : je les ai vu sur un rond-point, ensemble, en train de boire du coca-cola ! Ça t'en bouche un coin, hein, tu ne sais plus quoi dire ? Effectivement, je n'ai pas su quoi répondre ...

« La plupart des gens ne font que baigner au quotidien dans de la propagande qu'ils prennent pour de l'information » ... C. BENVRAIT

Ce n'est qu'un au revoir

Voilà, ce troisième volet prend fin, est ce que tu as davantage pris conscience des réalités de notre société, ou considères-tu que je suis un huluberlu qui noircit le tableau ? Peut-être penses-tu que la vie est courte et qu'il ne faut pas perdre du temps à réfléchir sur des problèmes que l'on ne pourra pas résoudre ? Ceux qui viendront après nous se débrouilleront... enfants, petits-enfants, ce sera leur problème, pas le nôtre.

Personnellement, j'ai la nette impression que pour une société plus juste, plus humaine, plus pacifique, on ne peut que se rapprocher des thèses défendues par Marx, Engels et Lénine. Sachant bien sûr que les théories ne sont pas des dogmes, et doivent être débattues pour s'adapter aux réalités de leur époque.

Bien, je ne vais pas t'abreuver de vains bavardages, je vais te laisser réfléchir à tout cela tranquillement. Quelles que soient les décisions que tu prendras je te souhaite bon courage.

Non, je n'oublie pas Agnès, ma petite femme que je remercie une nouvelle fois pour son aide si précieuse.

Livres à télécharger gratuitement sur :

<http://2ccr.unblog.fr/livres/>

ou

<https://2ccr.wordpress.com/lectures/>

Vous pouvez, si vous le désirez, faire imprimer chaque livre de la série des « Miscellanées Politiques » à moins de 10 euros + les frais de port chez « Colibri édition livres » à Toulouse. Les PDF que je vous propose sont au format A5 correspondant aux exigences d'impression.

Sinon, vous pouvez toujours les télécharger tel quel, et les lire sur votre tablette ou votre ordinateur.

Vous pouvez aussi y penser pour un cadeau à Noël ou pour un anniversaire...